

ARTICLES DU JOUR .com



"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

JEUDI 20 DÉCEMBRE 2018

"Ce vers quoi nous nous dirigeons c'est vers une très grave crise monétaire (dettes) et non vers une simple récession économique."

►Civilisation et effondrement (Peakoil.com) p.1
►Pouvons-nous nous permettre l'avenir ? (Richard Heinberg) p.6
►Capsules de production de combustibles fossiles maintenant ! (Richard Heinberg) p.11
►Le chemin vers la dépression mondiale (Peakoil.com) p.14
►La fuite de la nature (Peakoil.com) p.16
►Le fonctionnement des raffineries de pétrole (Philippe Gauthier) p.22
►Comment voir le monde avec des yeux différents (Ugo Bardi) p.28
►La voiture électrique face aux événements inattendus p.29
►Les COP se succèdent, le charbon résiste p.32
►Aux Etats-Unis, le pétrole de schiste à l'heure des doutes p.35
►La NOAA publie son rapport 2018 sur l'Arctique (Johan Lorck) p.37

SECTION ÉCONOMIE

►La tragédie des taux et *crise monétaire* (Simone Wapler) p.44
►La Fed contre le Grand Perturbateur (Bill Bonner) 45
►La Fed a la tremblote (Bill Bonner) 48
►Le Père Noël ne passera pas sur les marchés financiers (Simone Wapler) p.51
►L'ouragan de dette arrive (Bill Bonner) 52
►Jérôme Powell traverse le Rubicon p.54
►"Powell vient de vous dire que le Fed Put est mort" (Tyler Durden) p.57
►Caché au milieu de la fureur : Avertissements synchronisés de la BRI et du FMI (Tyler Durden) p.58
►Bill Blain : C'est la chose qui me fait le plus peur. (Tyler Durden) p.67
►Powell aux Marchés : "Vous vous trompez !" (Tyler Durden) p.69
►Bourse : le pire mois de décembre depuis la Grande dépression p.73
►Alan Greenspan : Les investisseurs doivent se préparer au pire p.74
►Les marchés au plus bas, y compris au Japon. (Bruno Bertez) p.77
►Le mythe du capitalisme démasqué… (Michael Snyder) p.79
►Le protectionnisme c'est sale en France, pas en Allemagne qui protège ses entreprises de la Chine (Charles Sannat) p.82

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Civilisation et effondrement

Peakoil.com 13 février 2017

La transformation du risque et la problématique de la gestion du risque, par David Korowicz, 19 janvier 2017 - Institut Momentum

Nous sommes entrés dans une période où les risques auxquels nous sommes confrontés en tant qu'espèce deviennent potentiellement beaucoup plus extrêmes dans leurs impacts, plus probables dans leur probabilité et potentiellement irréversibles dans leur durée. Ces risques se manifestent maintenant et feront de plus en plus partie de notre expérience vécue. Cette

transformation du risque s'est produite en raison de la confluence de plusieurs facteurs généraux. Je préconise et j'élabore une perspective systémique de cette transformation du risque et j'en souligne certaines implications. J'aborderai les limites de la gestion des risques, mais je proposerai également quelques pistes d'amélioration à mettre en œuvre aujourd'hui, question d'une importance capitale compte tenu des enjeux.



David Korowicz

1- Complexité

Nous avons normalisé ce qui est extraordinaire (= la Grande Accélération). Et ce changement extraordinaire depuis quelques décennies est lié à l'énergie et aux flux d'énergie.

Pendant des millénaires, la vie a été marquée par l'insécurité alimentaire, avec de faibles excédents et une faible densité de population. Mais de nos jours, il y a beaucoup plus de gens qui achètent leur pain quotidien dans les supermarchés, avec des camions, de l'énergie, des emballages, etc. Nous ne connaissons pas toutes les connexions du système très complexe et interdépendant qui se cache derrière. Ce système est très opaque, rapide et rapide, avec un très haut niveau de coordination.

Je pense que la civilisation est un système naturel.

Pensons maintenant à ce qui se passe depuis quelques années en Europe, en Afrique du Nord et en Syrie. Pourquoi cela s'est-il produit ? Certains disent que c'est lié au changement climatique. Il y a eu aussi une violente crise alimentaire avant le printemps arabe. Ces pays étaient indépendants sur le plan alimentaire dans les années 1950, mais ils importent maintenant ¾ de leurs aliments. Cela signifie qu'ils doivent exporter beaucoup d'autres choses en même temps pour les payer. A cette époque, il y avait un pic dans le mot production d'huile, et une faible production de blé en Russie : il y avait donc de violentes variations dans les crises alimentaire et énergétique mondiales. Et les Etats-Unis essayaient de s'attaquer en priorité à leur crise financière. L'UE a également dû faire face à une terrible crise financière, avec une croissance faible depuis plusieurs années.

Cela signifie que, lorsque les réfugiés syriens sont arrivés, l'Europe avait déjà perdu une partie de sa résilience, et c'est toujours le cas. Et nous avons maintenant atteint un plateau dans la production mondiale de pétrole. Mais l'économie ne peut plus payer l'énergie plus chère. Il y a

donc de très fortes variations des prix de l'énergie, à la hausse comme à la baisse, car la production mondiale de pétrole ne peut plus croître (pic économique du pétrole).

Nous avons maintenant une bulle mondiale du crédit, et si nous n'y croyons plus, elle peut s'effondrer.

Il existe un lien entre les prix des denrées alimentaires et les troubles sociaux : lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent, on réduit d'abord certaines dépenses de loisirs (films, etc.), mais à mesure qu'ils augmentent, on réduit les biens essentiels, comme les médicaments. Et dans un pays pauvre, une crise alimentaire peut rapidement avoir de terribles conséquences.

Dans une économie complexe et interdépendante, de telles crises peuvent avoir des répercussions mondiales. Le système mondial peut accroître la résilience locale, par le biais de soutiens financiers, de soutien à la chaîne d'approvisionnement, de soutien opérationnel, etc. Mais cette capacité mondiale d'accroître la résilience locale dépend de la vulnérabilité mondiale aux crises locales. Il doit y avoir des excédents mondiaux pour accroître la résilience locale.

Notre problème aujourd'hui est que nous devons faire face à plusieurs problèmes : notre capacité à faire face au changement climatique dépend de l'énergie mondiale, qui dépend de la crise énergétique mondiale, etc. Si nous continuons à ajouter des stress, le système ne pourra plus récupérer.

Pourquoi l'UE a-t-elle eu besoin de tant de temps pour se redresser un peu après la crise financière de 2008 ? Eh bien, le monde entier était confronté à une crise financière majeure, ce qui signifie qu'il ne pouvait y avoir de soutien mondial significatif.

Système de purge

La transformation du risque (= impact x probabilité). Il y a une probabilité croissante de panne du système. Plus le système se prolonge, plus l'impact est fort.

Caractérisé : gamme croissante de facteurs économiques, financiers, sociaux, environnementaux, environnementaux, de stress infrastructurel, de volatilité, d'horizons de temps et de confiance de plus en plus restreints. Sentiment croissant de " crise permanente ".

Tension entre le maintien des systèmes existants dont nous dépendons et les avantages coûteux ou différés dans le temps.

Perte croissante de coordination du système.

Au fur et à mesure que les systèmes deviennent plus vulnérables, le danger de faire de la " chirurgie " majeure sur des systèmes critiques devient risqué.

Ventilation à grande échelle

L'économie mondiale est un métabolisme. Il consomme de l'énergie pour se maintenir et produit des déchets.

Complexité et risque : en raison de la rapidité des processus (logistique juste à temps), une perturbation locale peut très rapidement avoir des impacts majeurs et globaux. (Cf. les blocus pétroliers au Royaume-Uni, 2000).

Cascade et Contagion. Choc => impact initial => contagion multisystème => baisse de la production nationale => systèmes monétaires et financiers déstabilisés => => => =>.....

En fait, lorsque nous avons eu la crise financière majeure de 2008, nous avons effectivement stoppé une catastrophe majeure, une panne à grande échelle.

Un autre choc initial pourrait être une épidémie majeure : La peste noire a pris des mois et des mois à traverser l'Europe, mais de nos jours, ce serait très rapide à cause des transports et il y aurait des conséquences économiques majeures à cause de l'absentéisme.

Conclusion : une situation difficile !

C'est donc une situation difficile. Selon William Catton, un problème a une solution, alors qu'une situation difficile n'en a pas. Vous ne pouvez pas le résoudre, vous pouvez juste réagir, apporter une réponse. Vous devez répondre à une situation difficile avec sagesse, mais vous ne pouvez pas y mettre fin.

Nous sommes une espèce résiliente et, même face à une situation difficile, il y a toujours des options.

Nous avons besoin de plans pour ce qui pourrait arriver, pas ce que vous espérez.

La colère et le blâme sont un luxe décadent : nous devons coopérer. Et nous devons profiter de la vie, ce n'est pas un message de désespoir.

Les questions

Agnès Sinaï : Pensez-vous qu'il pourrait y avoir un point de basculement, ou plutôt un changement catabolique ? Nous avons eu un choc, beaucoup de chocs, mais pas un vrai point de basculement pour le moment.

DK : Nous sommes dans une phase de stress. Il peut y avoir un point de basculement lié à une pandémie ou à une nouvelle crise financière par exemple. Mais pour l'instant, il n'y en a pas. Il y a juste une érosion de notre résilience. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il y a un risque croissant d'atteindre un point de basculement.

Cyprien Tasset : Quelles sont les objections les plus fortes que vous avez rencontrées et que pensez-vous d'elles ?

DK : En Europe, même depuis la crise de 2008, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a diminué. Certains disent donc que nous nous concentrons simplement sur les mauvaises choses sans voir ce qui va mieux. Et certains disent qu'il n'y a pas de risque d'effondrement catastrophique ; le vrai risque serait plutôt un changement catabolique. Et autre chose : beaucoup de gens ne voient pas l'interdépendance entre les problèmes écologiques, et considèrent simplement le changement climatique (par exemple).

Yves Cochet : Et la vitesse de l'effondrement ? Dans votre livre, vous parlez de mois ou d'années, pas de décennies.

DK : Nous devons être prudents en ce qui concerne les définitions. En réalité, nous ne tomberons pas à zéro une fois pour toutes ; nous avons encore des réserves de pétrole pour un bon bout de temps, mais pas autant qu'avant. L'effondrement n'est qu'un échec majeur d'un système complexe, mais il ne signifie pas que tout s'arrête immédiatement et pour toujours.

Mathilde Szuba : Et la citation de Gordon Brown dont vous avez parlé ?

DK : C'est une citation d'un de ses conseillers, Damian McBride, en 2008. Cela montre que Brown avait vraiment peur que tout s'effondre.

Alain Gras : Vous avez expliqué comment un système mondial peut s'effondrer. Mais quelle serait la part de la science et de la technologie à ce sujet ? La technologie s'effondrerait-elle aussi, comment ?

DK : La haute technologie a besoin de niveaux de complexité élevés, de sorte qu'il y a les technologies les plus vulnérables à une panne majeure du système. Les usines de puces seraient très vulnérables. Je soupçonne que, comme dans la Fondation des romans d'Asimov, nous allons perdre beaucoup de connaissances dans les temps à venir. Nous pourrions donc avoir besoin d'une sorte de fondation pour l'avenir. (Yves Cochet : Bihouix a écrit un livre sur les basses technologies.)

Quelqu'un : Nous considérons ici l'effondrement comme quelque chose qui va se produire, mais on peut aussi le considérer comme une hypothèse. Pourrions-nous donc faire quelque chose pour éviter l'effondrement, en rendant nos sociétés moins complexes et en reprenant le contrôle sur elles ? Trouver un moyen de rediriger les choses comme nous le voulons. Investir dans l'agroécologie plutôt que dans la haute technologie.

Cyril Le Roy : Mais les milliardaires investissent dans la géo-ingénierie et non dans l'agroécologie, n'est-ce pas ?

DK : Je crois que ceux qui ont un plan de ce qui pourrait arriver, au sein de la société civile, pourraient faire la différence. Bonnes graines. Mais bien sûr, le système continue d'essayer ses anciennes méthodes pour répondre aux contraintes croissantes.

Quelqu'un : [une question sur le fait que les gens ont peur].

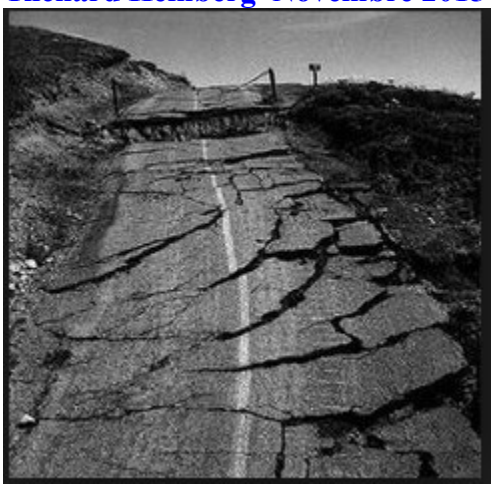
DK : l'armée a l'habitude de faire face à des choses effrayantes. Ils ne paniquent pas, ils s'en accommodent, c'est leur travail. Et il y a la réflexivité : si les responsables disent qu'ils ont peur d'une crise majeure, cela va déclencher une panique ; ils doivent donc mentir. En Allemagne, le gouvernement a déclaré que chaque famille devrait avoir une réserve alimentaire de deux semaines à cause du terrorisme : c'est étrange, car il est très peu probable qu'une attaque terroriste ait une telle conséquence. Ce n'est donc peut-être pas à cause du terrorisme, mais plutôt à cause de risques majeurs et mondiaux.

Alice Le Roy : Comment vous préparez-vous ?

DK : Je pêche, parce que je vis près d'une rivière. Et j'essaie de m'engager avec mon gouvernement local. Mais nous devons le faire d'une manière pro-sociale, pas dans une sorte de délire de survie. S'il y a une crise, ne demandez pas comment vous allez survivre, mais comment vous pouvez aider.
Institut Momentum

Pouvons-nous nous permettre l'avenir ?

Richard Heinberg Novembre 2015



Enfant des années 1950, j'ai grandi dans une attente quasi universelle de progrès. Tout le monde s'attendait à un avenir brillant ; la seule chose qui aurait pu nous empêcher de l'avoir, c'était la guerre nucléaire, et heureusement, cela ne s'est pas produit (jusqu'ici). Mais, dans les décennies qui ont suivi, le progrès a commencé à perdre de son éclat. Les agences officielles continuent de projeter une croissance économique à perte de vue, mais ces prévisions d'un avenir meilleur sonnent creux.

Pourquoi ? C'est très simple. On ne peut pas se le permettre.

Pour comprendre pourquoi, il est utile de se rappeler comment le présent est devenu beaucoup plus grand (en termes d'activité économique) que le passé. Une grande partie de cette histoire a

trait aux combustibles fossiles. Tout ce que nous faisons nécessite de l'énergie, et le charbon, le gaz naturel et le pétrole fournissent une énergie bon marché, abondante, concentrée, facile à stocker et à transporter. Une fois que nous avons trouvé comment extraire ces combustibles du sol et les utiliser, nous avons fait la plus grande balade de l'histoire.

Mais les combustibles fossiles épuisent les ressources non renouvelables et sont donc soumis à une baisse de la qualité des ressources. Le pétrole est le combustible fossile le plus important du point de vue économique, et l'épuisement s'érode déjà au fur et à mesure que l'on s'attend à de nouveaux progrès dans l'exploitation pétrolière. Au cours de la dernière décennie, les taux de production du pétrole conventionnel - ce qui a alimenté l'extravagance économique du XXe siècle - ont stagné et sont sur le point de baisser (selon les dernières prévisions de l'AIE). Entre 2004 et 2014, les coûts d'exploration et de production de l'industrie pétrolière ont augmenté de près de 11 % par année. La principale bonne nouvelle dans le monde pétrolier a été l'augmentation de la production de pétrole non conventionnel, en particulier de pétrole de réservoirs étanches en Amérique du Nord, associée au boom de la fracturation. Mais maintenant que Boom fait faillite.

Il est vrai que les cycles d'expansion et d'effondrement ont caractérisé l'industrie pétrolière et gazière tout au long de son histoire, mais cette fois-ci, les choses semblent vraiment différentes. La production de pétrole à faible densité est coûteuse, les puits individuels déclinent rapidement, la qualité des puits varie grandement et le nombre de bons sites de forage est limité. Ces problèmes ne semblaient pas être un problème au début. Pendant les années de boom, l'argent était bon marché et les investisseurs étaient facilement arnaqués. Les frackers avaient tout intérêt à louer autant de terres qu'ils pouvaient emprunter, à forer les meilleurs sites le plus rapidement possible et à laisser les restes aux traînards. Cette mentalité les a amenés à surproduire à court terme, ce qui a fait baisser les prix du pétrole bien en deçà du coût des affaires. Aujourd'hui, les foreuses sont arrêtées et la production se dirige vers le sud, ce qui laisse les porte-parole en relations publiques des sociétés en difficulté se plaindre que la production reprendra certainement lorsque les prix finiront par remonter. Le fera-t-elle ? Seulement si de nouveaux cadres d'investisseurs (lire : "suckers") peuvent être trouvés, et même alors seulement brièvement. Dans l'ensemble, l'industrie pétrolière se trouve dans des eaux dangereuses et se dirige vers le pire.

Cela s'inscrit dans une tendance générale. Les industries extractives sont toujours régies par l'impératif de cibler d'abord les ressources de la plus haute qualité et de laisser les choses merdiques pour plus tard. Après des décennies d'extraction de pétrole, de charbon et de gaz naturel, l'industrie des combustibles fossiles est de plus en plus confrontée à des perspectives d'avenir difficiles à accepter (pétrole et gaz non conventionnels, charbon de qualité inférieure) qui sont plus coûteuses à extraire et qui comportent des risques et des coûts environnementaux plus élevés.

L'avenir des énergies fossiles sera donc plus coûteux. Mais si l'on veut calculer son coût réel, il faut y ajouter les coûts "externes" de la combustion des combustibles fossiles, eux aussi très élevés. À court terme, le plus gros de ces coûts pourrait tout simplement être l'impact sur la santé de la fumée et de la poussière de charbon : une étude que j'ai cosignée en 2011 a calculé

que l'utilisation du charbon coûte aux États-Unis entre un tiers et plus d'un demi billion de dollars chaque année en impacts sanitaires, économiques et environnementaux. Les coûts pour la Chine, où 670 000 personnes meurent chaque année de maladies liées au charbon, sont sans aucun doute beaucoup plus élevés. Ajoutez à cela les factures pour le nettoyage des déversements d'hydrocarbures, pour les effets sur la santé des fractures et pour les coûts potentiels pour la santé des perturbateurs hormonaux à base pétrochimique dispersés dans l'environnement, et nous parlons d'argent réel.

À cela s'ajoutent les coûts du changement climatique. Ils sont relativement modestes maintenant, mais prêts à exploser. Quel serait le coût pour les États-Unis, par exemple, d'avoir à abandonner en grande partie une grande ville côtière (Miami ou La Nouvelle-Orléans) ? Pourquoi pas une douzaine (y compris peut-être New York) ? Quel serait le coût de la mort et de la maladie dues à une vague de chaleur sans précédent ? Quel serait le coût de la perte presque totale de la production agricole dans la vallée centrale de la Californie à cause de la sécheresse ? La réponse : c'est probablement incalculable. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg proverbial (et qui fond rapidement), et ce n'est qu'une question de temps. Il devrait être clair maintenant que nous ne pouvons vraiment pas nous permettre un avenir alimenté par des combustibles fossiles.

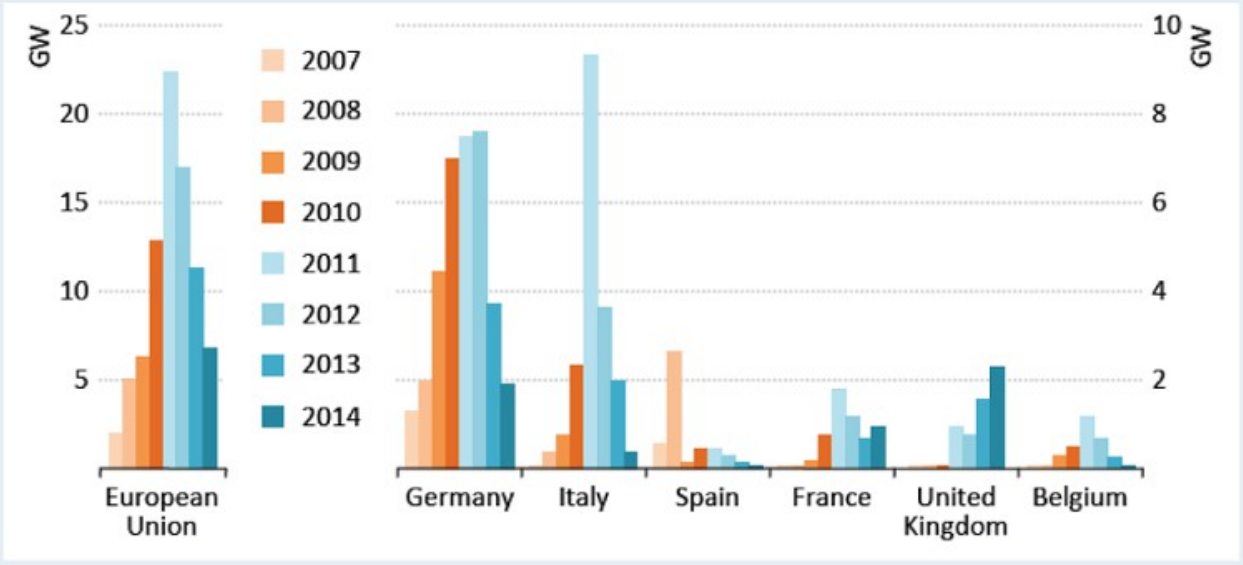
Alors, que diriez-vous d'un avenir d'énergie renouvelable ? Je dois tout d'abord faire remarquer que, selon moi, la transition vers les énergies renouvelables est nécessaire et inévitable, et que nous devons organiser et poursuivre cet effort comme une priorité sociétale absolue. Mais cela ne signifie pas que nous pouvons simplement débrancher les centrales au charbon, brancher les panneaux solaires et continuer à vivre essentiellement comme nous le faisons maintenant. Il est vrai que le solaire et le vent sont de moins en moins chers. Beaucoup moins cher. Ce qui est une bonne chose, car jusqu'à récemment, ils avaient besoin de subventions pour toute croissance substantielle. C'est encore le cas, dans de nombreuses situations. Mais même en supposant de nouvelles réductions de coûts, le fait est qu'une transition énergétique est un enjeu de taille. Cela prend du temps et le remplacement d'une quantité extraordinaire d'infrastructures. La production d'énergie solaire et éolienne est largement extensible, mais ces sources d'énergie présentent certains inconvénients : elles produisent de l'énergie de façon intermittente et incontrôlable. Il faut une technologie supplémentaire pour adapter ces sources à notre demande d'énergie 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Dans des études récentes, Mark Jacobson de l'Université Stanford et ses co-auteurs ont conclu qu'une transition complète vers les énergies renouvelables serait abordable. Leur conclusion repose sur le comptage des économies réalisées grâce aux coûts évités du changement climatique et des dommages pour la santé résultant de l'utilisation de combustibles fossiles. Cependant, la soustraction de ces coûts évités nous indique seulement qu'une transition vers les énergies renouvelables serait plus abordable que le maintien de notre dépendance actuelle à l'égard des combustibles fossiles ; cela ne signifie pas nécessairement que la transition serait abordable selon ses propres modalités.

Il est difficile d'estimer le coût total d'une transition énergétique. Le problème peut être grandement simplifié en n'incluant que le coût direct des panneaux solaires et des éoliennes,

mais ce n'est pas réaliste. De meilleures estimations comprendraient les coûts du stockage de l'énergie, de la restructuration du réseau et de la redondance de la capacité, ainsi que les investissements nécessaires dans de nouvelles technologies pour les secteurs des transports, de l'agriculture et de la fabrication, dans du nouvel équipement pour l'exploitation des bâtiments et dans des améliorations éconergétiques à presque chaque structure existante. Un seul exemple : nous fabriquons actuellement du ciment (qui est utilisé dans presque tous les projets de construction) en utilisant la chaleur élevée des combustibles fossiles ; nous pourrions obtenir cette chaleur du soleil, de l'hydrogène ou de l'électricité, mais cela exigerait une refonte complète du procédé, et on ne sait pas combien le ciment fabriqué avec de l'énergie renouvelable coûterait comparativement au ciment fabriqué avec des combustibles fossiles. Dans l'ensemble, le coût d'une transition complète vers les énergies renouvelables à l'échelle mondiale se chiffrerait certainement en dizaines de billions de dollars - si notre objectif est de produire suffisamment d'énergie pour maintenir les niveaux actuels de mobilité et d'agrément (et c'est crucial).

Figure 9.9 ▷ **Solar PV capacity additions in European Union and selected countries, 2007-2014**



Les taux réels d'investissement dans les énergies renouvelables dans le monde se sont stabilisés au cours des quatre dernières années, les taux d'investissement en Europe diminuant tandis que la Chine continue de progresser à grands pas.

Attends, je n'ai pas fini. Il ne s'agit pas uniquement d'énergie, bien que l'énergie soit probablement le facteur le plus important qui détermine si nous pouvons nous permettre de continuer à progresser matériellement dans l'avenir, comme on le suppose. Demandez à n'importe quel ingénieur civil et ils vous diront que les États-Unis s'effondrent littéralement. Les routes, les ponts, les conduites d'eau, les aéroports, les voies ferrées et les réseaux électriques ont été construits au cours du siècle dernier dans une orgie de construction comme le monde n'en avait jamais vu. Aujourd'hui, cette infrastructure vieillit, et nous ne semblons pas

pouvoir trouver l'argent nécessaire pour la réparer ou la remplacer.

Enfin, nous en arrivons à l'outil financier inévitablement utilisé pour faire face à tous ces coûts-dettes. Le crédit (le revers de la médaille de la dette) est merveilleux : il nous permet de dépenser maintenant et de payer plus tard. Nous avons exploité cet outil sans pitié au cours des dernières décennies et, par conséquent, la dette des ménages, la dette des entreprises et la dette publique d'aujourd'hui sont toutes à des niveaux records ou presque. La crise financière de 2008 est largement considérée comme ayant été déclenchée par une trop grande dette non remboursable ; néanmoins, la dette mondiale a augmenté de 57 billions de dollars depuis lors. La crise de la dette de la Grèce menace toujours la stabilité économique du continent européen. La dette mondiale s'élève maintenant à 286 % du PIB, un niveau qui, de l'avis de nombreux économistes, n'est pas soutenable et doit conduire à terme à un désendettement peut-être comparable ou pire que celui de la Grande Dépression. Mais comment allons-nous payer pour notre avenir énergétique (alimenté par des combustibles fossiles ou renouvelable), et pour la réparation des infrastructures nécessaires, sans encore plus de dettes ? Il ne semble pas que nous serons en mesure d'effectuer toutes ces dépenses en utilisant les excédents du compte courant, car la croissance du PIB mondial ralentit plutôt qu'elle ne s'accélère.

Certains lecteurs peuvent supposer que je me suis levé du mauvais côté du lit, et que c'est tout simplement trop pessimiste. Nous nous débrouillerons certainement avec les nouvelles technologies qui rendront les progrès encore plus abordables. Je dois choisir le pire des scénarios, non ? Non, à mon avis, il n'y a pas d'exagération. Les preuves telles que je les vois sont empilées presque entièrement du côté de ma thèse : nous (en tant que nation, ou en tant que civilisation mondiale, faites votre choix) ne pouvons vraiment et vraiment pas nous permettre le genre de progrès - défini en termes d'augmentation de la consommation énergétique et matérielle - auquel nous nous sommes habitués durant le siècle dernier.

Cela signifie que si nous ne commençons pas à planifier l'avenir que nous pouvons nous permettre (en dollars et en énergie), nous finirons ruinés, saisis et sans avenir digne d'être vécu.

De toute évidence, l'avenir abordable sera plus lent, plus simple et moins mobile que les rêves éveillés de Futurama dans les années 1960. Cela impliquera de vivre plus près de la terre et d'utiliser beaucoup moins d'énergie et de matériaux que ce que les gens des pays industrialisés riches ont l'habitude d'utiliser actuellement. Si on nous laisse tomber la tête la première dans ce futur sans préparation, nous risquons de le voir comme un cauchemar dystopique et post-apocalyptique, et de le transformer en un cauchemar. Cependant, si nous planifions et nous préparons, notre avenir abordable pourrait en fait être une amélioration par rapport à l'existence destructrice d'âme qui imprègne tant l'Amérique urbaine et suburbaine de nos jours. Les permaculteurs, les organisations de jeunes agriculteurs biologiques idéalistes, les éco-villages comme Dancing Rabbit et The Farm, et les initiatives de transition représentent ce qui semble être actuellement un phénomène marginal à peine visible. Mais les gens qui empruntent ces routes moins fréquentées méritent notre attention et notre aide, parce qu'ils sont à peu près les seuls dans le monde industrialisé qui se préparent pour le genre d'avenir qui est en fait dans nos moyens.

Capsules de production de combustibles fossiles maintenant !

Richard Heinberg Septembre 2015

Les climatologues s'entendent généralement pour dire qu'il y a suffisamment de combustibles fossiles dans la croûte terrestre pour que, s'ils étaient tous brûlés, il en résulterait une hausse spectaculaire du niveau de la mer, des conditions météorologiques extrêmes, une chute brutale de la production alimentaire, la disparition des mers et une extinction massive des espèces (peut-être la nôtre). Par conséquent, la seule réponse saine au réchauffement climatique est de laisser la plupart de ces combustibles dans le sol.

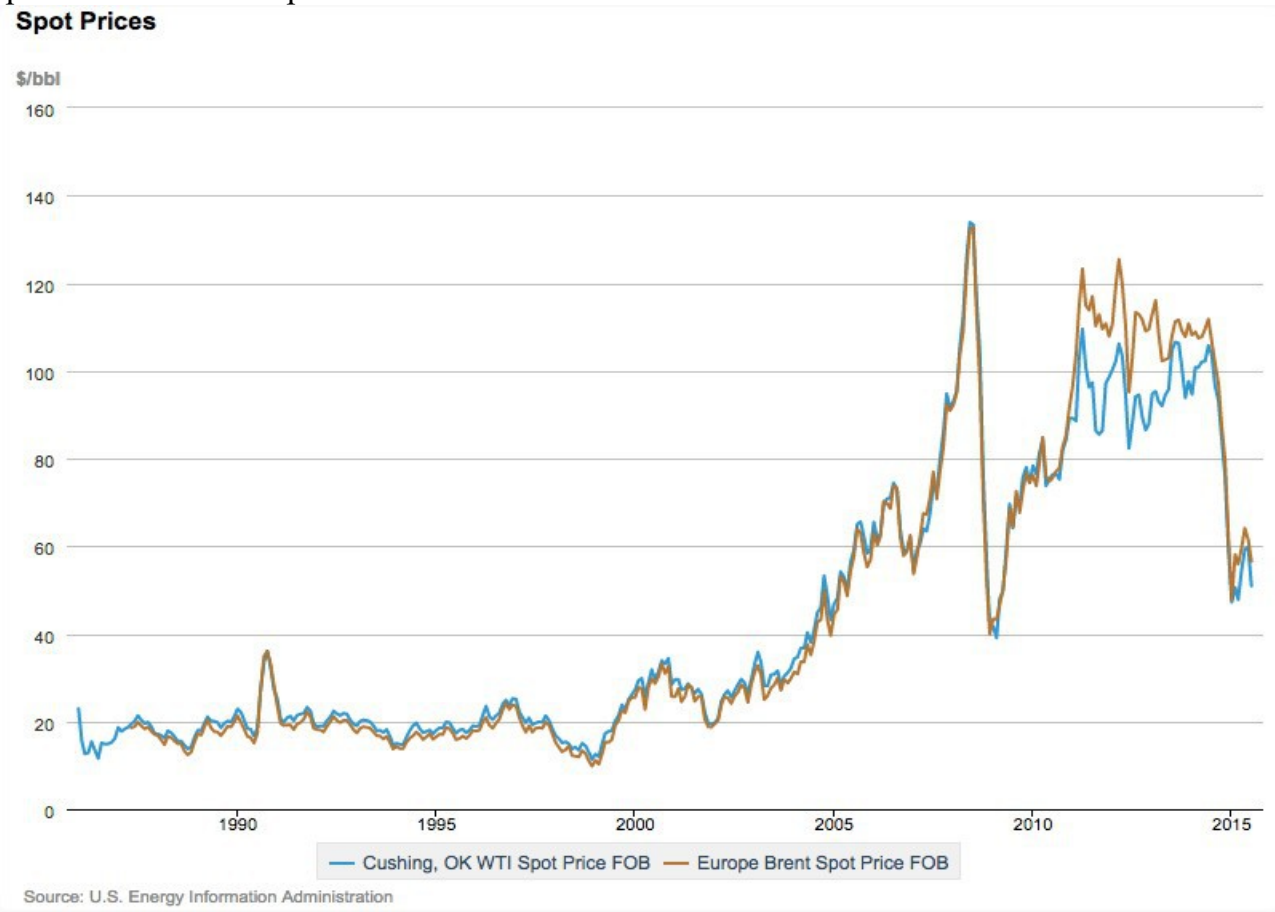
Mais il y a en fait d'autres raisons de plafonner la production de combustibles fossiles.

En 2007, j'ai écrit un livre intitulé The Oil Depletion Protocol (Le Protocole d'épuisement du pétrole)*, dans lequel je préconisais une idée de politique qui avait déjà été proposée par le géologue pétrolier Colin Campbell ; l'idée maîtresse est de réduire progressivement le plafond de la production pétrolière mondiale. Le livre ne discutait pas beaucoup des changements climatiques ; en effet, son sous-titre était "Un plan pour éviter la guerre du pétrole, le terrorisme et l'effondrement économique". J'ai fait valoir qu'un tel protocole serait en fait bon pour les producteurs de pétrole (ainsi que pour tous les autres), en ce sens qu'il garantirait des prix stables et donc un environnement de marché plus prévisible dans lequel opérer.

La plupart du temps, le livre n'a pas réussi à entrer en contact avec les décideurs politiques (quelques villes ont approuvé le Protocole, mais aucune nation), ou les compagnies pétrolières (aucune n'a répondu positivement), ou les acheteurs de livres (même s'il a reçu l'appui enthousiaste des politiciens, des environnementalistes et d'un initié de l'industrie du pétrole).

Nous voici huit ans plus tard et l'industrie pétrolière est dans une panique soigneusement déguisée. Aucune entreprise ne veut admettre que son avenir est sombre, mais les signes sont indubitables. L'indiscipline de la production et la volatilité des prix - deux des problèmes que le Protocole visait à régler - ont renversé les bilans des producteurs, grands et petits. Les taux d'extraction de pétrole brut classique ont stagné il y a dix ans en raison de l'épuisement des anciens champs pétrolifères géants, ce qui a fait monter en flèche les prix au début et a pratiquement paralysé l'économie mondiale (oui, d'autres causes ont contribué au ralentissement, notamment un endettement trop élevé). Mais les prix élevés du pétrole et les faibles taux d'intérêt ont incité les petites et moyennes sociétés de forage à emprunter et à cibler certaines des pires perspectives en Amérique du Nord en utilisant des techniques coûteuses de forage horizontal et d'hydrofracturation. Le boom pétrolier serré qui s'en est suivi, dans le contexte d'une économie mondiale stagnante et d'une demande limitée de nouveaux approvisionnements en pétrole, a finalement conduit à un effondrement des prix du pétrole (à partir de la mi-2014), de sorte que maintenant les plus fragiles perdent de l'argent et doivent faire face à des dettes énormes qui arrivent bientôt à échéance, alors que les nations dépendantes des revenus pétroliers sont aux prises avec de dangereux problèmes budgétaires qui pourraient mener, en définitive, au désastre politique et social.

Toute l'économie mondiale fonctionne actuellement au pétrole, de sorte que la volatilité des prix finira tôt ou tard par affecter tout le monde. En 2008, les prix du pétrole ont grimpé à 147 dollars le baril, contribuant à précipiter une crise financière mondiale dont le monde ne s'est jamais vraiment remis. Les prix plus bas d'aujourd'hui sont bons pour les automobilistes et les compagnies aériennes, mais un poison pour les foreurs. Il n'y a plus de prix du pétrole "Boucle d'or" qui fonctionne à la fois pour les producteurs et les consommateurs. Les investissements dans la production future sont retardés ou annulés, ce qui garantit des pénuries dans quelques années. Plutôt qu'une diminution régulière et prévisible de l'offre mondiale de pétrole, il est probable que les cycles d'expansion et de récession seront de plus en plus graves et entraveront la planification et l'adaptation.



La loi de l'offre et de la demande est censée offrir les meilleures conditions possibles sur le marché. Mais s'il arrive qu'un produit particulier soit un pilier de l'ensemble de l'économie et qu'il ne soit pas facilement remplacé, mais qu'il s'épuise rapidement, forçant les producteurs à se tourner vers des ressources de qualité toujours plus faible, alors une extraction non réglementée peut conduire à une série de signaux de prix toujours plus urgents mais souvent fallacieux. La Réserve fédérale et les banques centrales du monde entier ont recours à des politiques monétaires et de taux d'intérêt pour contenir l'inflation ou la déflation. Les plafonds de production feraient essentiellement la même chose pour les prix du pétrole, en aidant les producteurs et les consommateurs à planifier et à s'adapter.

Les écologistes ont l'habitude de considérer l'industrie des combustibles fossiles comme

l'ennemi, mais ils doivent finalement faire face à l'inconvénient que, pour les deux ou trois prochaines décennies, le pétrole et le gaz seront encore nécessaires. C'est en partie parce que nous avons actuellement besoin de combustibles fossiles pour construire, transporter et installer une infrastructure d'énergie renouvelable (panneaux, turbines, voitures électriques, stockage de l'énergie, modernisation du réseau, transport en commun). Si le pétrole devient moins facilement disponible, les utilisateurs actuels feront des offres contre de nouveaux utilisateurs dans le secteur en pleine croissance des énergies renouvelables. Ce serait formidable si les énergies renouvelables pouvaient se mettre en marche d'elles-mêmes, fournissant l'électricité pour leur propre fabrication et installation, mais qu'elles ne sont pas assez rentables (elles ont encore besoin de subventions) ou assez polyvalentes (nous sommes loin de pouvoir utiliser l'électricité solaire ou éolienne pour les mines, les processus industriels à forte chaleur, les porte-conteneurs et les camions lourds). Nous devrons donc faire du triage énergétique, en utilisant des taxes ou des subventions pour orienter nos combustibles fossiles restants de préférence vers des efforts de transition à mesure que notre utilisation diminuera dans l'ensemble (idéalement par la mise en œuvre de plafonds de carbone). Cela exigera une conception intelligente des politiques.

Bref, nous avons besoin de combustibles fossiles pour disparaître, mais d'une manière mesurée et prévisible. Et nous avons besoin d'eux pour faire un travail important pour nous sur le chemin de la porte.

Pourquoi résisterait-on à l'idée de plafonner la production de combustibles fossiles ? Beaucoup de gens n'aiment tout simplement pas l'idée d'une économie gérée. D'autres se méfient de réduire directement l'approvisionnement en combustibles fossiles, car cela pourrait entraîner une contraction de l'économie. Mais nous nous dirigeons de toute façon vers la fin de la croissance économique alimentée par les combustibles fossiles. Il s'agit simplement de savoir si nous effectuons le changement de façon coordonnée ou si nous traversons une série de crises de plus en plus graves.

En ce moment, les négociateurs de la politique climatique sont en train de mettre au point un accord qui doit être signé à Paris à la fin de cette année. Parmi les mesures politiques discutées, certaines (taxes sur le carbone) n'impliquent pas de plafonds réels. Si les plafonds sont approuvés, d'autres décisions doivent être prises : devrions-nous limiter les émissions de dioxyde de carbone (ce qui peut être compliqué : tenez-vous compte des compensations, ce qui peut être joué ?) ou l'extraction réelle de combustibles fossiles à la mine ou à la tête de puits (qui sera probablement beaucoup plus simple) ? Alors, comment les quantités de production restantes devraient-elles être réparties ? Une idée prometteuse qui a suscité beaucoup trop peu d'attention est l'utilisation du rationnement, via les quotas d'énergie négociables.

Notre dilemme climatique est grave et s'aggrave de mois en mois. Nous n'avons pas le temps de tergiverser. Nous devrions faire la chose la plus simple et la plus directe et renoncer à une part annuelle toujours plus grande de la production de combustibles fossiles, ce qui limiterait l'extraction à la mine et à la tête du puits. Ensuite, allouer les combustibles produits par le biais de quotas négociables aux citoyens sur une base par habitant et vendre aux enchères le reste à l'industrie, les entreprises essentielles à la transition vers les énergies renouvelables étant

subventionnées ou bénéficiant d'une remise sur l'énergie fossile qu'elles utilisent. En outre, nous devrions créer un fonds international pour les secours en cas de catastrophes liées au climat et un autre pour aider les pays pauvres à contourner les politiques de développement à forte intensité de carbone en allant directement aux énergies renouvelables et aux technologies intermédiaires. Oh oui, et pendant que nous y sommes : nous devrions apporter un soutien sérieux aux efforts de séquestration du carbone qui se concentrent sur la construction et le reboisement des sols.

Est-ce le résultat de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre ? Ne retenez pas votre respiration. Mais si c'est ce que vous pensez que nous devrions faire, le moment est venu de le dire.

Le chemin vers la dépression mondiale

Peakoil.com 18 décembre 2018



L'économie mondiale n'a jamais été confrontée à une situation aussi périlleuse. Alors que beaucoup commencent à peine à se demander si une récession commencera en 2019 ou en 2020, très peu perçoivent le " trou noir " dans lequel l'économie mondiale est sur le point de s'enliser....

Le trou a deux "forces gravitationnelles" principales : la mauvaise évaluation généralisée du risque et la stagnation de la croissance de la productivité. L'ingérence des banques centrales dans leurs programmes d'achat d'obligations a gravement faussé les prix sur les marchés financiers, ce qui signifie que le risque a également été mal évalué dans une large mesure. Les implications et les répercussions de la période de six ans de stagnation de la croissance de la productivité mondiale n'ont pas non plus été comprises. Ces développements imbriqués entraîneront l'économie mondiale dans une grave récession économique, une dépression mondiale.

Ne voyez aucun risque, n'entendez aucun risque

Nous avons consacré la majeure partie du numéro de mars de notre revue trimestrielle à expliquer comment les programmes d'achat d'actifs (AQ) des banques centrales ont créé un environnement qui encourage la prise de risques, l'effet de levier et la recherche de rendement. Au cœur de cette stratégie se trouve la suppression des rendements des actifs considérés comme sûrs, en particulier les obligations d'État, qui ont été la cible principale de leurs programmes d'assouplissement quantitatif. L'assouplissement quantitatif a créé une formidable impulsion pluriannuelle de liquidité artificielle de la banque centrale qui a été injectée de force dans le système financier. Au fur et à mesure que les grandes banques centrales ont continué à pomper, elle a fini par faire augmenter le prix de presque toutes les catégories d'actifs dans le monde, à l'exception peut-être des métaux précieux.

Bien que l'effet de levier puisse généralement être mesuré à l'aide d'une mesure appropriée (comme le ratio d'endettement ou les capitaux propres), l'évaluation du risque financier nécessite un point de référence qui est considéré comme sans risque. Cela crée un problème troublant, car les programmes d'assouplissement quantitatif des banques centrales ont créé une situation dans laquelle nous n'avons pas de points de référence non manipulés nous indiquant quel est le taux de rendement "sans risque" réel. Il n'y a donc actuellement aucun moyen de faire la différence entre les actifs qui peuvent être considérés comme sûrs et ceux qui ne le peuvent pas, et donc aucun moyen d'évaluer le risque d'un actif financier avec une certitude raisonnable. Le risque réel ne sera révélé qu'une fois que la liquidité artificielle induite par la banque centrale aura diminué et que la bulle des actifs aura éclaté. Lorsque cela se produira, il est probable que les bilans de nombreuses banques, sociétés, gouvernements et ménages se détérioreront au point de devenir insolvables. Hélas, les banques centrales ont effectivement créé les Black Swans, des événements d'envergure inconnus et imprévus, qui menacent d'embraser les marchés financiers.

La Grande Stagnation

La manipulation massive des marchés a rendu l'économie mondiale à la fois moins dynamique (innovante) et plus fragile. Les renflouements de banques et d'entreprises en difficulté, combinés à une politique monétaire extraordinairement laxiste, ont créé une période prolongée de stagnation de la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF), une " Grande Stagnation ".

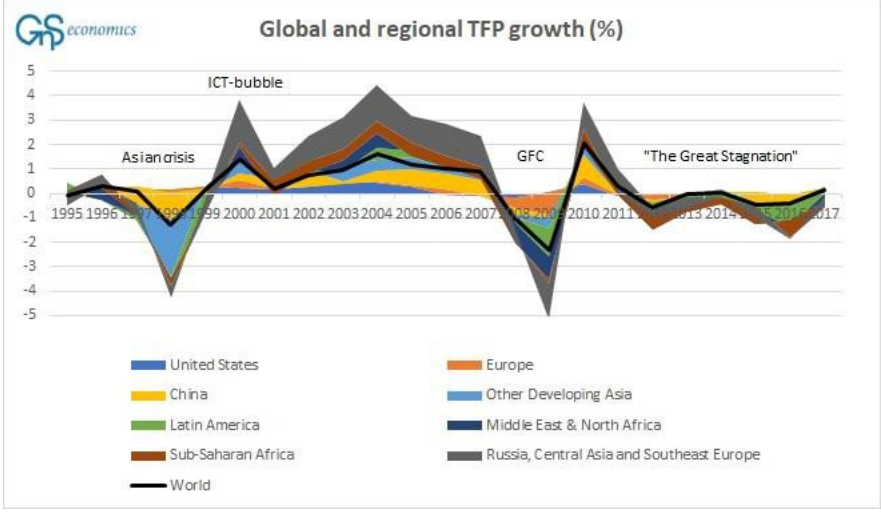


Figure. Taux de croissance régionaux et mondiaux de la productivité totale des facteurs (PTF) en points de pourcentage. Source : GnS Economics, Conference Board

La stagnation de la croissance de la productivité démontre que les entreprises n'ont pas été en mesure d'accroître l'efficacité de leur production (productivité), le principal moteur de l'amélioration durable du niveau de vie. C'est ainsi qu'il montre, en fait, la " zombification " de l'économie mondiale.

Lorsque les taux d'intérêt augmentent et que la disponibilité du crédit diminue, les "zombies", c'est-à-dire les entreprises dont les bilans sont surendettés et incapables de couvrir les intérêts débiteurs, commencent à faire faillite. La faillite du conglomérat mondial Steinhoff l'année dernière et les finances en difficulté du géant américain General Electric en sont les premiers signes. Le sort de GE et de Steinhoff sera partagé par beaucoup lorsque la crise entrera en vigueur. On estime, par exemple, que plus de 14 % des sociétés du S&P 1500 sont des zombies.

Cette diminution du taux de croissance de la productivité montre également que l'économie mondiale n'a pas été en mesure de croître de manière organique, mais qu'elle a dépendu d'une stimulation continue (ce qui a aggravé le problème). Lorsque ces mesures de relance seront retirées, l'économie s'effondrera.

Dans la dépression

Actuellement, l'économie mondiale est confrontée à des menaces sur trois fronts.

Le ralentissement de l'économie chinoise menace de supprimer le soutien essentiel aux secteurs mondiaux de l'exportation et de l'importation, ce qui affectera particulièrement la zone euro. A terme, le ralentissement en Chine se transformera en " atterrissage brutal " (voir Q-review 2/2017).

Le repli de la liquidité artificielle de la banque centrale mondiale menace de faire chuter les marchés mondiaux des actifs et du crédit (voir Q-review 1/2018).

La hausse des taux d'intérêt et le resserrement des conditions monétaires menacent de faire chuter le secteur mondial des entreprises zombifiées (voir, par exemple, Q-review 3/2017).

Celles-ci toucheront tous les aspects de l'économie mondiale et inverseront la croissance du commerce mondial, des flux financiers et des revenus. Il n'y a absolument pas d'autre issue qu'une dépression mondiale.

GNSEconomics.com

La fuite de la nature

Peakoil.com 19 décembre 2018

Il y a quelques semaines, l'un de mes lecteurs m'a dirigé vers un article d'opinion sur les changements climatiques du journaliste canadien David Moscrop, intitulé "Il est temps que les défenseurs des changements climatiques se mettent à l'écart". Si vous avez regardé pendant plus d'un an ou deux l'effondrement au ralenti de l'activisme en faveur du changement climatique, vous connaissez déjà assez bien la chanson de Moscrop pour la chanter sous la douche, mais je pense que les attitudes inscrites (ou, mieux, embaumées) dans cette pièce et ses nombreux équivalents méritent un autre regard. Il y a quelque chose qui descend sous la surface de la rhétorique ; suivez ce qu'elle mène, et vous vous approchez de l'une des racines profondes de la situation difficile que nous vivons actuellement.

L'essai de Moscrop contient tous les ingrédients habituels, et toutes les omissions habituelles, d'une bonne diatribe standard sur le changement climatique. Il commence à parler comme un prédicateur puritain - des pécheurs entre les mains d'une Gaia en colère - mais se tourne presque immédiatement vers les sentiments : ses sentiments, bien sûr, et ceux des gens qui sont d'accord avec lui. Ils sont anxieux, nous dit-il. Ils sont en deuil. Ils sont déprimés. Ils sont découragés. Et bien sûr, tout est de la faute de ces gens horribles là-bas, ces "lâches ou monstres égoïstes ou misérables responsabilités sociales volontairement fermées à la réalité du destin imminent", qui empêchent délibérément les militants des changements climatiques de sauver le monde.

Puis, bien sûr, vient l'appel aux armes pour " ignorer, marginaliser et vaincre " ces gens horribles là-bas. "Cela signifie des protestations", nous dit-il. "Ça veut dire des procès. Cela signifie qu'il faut essayer de convaincre les négationnistes ou les résistants avec nos raisons. Ça veut dire les crier à la mairie si les raisons échouent." Cela signifie, pour être précis, exactement ces choses que les militants des changements climatiques font encore et encore depuis vingt ans, avec un manque de succès notable. Il y a un dicton utile à ce sujet - " si vous faites toujours ce que vous avez toujours fait, vous obtiendrez toujours ce que vous avez toujours obtenu " - mais apparemment Moscrop pense autrement ; la seule alternative qu'il peut voir à une autre série de la même tactique ratée est de se retourner et attendre la mort.

Les choses qui ont été laissées de côté dans la diatribe de Moscrop sont encore plus révélatrices que les choses qui y ont été mises. La première, comme je l'ai déjà laissé entendre, est le sentiment que les militants des changements climatiques pourraient tirer une leçon ou deux des nombreuses défaites de leur mouvement. Les mouvements qui réussissent pour le changement

social tirent constamment des leçons de l'expérience, abandonnant les tactiques et les stratégies qui ne fonctionnent pas et s'appuyant sur celles qui ne fonctionnent pas. Tenter d'ignorer, de marginaliser et de vaincre les " négationnistes et les résistants " n'a pas fonctionné - bien au contraire, il y a aujourd'hui plus de gens qui rejettent la réalité du changement climatique anthropique que jamais auparavant.

Je devrais probablement mentionner ici, pour éviter toute confusion inutile, que je ne suis pas une de ces dernières personnes. J'en ai assez appris sur le flux d'énergie et les lois de la thermodynamique il y a de nombreuses années pour me rendre compte que si vous déversez dans l'atmosphère terrestre des milliards de tonnes de gaz qui piègent l'infrarouge, vous allez jouer avec le délicat équilibre énergétique qui maintient le climat terrestre dans son état actuel. Le fait que le climat de la Terre ait changé radicalement par le passé, sans interférence humaine, montre simplement à quel point il est stupide de manipuler un système aussi manifestement vulnérable à la déstabilisation. (Les lecteurs qui veulent en savoir plus sur mon point de vue sur le changement climatique sont invités à consulter mes livres The Long Descent, The Ecotechnic Future et Dark Age America, qui traitent tous de ce sujet en détail.)

En d'autres termes, je suis tout à fait d'accord avec Moscrop lorsqu'il affirme que les changements climatiques anthropiques sont devenus une réalité quotidienne et qu'on peut s'attendre à ce qu'ils s'aggravent considérablement tant que la civilisation industrielle moderne continuera de bousiller joyeusement son chemin, en passant par un demi milliard d'années de soleil fossile pour soutenir quelques courts siècles d'extravagance absurde. Pourtant, il n'en demeure pas moins que vingt ans de cris stridents de la part des militants des changements climatiques n'ont pas réussi à convaincre leurs opposants ni les indécis de la justesse de leur cause et de l'urgence du changement. Bien au contraire, plus les militants des changements climatiques ont poursuivi avec véhémence le programme que Moscrop a résumé, plus leurs opposants sont devenus nombreux et plus bruyants. Cela mérite beaucoup plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'à présent.

Dans une certaine mesure, l'incapacité des militants du changement climatique à convaincre les autres d'être d'accord avec eux découle de la façon de penser que Moscrop lui-même met en évidence de façon si frappante. Pour lui, encore une fois, les gens qui ne sont pas d'accord avec lui sont "des lâches ou des monstres égoïstes ou des misérables responsabilités sociales volontairement fermées à la réalité de la mort imminente". Aux dernières nouvelles, crier des insultes aux gens n'est pas un moyen efficace de les amener à reconsidérer leurs croyances. Cela n'aidera pas non plus si votre réponse, lorsqu'ils n'acceptent pas les points de discussion que vous leur proposez, est de crier.

Si vous voulez changer l'esprit des gens, vous devez tenir compte de leurs besoins et de leurs désirs, de leurs espoirs, de leurs craintes et de leurs rêves. Cela signifie que vous devez réellement les écouter, et non pas simplement décider sur une base idéologique arbitraire de ce que devraient être leurs besoins, leurs désirs, leurs espoirs, leurs craintes et leurs rêves. Vous devez les traiter comme des personnes, et non comme des chiffres, dont le point de vue doit aussi être pris en compte - et bien sûr, cela comporte le risque que vous ne deviez pas simplement changer de tactique ou de stratégie, mais que vous deviez peut-être aussi

reconsidérer vos propres convictions. Vous pouvez refuser ce risque et les traiter comme des objets à manipuler, bien sûr, mais si vous le faites, vos chances de changer d'avis diminuent comme une pierre.

C'est donc une chose très évidente qui manque dans la vision de Moscrop. L'autre sera familier aux lecteurs de ce blog : nulle part dans son essai, il ne donne la moindre allusion à l'idée que les gens qui veulent que la société industrielle cesse d'inonder l'atmosphère de gaz à effet de serre doivent commencer par donner l'exemple et faire les mêmes changements dans leur propre vie en premier.

Ce qui m'étonne, c'est qu'il s'approche si près de ce point crucial, puis s'en éloigne si brusquement. Il parle des façons dont les gens se distraient de la réalité des changements climatiques et mentionne que les voyages à Las Vegas sont l'une des façons dont il le fait - et agit ensuite comme si le seul problème avec ces voyages à Las Vegas était qu'ils le distraient de poursuivre l'activisme sur les changements climatiques et le rendent triste pour l'avenir. Que chaque vol que Moscrop prend pour se rendre à Las Vegas et en revenir rejette un grand panache de gaz à effet de serre dans l'atmosphère - la chose même qu'il pense que nous devrions tous arrêter de faire - ne trouve pas sa place dans son essai, ou apparemment dans sa compréhension du cosmos.

Plus généralement, c'est le vaste et béant trou dans toute la stratégie que Moscrop esquisse - la stratégie, s'il vous plaît noter, qui est tombée à plat à première vue de manière si fiable au cours des vingt dernières années. L'une des principales raisons pour lesquelles tant de gens refusent de prendre au sérieux les militants de la lutte contre le changement climatique, c'est qu'ils ne tiennent pas leurs promesses. L'extravagant manoir d'Al Gore, qui gaspille de l'énergie, et sa récolte exceptionnelle de kilomètres parcourus par des voyageurs fréquents ont causé d'immenses dommages à la cause qu'il croyait soutenir, et ces dommages ont été multipliés, réparés et réduits en cubes par d'innombrables autres activistes des changements climatiques qui, en pratique, ont pour attitude que tous les autres devraient cesser de consommer les combustibles fossiles pour pouvoir continuer à le faire. Comme le disait l'une des bandes dessinées souterraines emblématiques des années 60, "entendre le bruit de mes pieds qui marchent noyer le bruit de ma voix qui parle...".

C'est déjà assez grave que cette incapacité à prendre leurs propres arguments au sérieux ait donné une arme terriblement tranchante à leurs adversaires, qui n'ont pas tardé à dire : "Tu vois, ils ne veulent pas que nous autres, nous ayons accès aux combustibles fossiles. Pire encore, tout ce débat survient au beau milieu d'une crise de légitimité motivée par le fait que, ces jours-ci, trop souvent, croire les experts s'est révélé être une très mauvaise idée. Pensez à Barack Obama qui insistait sur le fait que si la loi sur les soins abordables était adoptée, les primes d'assurance maladie baisseraient et les gens pourraient conserver leurs plans existants ; pensez à tous les médicaments approuvés comme sûrs et efficaces qui se sont avérés être ni l'un ni l'autre ni toutes les politiques économiques qui étaient censées créer emplois et prospérité et qui ne l'étaient pas-et des exemples comme celui-ci pourraient se multiplier presque sans fin ces jours-ci.

Dans une telle crise de légitimité, les gens qui veulent travailler au changement social doivent prouver leur bonne foi à ceux qu'ils essaient de convaincre. La façon la plus efficace de le faire est de suivre les excellents conseils de Gandhi : "Vous devez être le changement que vous voulez voir dans le monde." C'est exactement ce que les militants des changements climatiques ont refusé de faire. La grande majorité d'entre eux adoptent des modes de vie qui rejettent directement et indirectement des tonnes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il n'est donc pas surprenant que leur cause n'ait pas eu beaucoup de succès. Comment les militants des changements climatiques peuvent-ils espérer convaincre quelqu'un d'autre de cesser de rejeter des gaz à effet de serre alors qu'ils n'arrivent manifestement même pas à se convaincre eux-mêmes ?

Regardez les excuses qui s'envolent chaque fois qu'on vous le fait remarquer, et vous passerez un bon moment. Par exemple, de nos jours, les militants des changements climatiques insistent souvent sur le fait qu'il est injuste de leur demander d'utiliser moins de carbone, parce que les industries, et non les consommateurs, sont responsables de la plupart des émissions de gaz à effet de serre. Et que font les industries pour émettre tout ce dioxyde de carbone ? De nos jours, la grande majorité de la production industrielle sert à fabriquer des biens et des services pour les consommateurs - et une part disproportionnée de ces biens et services, bien sûr, est consommée par exactement les classes moyennes et moyennes supérieures qui sont si fortement représentées dans l'activisme sur le changement climatique.

Après tout, tous les êtres humains ne gaspillent pas le carbone de la même façon. Si l'on compte les combustibles fossiles brûlés pour fournir des biens et services de consommation et d'autres commodités ainsi que l'utilisation directe de l'énergie, un seul adulte de la classe moyenne supérieure aux États-Unis ou au Canada a une empreinte carbone considérablement plus importante qu'une famille de classe ouvrière ordinaire dans les mêmes pays, ou trois ou quatre familles ouvrières en Europe, ou les résidents d'un quartier dans un quartier ordinaire en Équateur ou en Malaisie, ou un village entier ou deux dans les parties les plus pauvres du tiers monde. Ainsi, une classe moyenne ou moyenne supérieure, canadienne ou américaine, qui réduit radicalement son empreinte carbone et encourage les autres à faire de même par l'exemple, a un effet beaucoup plus important sur le problème des changements climatiques anthropiques qu'une personne de la classe ouvrière du même pays ou un habitant d'une nation moins extravagante.

Je me demande donc à nouveau pourquoi les militants des changements climatiques n'ont pas fait ce qui s'imposait, n'ont pas suivi les conseils de Gandhi et n'ont pas repris avec enthousiasme dans leur propre vie les changements qu'ils disent vouloir que tous les autres fassent. Une partie de ce phénomène peut sans aucun doute être attribuée à l'hypocrisie de la variété commune ou de la variété du jardin, de la variété "faites ce que je dis, pas ce que je fais". La gauche, en particulier, est devenue très connue ces dernières années pour sa volonté passionnée de poursuivre ses objectifs en dépensant chaque centime de l'argent des autres et, le cas échéant, en versant la dernière goutte du sang d'autrui. Il n'est donc pas trop surprenant de voir des militants du changement climatique se comporter comme ces prédicateurs fondamentalistes qui prennent des pauses dans leurs sermons sur les maux de l'homosexualité pour planifier des rendez-vous avec leurs petits amis.

Une partie vient aussi du snobisme de la classe moyenne. Comme tous les primates sociaux, les membres de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure du monde industrialisé aiment faire étalage de leur statut, ce qui les met dans une situation très délicate une fois que les questions environnementales entrent en ligne de compte. D'une part, ils savent que la combustion de combustibles fossiles pousse le monde plus loin dans la crise climatologique, et plus ils brûlent, plus la situation va s'aggraver. D'autre part, dans la société industrielle moderne, la consommation visible utilisée pour l'affichage du statut implique soit de brûler beaucoup de combustibles fossiles, soit d'acheter des biens et services qui dépendent de la combustion de beaucoup de combustibles fossiles.

Ainsi, si vous voulez signaler que vous appartenez à la classe moyenne ou à la classe moyenne supérieure et vous éloigner le plus possible de ces gens de la classe ouvrière qui votent pour Donald Trump au sud des Grands Lacs et Doug Ford au nord, soit vous brûlez beaucoup de combustibles fossiles, soit l'industrie les brûle à votre place. Comme le snobisme est, dans l'ensemble, un facteur de motivation plus puissant que l'idéalisme écologique, un très grand nombre d'activistes du changement climatique continuent d'utiliser les combustibles fossiles et les produits de la consommation de combustibles fossiles pour montrer leur statut et rivaliser avec leurs pairs, puis essayer de se convaincre qu'exiger que quelqu'un d'autre cesse d'utiliser les combustibles fossiles annulera en quelque sorte les empreintes carbone obtenues.

Cela dit, je pense qu'il y a plus que l'hypocrisie ordinaire et la valeur snob de la consommation évidente (de combustibles fossiles). Au cœur de l'étrange déconnexion entre ce que les activistes du changement climatique appellent chacun à faire et ce qu'ils sont prêts à faire eux-mêmes, se trouve le simple fait que la plupart des gens dans le monde industriel moderne n'ont jamais vraiment compris qu'ils font eux-mêmes partie de la nature.

Ce n'est pas accidentel non plus. Presque tout ce qui encadre un mode de vie de classe moyenne ou supérieure dans le monde industriel d'aujourd'hui peut être décrit, sans trop de difficultés, comme un moyen d'éviter de traiter avec la nature. Vous avez des maisons, des condominiums et des appartements haut de gamme hermétiquement scellés contre le monde naturel, avec des fournaises pour les empêcher de se rafraîchir en hiver et des climatiseurs pour les empêcher de se chauffer en été. Il y a les voitures, les bulles de verre et de plastique qui isolent les passagers du monde, les autoroutes en béton qui passent d'un endroit climatisé à un autre, et les avions qui sont conçus pour maintenir la même isolation sur de longues distances.

Vous avez les téléviseurs et les autres technologies médiatiques pour garder l'esprit plein de scènes qui ne se sont jamais produites, concoctées par des scénaristes et jouées par des gens qui gagnent leur vie en prétendant être ce qu'ils ne sont pas, où ils ne sont pas simplement des images créées par ordinateur de choses qui n'ont jamais été et qui ne seront jamais. Il y a des fraises en janvier et de la glace en juillet, des fenêtres réfléchissantes pour empêcher la lumière du jour d'entrer et des lampes électriques pour faire la même chose dans l'obscurité de la nuit, des lampadaires pour noyer les étoiles et nous empêcher de remarquer combien nous sommes insignifiants en comparaison - et la liste se poursuit. Si c'est votre style de vie, l'idée que ce que vous faites dans vos propres affaires quotidiennes puisse avoir un effet sur cette chose

mystérieuse et lointaine qu'est la "nature" doit sembler irréelle.

La nature vue de l'intérieur d'un tel style de vie n'est pas l'umwelt, pour emprunter un mot allemand utile - autour du monde, la totalité dans laquelle nous vivons et bougeons et avons notre être - encore moins l'ensemble dont chacun de nous est une petite partie, temporaire. La nature vue de l'intérieur d'un tel style de vie est une commodité, quelque chose qui appartient à n'importe quel endroit que nous lui attribuons - un parc ici, un jardin là, un lit de fleurs soigneusement entretenu et bordé de béton pour passer devant la porte d'entrée et la quitter. Les gens qui vivent comme les gens aisés du monde industriel moderne sont censés vivre en interaction avec la nature quand ils le veulent, selon leurs conditions, et s'en vont ensuite rapidement.

Et quand la nature ne fait pas ce qu'on lui dit et s'immisce dans cette existence artificielle ? Si un être vivant apparaît dans la maison, il est temps de se précipiter vers le téléphone en panique et d'appeler l'exterminateur. Si un lit de jardin fait germer une plante que nous n'y avons pas mise ou attire des insectes qui veulent s'y établir, les poisons chimiques en sortent. Si un corps humain fait quelque chose que la personnalité qui l'habite n'aime pas, vite, appelez le médecin, pour que les médicaments et la chirurgie puissent forcer le corps à se comporter. Nos familles de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure ont d'ailleurs créé des environnements si stériles qu'ils contribuent à faire monter en flèche les taux de maladies auto-immunes - les systèmes immunitaires des enfants élevés dans de tels environnements ont si peu de microbes auxquels réagir qu'ils commencent à réagir aux tissus mêmes de l'organisme.

J'en suis venu à penser que c'est cela, plus que toute autre chose, qui est à l'origine de la colère aiguë de la diatribe de Moscrop et de ses nombreux équivalents. Ce n'est pas que quelque chose d'horrible arrive à d'autres espèces-si c'était le problème, je m'attendrais à ce qu'il y ait une plus grande volonté d'abandonner l'engouement actuel pour des modes de vie absurdement extravagants alimentés par des combustibles fossiles. Non, je pense que ce qui se passe ressemble à ce qu'on entendrait si un chef de ménage de banlieue apercevait un cafard sur le sol de sa cuisine, qu'il appelait tous les exterminateurs locaux et qu'il découvrait qu'ils ont tous un horaire chargé pour le reste du mois. Pendant que l'appel suit l'appel et que le cafard ronge une miette de pain artisanal ou quelque chose du genre, le maître de maison s'énerve de plus en plus et finit par crier des insultes au téléphone parce que personne ne veut venir et se débarrasser de cette intrusion intolérable de la part de la nature.

Personne ne viendra se débarrasser des changements climatiques anthropiques, ni l'un ni l'autre, pas plus que l'autre, sans mettre un point final à la galaxie entière des habitudes extravagantes de gaspillage d'énergie qui sont considérées comme normales par la société industrielle moderne. Que cette conclusion évidente soit loin d'être évidente pour les gens qui parlent le plus des changements climatiques - qu'elle est en fait impensable pour eux - est, je pense, une conséquence directe de la façon dont les modes de vie modernes éloignent les gens de la nature, et surtout les membres des classes aisées qui jouent un rôle si central dans la lutte contre le changement climatique. Il n'en demeure pas moins qu'une conclusion peut être impensable et tout à fait vraie.

Ainsi, l'une des choses que je veux explorer dans les articles à venir est la façon dont nous nous sommes engagés dans des modes de pensée qui traitent les modes de vie industriels modernes comme normaux et souhaitables - comment les gens du monde industriel, c'est-à-dire, se sont laissés entraîner dans une tentative autodestructrice d'échapper à la nature, quand les êtres humains dépendent à la fois inévitablement de la nature et en font une partie intégrante - et comment cette habitude franchement bizarre pourrait être abandonnée en faveur de choses plus sensées. Au cours de l'année qui vient, à partir de cette discussion, je veux commencer à déplacer la conversation sur ce blog vers le projet que j'avais en tête lorsque je l'ai fondé : les premiers pas dans le développement de l'écosophie, une manière de pensée philosophique et de pratique spirituelle qui prend notre place comme petites portions temporaires de la nature vivante comme son point de départ.

Le fonctionnement des raffineries de pétrole

Philippe Gauthier 19 décembre 2018

Les raffineries de pétrole décomposent le pétrole brut en divers composants relativement légers, connus sous le nom de « produits intermédiaires » qui sont ensuite assemblés pour produire une variété de produits finis au contenu normalisé, dont les plus connus sont l'essence, le diesel et le carburéacteur (carburant pour avions à réaction). Cette transformation se fait en plusieurs étapes, qui visent chacune à extraire un peu plus d'hydrocarbures utiles du brut. La partie qui résiste à tous les efforts de raffinage forme le mazout, un carburant industriel dense et visqueux, ainsi que le coke de pétrole, un résidu solide analogue au charbon.

Note : Ce texte est un extrait d'un livre sur l'industrie du pétrole que je prépare à temps perdu. C'est une version de travail que je publie afin d'obtenir des commentaires. Je remercie Jean Laherrère et Xavier Chavanne pour l'aide déjà apportée dans sa rédaction.



Les raffineries utilisent quatre principaux procédés. Le premier, commun à toutes les raffineries, est la distillation dans une colonne atmosphérique (à pression normale). Dans la plupart des raffineries, les produits qui ne se séparent pas à la distillation sont soumis à des

étapes supplémentaires de redistillation sous vide, de craquage et de reformage. Chacune de ces étapes traite le résidu de l'étape supplémentaire de manière à en extraire davantage de produits intermédiaires. Ces étapes supplémentaires exigent beaucoup d'énergie, mais permettent de transformer des résidus de faible valeur (le mazout) en produits pétroliers plus recherchés.

Il existe trois types de raffineries, qui se distinguent par leur niveau croissant de complexité et d'efficacité dans la distillation du pétrole brut :

- Les **raffineries de première distillation** (*topping refineries*), les plus simples, n'utilisent qu'une simple colonne de distillation atmosphérique pour produire du naphta et d'autres produits intermédiaires. Elles ne sont plus viables économiquement de nos jours et certaines de celles qui subsistent se spécialisent dans le traitement de bruts lourds pour produire du bitume.
- À la colonne de distillation atmosphérique, les **raffineries hydroskimming** ajoutent des unités d'hydrotraitement à l'hydrogène et de reformage à la vapeur qui permettent notamment de produire de l'essence, mais qui ne permettent pas de raffiner les composantes lourdes qui demeurent à la base de la colonne de distillation. Ces raffineries sont également rares de nos jours.
- Les **raffineries complexes**, qui sont dotées de diverses unités de conversion (par craquage catalytique, craquage à la vapeur, cokéfaction et autres procédés) qui permettent de transformer les composantes lourdes du pétrole en produits plus légers et de plus grande valeur, comme le diesel ou l'essence. Leur équipement précis peut varier en fonction de la densité et du degré de contamination du pétrole à raffiner.

Règle générale, une raffinerie relativement simple suffit à traiter le brut léger, tandis que le raffinage des bruts les plus lourds exige des installations complexes. Dans le monde, la capacité des raffineries varie de 1 500 (Ulyanovskneft, Russie) à 940 000 barils par jour (Paraguana, Venezuela). La moyenne mondiale est de 132 000 barils, mais atteint 140 000 dans les pays membres de l'OCDE et 167 000 dans ceux de l'OPEP. Le nombre de raffineries a diminué de manière marquée dans le monde depuis 30 ans, mais en revanche, la capacité moyenne a augmenté de 30 % de 1993 à 2007.

La principale source d'énergie des raffineries est le gaz de combustion de raffinerie. Il s'agit d'un mélange de gaz trop légers pour se liquéfier dans la colonne de condensation, principalement des hydrocarbures légers, mais aussi de l'hydrogène, du sulfure d'hydrogène (H_2S) et divers autres gaz. Récupérés au sommet de la colonne de distillation, ils sont brûlés pour fournir la chaleur nécessaire à la distillation, mais aussi pour produire l'électricité et la vapeur nécessaires aux installations. Une raffinerie possède plusieurs réchauffeurs et chaudières distincts à ces fins. Le gaz de raffinerie ne couvre habituellement pas tous les besoins d'une raffinerie et il faut y ajouter du gaz naturel ou du coke de pétrole en quantité variable, selon la complexité de l'installation.

Les diverses unités d'une raffinerie utilisent beaucoup plus de vapeur que d'électricité (dont l'usage se concentre sur diverses pompes). La vapeur est produite dans des chaudières de récupération de chaleur, tandis que l'électricité est produite par cogénération, une mesure bien établie d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES. Certaines données qui circulent sur Internet laissent entendre que les raffineries consomment de grandes quantités

d’électricité, mais en réalité, la consommation d’électricité ne représente que de 0,3 à 1,3 % de la valeur énergétique totale du pétrole brut traité. Les raffineries sont souvent autonomes en électricité.

Les raffineries consomment de plus en plus d’hydrogène, utilisé pour transformer les fractions lourdes pauvres en hydrogène en produits plus en demande et de plus forte valeur, comme l’essence et le diesel. Ces besoins tendent à augmenter en raison de la réglementation exigeant des produits pétroliers de qualité toujours croissante. Des procédés comme le craquage catalytique produisent naturellement de l’hydrogène comme sous-produit. Mais cet apport est insuffisant et la plupart des raffineries produisent elles-mêmes l’hydrogène supplémentaire dont elles ont besoin, par reformage à la vapeur du gaz naturel.

Une raffinerie utilise l’équivalent de 4 à 15 % de son approvisionnement en brut pour répondre à ses propres besoins énergétiques, y compris sa production d’électricité. En 2008, on estimait que les raffineries françaises utilisaient en moyenne 7,1 % de leur apport en brut, contre 12 % environ pour les raffineries américaines, qui comportent plus d’unités spécialisées pour le traitement du pétrole lourd.



Composantes d’une raffinerie

La distillation atmosphérique et la distillation sous vide suffisent à séparer du pétrole brut les hydrocarbures relativement légers qui entrent dans la composition de l’essence, du diesel, du carburéacteur et des autres produits pétroliers de grande valeur. À cette étape, il reste toutefois une grande quantité d’hydrocarbures lourds et de faible valeur, surtout si le brut utilisé est de mauvaise qualité (ce qui est de plus en plus fréquent de nos jours).

La stratégie des raffineries consiste alors à utiliser des procédés chimiques supplémentaires pour briser et décomposer ces hydrocarbures lourds en produits intermédiaires utilisables pour l’assemblage des produits pétroliers courants. On maximise ainsi la production de carburants utiles, tout en minimisant la quantité résiduelle de mazout lourd, peu recherché. Certains procédés servent aussi à éliminer divers contaminants, en particulier le soufre, pour obtenir des carburants moins polluants.

Les principaux procédés utilisés sont énumérés ci-dessous. Essentiellement, les composantes lourdes qui subsistent au terme de la distillation sont partiellement converties en essence par

craquage catalytique. Ce qui reste est ensuite soumis à une troisième étape, par hydrocraquage ou par cokéfaction, ce qui produit surtout du diesel. Les raffineries ne disposent pas toutes d'une gamme complète de ces services, ou n'y soumettent pas forcément l'ensemble de leur production, car le coût de ces installations et le coût énergétique de ces procédés sont élevés.

- **Unité de craquage catalytique** : Ces installations soumettent la fraction lourde du brut à des pressions et des températures élevées (de 250 à 435 °C) pour scinder les hydrocarbures lourds en composants plus légers, principalement de l'essence. Ces hydrocarbures, qui arrivent sous forme gazeuse de la colonne de distillation sous vide, sont exposés à des particules de produits catalyseurs. Une partie des hydrocarbures de dépose sous forme de coke sur ces particules, tandis que la partie qui a été fractionnée continue sa route vers une installation qui sépare les diverses molécules en fonction de leur densité. Le catalyseur est ensuite brûlé pour le débarrasser de son coke et lui permettre de servir à nouveau.
- **Unité d'hydrocraquage** : L'hydrocraquage est une autre technique permettant de produire des carburants de haute valeur à partir des fractions lourdes du brut. Au lieu de retirer du carbone excédentaire, comme dans le craquage catalytique, on ajoute plutôt de l'hydrogène pour obtenir les hydrocarbures désirés – principalement le diesel et le carburant pour avion. La technique consiste à combiner le flux de brut à de l'hydrogène à des pressions et des températures élevées (de 250 à 450 °C). Les hydrocarbures lourds se séparent alors en molécules plus légères, qui se combinent à leur tour avec l'hydrogène, dont la consommation est importante : de 200 à 700 fois le volume de carburant à traiter,
- **Unité de cokéfaction** : Il s'agit d'une autre méthode de craquage permettant d'obtenir des carburants de valeur, comme l'essence et le diesel, à partir de résidus de brut de mauvaise qualité. À la différence des unités du craquage catalytique, le coke de pétrole n'est pas brûlé au terme du processus, ce qui en fait un carburant bon marché (et très polluant) utilisé dans diverses industries. Il existe trois sortes d'unités de cokéfaction, mais le procédé le plus courant de nos jours est la cokéfaction retardée, où un flux de résidus lourds est chauffé de 480 à 535 °C, ce qui le décompose en hydrocarbures légers et en coke. Le flux alterne entre deux cuves de réaction, ce qui permet de récupérer le coke dans celle qui est inutilisée. Le cycle entre les deux cuves dure de 16 à 24 heures. Ce procédé libère une importante quantité de gaz à effet de serre sous forme de méthane.
- **Unité de reformage catalytique** : Ce procédé sert à transformer des produits intermédiaires relativement légers, comme l'essence et le naphta (hydrocarbure léger entrant dans la composition de l'essence) en divers composés aromatiques, comme le benzène. Ces produits sont utilisés par l'industrie pétrochimique, notamment pour la fabrication de plastique. Il existe là aussi trois variantes du procédé. Le flux à traiter traverse successivement de trois à quatre réacteurs préchauffés, où sa composition chimique change progressivement. Du coke se dépose sur la paroi de ces réacteurs. Il est brûlé après chaque lot pour fournir la chaleur nécessaire au traitement du lot suivant. Le principal gaz à effet de serre émis est le CO^2, mais on mesure aussi un peu de méthane et de protoxyde d'azote.

- **Unité de désulfuration** : La désulfuration est utilisée pour réduire la teneur en soufre de carburants comme le diesel et le kérosène, ce qui les rend moins polluants à la combustion. Dans un premier temps on insuffle de l'hydrogène dans le liquide, sur un lit catalytique à pression élevée. L'hydrogène se combine alors au soufre pour produire un gaz, le sulfure d'hydrogène. Le sulfure d'hydrogène est ensuite séparé du carburant à l'aide d'un système de capture aux amines, qui tend aussi à récupérer le CO_2 qui est y resté dissous. Le sulfure d'hydrogène est ensuite converti en soufre pur par un autre procédé catalytique, tandis que le CO_2 s'échappe dans l'atmosphère.

- **Usine d'hydrogène** : La raffinerie l'utilise pour produire les énormes quantités d'hydrogène nécessaires à l'hydrocraquage à la désulfuration. La méthode utilisée est le reformage du méthane (issu du gaz naturel) à la vapeur, où le méthane, la vapeur et d'autres hydrocarbures légers réagissent sur un lit catalytique pour former de l'hydrogène et du monoxyde de carbone. Ce monoxyde de carbone réagit à son tour pour former plus d'hydrogène, ainsi que d'abondantes quantités de CO_2 – jusqu'à 25 % de tout le CO_2 émis par la raffinerie. Le méthane qui subsiste en fin de réaction est brûlé pour fournir la chaleur nécessaire au procédé.

- **Unité de calcination du coke** : Ces installations sont rares – la plupart des raffineries n'en comportent pas. Elles servent à éliminer le soufre, les composés volatils et les autres impuretés qui subsistent dans le coke de pétrole. On obtient un coke de pétrole très pur, utilisé dans la fabrication d'anodes et d'électrodes. La destruction des composés volatils provoque l'émission d'une importante quantité de CO_2.

- **Unité de soufflage de l'asphalte** : L'asphalte est l'un des résidus les plus lourds de la distillation. Il n'est toutefois pas très stable tel quel. On améliore ses caractéristiques et sa durabilité en soufflant de l'oxygène dans l'asphalte liquide à 260 °C pendant de une à dix heures. Le gaz qui sort de la cuve est chargé en soufre, en CO_2, en méthane et en divers autres contaminants organiques et subit souvent une purification aux amines avant d'être rejeté dans l'air.

- **Usine de cogénération** : Les raffineries utilisent d'importantes quantités d'électricité et de grandes quantités de vapeur (notamment pour la production d'hydrogène). La vapeur représente 38 % des besoins en énergie d'une raffinerie. L'usine de cogénération produit de la vapeur à partir de la combustion du gaz de raffinerie, de gaz naturel et de la chaleur résiduelle de divers procédés, puis l'envoie dans des turbines pour produire de l'électricité. Ces installations peuvent être importantes et produire plus de 30 mégawatts d'électricité. Elles permettent souvent aux raffineries d'être indépendantes du réseau électrique.

Que retenir de tout ceci? Que le travail d'une raffinerie ne se limite pas à une simple « distillation » du pétrole. Le brut traverse une succession de procédés complexes utilisés pour en tirer toujours plus de carburant utile. Ce travail sur le produit est d'autant plus complexe que le brut est de mauvaise qualité. À une époque où le marché est inondé de carburants très légers (comme le pétrole de roche-mère) ou très lourds (comme le bitume de l'Alberta), le travail des raffineurs devient une étape de plus en plus cruciale de la production de produits pétroliers.

Émissions de gaz à effet de serre des raffineries

Le raffinage du pétrole est l'une des principales industries émettrices de gaz à effet de serre dans le monde. Les émissions des raffineries atteignent en moyenne 0,219 kg de CO_2 par kilo de produit fini, comme l'essence ou le diesel. Selon une estimation de l'Agence mondiale de l'énergie, elles s'échelonnent entre 20 à 80 kilos par baril de pétrole, selon l'origine du brut. Les bruts lourds sont plus émetteurs parce qu'ils nécessitent plus de travail. Règle générale, 66 % des émissions sont liées aux étapes du craquage et d'hydrocraquage, contre seulement 11 % pour la distillation et 23 % pour l'ensemble des autres procédés.

On estimait en 2001 qu'une grande raffinerie produisant 300 000 barils par jour pouvait émettre entre 0,8 et 4,2 millions de tonnes de CO_2 par année. Selon une étude de 2010, les émissions de GES des raffineries américaines se composaient à 97,67 % de CO_2, à 2,25 % de méthane et à 0,08 % de protoxyde d'azote. L'organisation des raffineries canadiennes étant semblable, il y a tout lieu de croire que ces chiffres sont valables ici aussi.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre des raffineries est une tâche difficile, parce que les gains d'efficacité obtenus sont souvent annulés par une demande croissante pour des carburants plus légers et plus propres, qui exigent des étapes de raffinage supplémentaires, nécessitant une plus grande dépense énergétique.

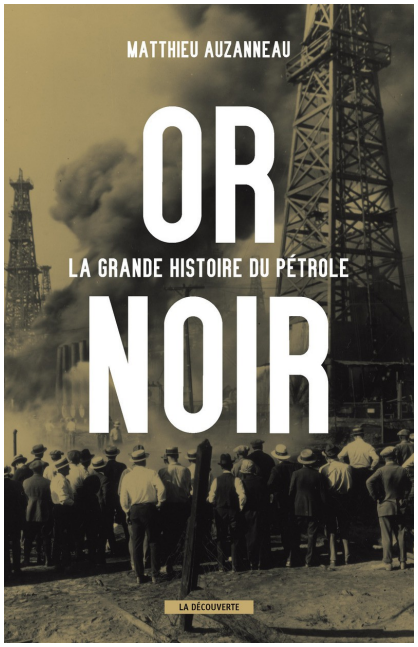
Dans cette industrie arrivée à un très haut niveau de maturité, la recherche porte généralement sur des enjeux comme l'augmentation des rendements, l'efficacité énergétique et des temps d'arrêt plus courts, plutôt que sur des procédés entièrement nouveaux. De plus, les entreprises pétrolières ont réduit leurs budgets de recherche et développement ces dernières années et se fient davantage à des tiers pour leur procurer la technologie dont elles ont besoin.

Les approches de réduction des émissions de gaz à effet de serre s'articulent autour de divers gains d'efficacité et de l'intégration à la région environnante pour vendre les surplus de chaleur et acheter de l'hydrogène produit au moyen d'énergie renouvelable. L'impact de ces mesures risque toutefois de demeurer limité et la capture et la séquestration de carbone reste le moyen le plus souvent évoqué pour réduire l'empreinte carbone des raffineries. Plusieurs procédés de raffinage produisent des flux concentrés de CO_2 qui se prêtent particulièrement bien à la capture, mais l'avenir de cette pratique reste incertain.

Comment voir le monde avec des yeux différents

Par Ugo Bardi – Le 23 novembre 2018 – Source CassandraLegacy

« Le pétrole, le pouvoir et la guerre » par Matthieu Auzanneau



Ce livre, Le pétrole, le pouvoir et la guerre, [L'Or Noir en édition française, NdT] est vraiment incroyable : Matthieu Auzanneau a fait un travail énorme en creusant et en rapportant toute l'histoire de la première moitié de l'ère pétrolière, depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, alors que nous atteignons le pic global (et la chute pourrait être beaucoup plus rapide que la croissance comme Lucius Annaeus Seneca l'a remarqué il y a longtemps).

Je dois vous dire qu'après avoir étudié l'épuisement du pétrole pendant une vingtaine d'années et après avoir écrit au moins trois livres à ce sujet, je pensais en savoir beaucoup sur le pétrole. Mais ce livre m'a étonné par le nombre de choses que j'avais manquées.

Juste un exemple : saviez-vous que les avions britanniques de la Bataille d'Angleterre, pendant la Seconde Guerre mondiale, avaient un indice d'octane plus élevé que les avions allemands ? C'était un avantage important pour la Grande-Bretagne : quelques points d'octane supplémentaires obtenus en pouvant utiliser une autre source de pétrole peuvent avoir permis aux alliés de gagner la guerre !

La lecture d'un livre aussi volumineux vous prendra des heures, mais cela en vaut la peine. Après, vous verrez le monde avec des yeux différents. Félicitations à Matthieu Auzanneau et aussi à Chelsea Green pour l'avoir traduit en anglais (ce qui est très inhabituel sur le marché américain du livre).

La voiture électrique face aux événements inattendus

Par Antonio Turiel **– Le 20 septembre 2018 – Source** CrashOil

Javier Pérez a partagé avec moi il y a quelques jours ses réflexions à propos de certains aspects du comportement des voitures électriques dans des situations réelles qui ne sont pas toujours prises en compte dans les visions idéalisées de ce moyen de locomotion dans le futur. Comme je pense que ces réflexions peuvent avoir un intérêt général, j'ai décidé de les publier. J'espère que cela vous intéressera.



Je vous laisse avec Javier.

Comme nous le savons tous, bien que parfois nous ayons du mal à l'intérioriser, les choses vont bien jusqu'à ce que quelque chose foire. Tout est merveilleux jusqu'au moment ou cela cesse de fonctionner. La technologie est ce qu'il y a de meilleur pour l'humanité jusqu'à ce qu'une pièce quelconque se mette à fonctionner d'une manière inattendue.

Et cela est également vrai pour la voiture électrique, même si l'on s'attend bientôt à lire qu'Élie, le prophète, a été emporté au ciel dans une voiture électrique. Ça n'a pas encore été dit, mais patience, ça pourrait venir.

La question se pose parce que les partisans de la voiture électrique, ses promoteurs et ses vendeurs (en admettant qu'ils différent de quelque manière), semblent avoir réponse à tout : meilleures batteries, charge plus rapide, plus grande autonomie etc. À tout, sauf aux situations inattendues, ce qui nous amène à penser que la voiture électrique pourrait être un objet certes efficace, mais fragile.

Voyons ça avec un exemple

Il y a quelques mois, vers la fin janvier, je me suis retrouvé sur une autoroute allemande, près de Stuttgart, pris dans un embouteillage causé par un accident de la circulation. Un camion renversé ou quelque chose du genre. Les gens en parlaient, mais mon allemand n'est pas très bon.

J'insiste sur le scénario : fin janvier, en Allemagne, approximativement sept degrés en dessous de zéro à neuf heures du matin. Il y avait un peu de brouillard, ou en tout cas quelque chose capable de flotter dans l'air à cette température de moins sept degrés, et qui n'était pas de la fumée.

L'autoroute comportait trois voies dans chaque sens. Utilisant la procédure d'urgence que les Allemands appellent Rettungsgasse, qui consiste à contraindre tout le monde à se placer sur un côté quitte à ce que les carrosseries se frôlent ou frôlent le rail de sécurité, ils réussirent à

établir quatre voies en direction de Stuttgart, dont une permettait le passage d'un camion de pompiers, pendant que les autres étaient immobilisées. Personne ne surpasse ces gens en matière d'organisation dans ce genre de situations. En tout cas c'est ce que m'a enseigné l'expérience.

Même comme ça, l'embouteillage a duré presque quatre heures. L'accident devait être grave. Une première voie a été libérée, puis une autre etc. La file de voitures a atteint 30 kilomètres à son maximum, comme je l'ai lu le lendemain, et a concerné 22 000 véhicules. Ce sont les informations qui ont été diffusées. Ce fut un embouteillage important, mais pas historique, tous les ans il y a en a deux cents de ce type en Allemagne comme dans n'importe quel autre pays.

Eh bien voyez : sur les 22 000 véhicules, à moins 7 degrés, à peine 25 sont tombés en panne de carburant ce matin alors qu'il fallait maintenir le chauffage sous peine d'être congelé. Cette vingtaine de véhicules a été poussée avec beaucoup d'efforts sur la voie latérale, ce qui a eu pour résultat qu'il n'y avait plus que trois voies libres, mais le THW (une sorte de protection civile allemande) et les pompiers ont distribué 5 litres de carburant à chaque véhicule arrêté. J'estime que le temps de ravitaillement a été approximativement de trois minutes par véhicule.

Imaginez-vous cette situation dans un monde rempli de voitures électriques ?

Pas besoin de calculs compliqués pour se rendre compte combien ce serait déraisonnable, le simple bon sens suffit. Essayons de voir ça.

Disons que tu es un type normal, un jour normal. Tu sors de chez toi pour faire un déplacement de 35 kilomètres. Ta voiture est chargée pour 120 kilomètres, parce que tu aimes être prévoyant. Tu as une charge représentant quasiment quatre fois celle nécessaire. Tout va bien. Mais il fait -7°C et on sait ce qui se passe avec les batteries avec de telles températures. Tu n'as plus que 100 kilomètres d'autonomie à tout casser, estimation haute. Se rajoute à cela le brouillard qui t'oblige à allumer tes phares pendant tout le chemin. Tu n'as plus que 85 kilomètres d'autonomie. Ce n'est plus quatre fois le nécessaire mais seulement deux fois et demie…

La route est normale, tout va bien. Mais alors qu'il te reste 19 kilomètres à parcourir, la file s'arrête et tu restes bloqué 4 heures à cause d'un accident. Tu laisses le chauffage en marche… tu l'éteins de temps en temps, certes… mais… combien de temps ta batterie va-t-elle tenir ? Une heure ? Une heure et demie ? A partir de ce moment c'est la merde. Avant toi se retrouveront dans la merde ceux qui étaient un peu juste, puis ceux qui étaient un peu moins prévoyants, et après toi un bon nombre d'autres conducteurs se retrouveront aussi dans la merde, peut-être les 30 ou 40% les plus riches, avec de meilleures batteries ou plus prévoyants, tout dépend de la durée de l'embouteillage. Ça se passera comme ça non ?

Faisons le point :

1. Parmi les 22 000 véhicules bloqués dans l'embouteillage, combien penses-tu qu'il y en aura en panne de batterie pendant ces quatre heures ? Cinq mille ? Encore plus ? Ce n'est pas une situation hypothétique. C'est une chose qui est déjà arrivée et arrive souvent. Dans un embouteillage de 4 heures à -7 degrés, certains pensent que cela pourrait atteindre 65% des véhicules. Dans ce cas 15 000 voitures. Cela me semble exagéré, mais acceptons ce chiffre.

2. Quand les secours arriveront avec leurs batteries ou leurs câbles, ou avec des piles sur

l'épaule comme tu préfères, combien de temps faudra-t-il pour recharger ces batteries au milieu de nulle part ? Avec une météo peu favorable, mais sans excès… sur une autoroute quelconque. En pleine nature. Trois minutes par véhicule ? Non on est loin du compte, une demi-heure ? Sais-tu ce que représente une demi-heure par véhicule pour 15 000 véhicules ? 7 500 heures, soit 312 jours si il n'y a qu'un appareil d'assistance. Si l'on multiplie les appareils d'assistance par cent, il faut quand même trois jours. Pas mal…

3. Comment pourrait-on effectuer ces recharges dans ce bordel ? Parce que apporter 5 litres d'essence ou de diesel à chaque véhicule ça se fait avec peu de chose… Mais ça ? Si c'était quatre voitures, d'accord, on les remorque ou les déplace à la grue… Mais le problème c'est que là il y a au moins 4 000 véhicules qui ont besoin de secours. Ou dix-mille. Ou bien plus, et très dispersés, comme lors du dernier hiver où des centaines de véhicules sont restés bloqués par la neige dans le nord.

4. Et le plus important : combien de temps faudrait-il en pratique pour résorber l'embouteillage ? Parce que les problèmes s'accumulent. Il y a eu 22 000 véhicules parce que ça a duré 4 heures. Si cela avait duré plus longtemps il y aurait eu davantage de véhicules. De combien de temps parlons nous pour un retour à la normale et pour quel coût ?

5. Autre chose importante : quand on parle de voitures électriques… quelqu'un a-t-il pensé à ce genre de problèmes ? Quelqu'un a-t-il pris en compte le fait que face à des situation imprévues la voiture électrique montrait une extrême fragilité ?

C'est avec de telles réflexions qu'on se rend compte que nous sommes face à une totale improvisation et que rien n'est pensé pour une utilisation de masse de ces véhicules. De mon point de vue, la voiture électrique ne vient pas remplacer le moteur thermique, mais sert de prétexte pour éliminer le moteur thermique pendant que le moteur électrique sera vendu aux élites, alors que l'on forcera le reste de la population à utiliser des solutions dont il ne veut pas, mais qu'il devra accepter imposées par les élites.

Les récents événements en France, avec la vague des gilets jaunes, ont montré que certains ont déjà réalisé ce qui se trame contre eux et quels clichés sont utilisés pour imposer un nouvel ordre.

Comme je comprends les choses, l'automobile électrique est une des principales icônes de ces nouveaux mensonges, de cet élitisme vêtu d'idéologie, qui prétend défendre le milieu ambiant, alors qu'il se limite à offrir de nouvelles possibilités aux riches et une plus grande servitude aux pauvres.

Le seul truc électrique qu'ils nous proposent, c'est la chaise, si nous nous plaignons, ou le scooter, si nous sommes bien silencieux et mignons. Pour le reste, pas question.

Les COP se succèdent, le charbon résiste

https://www.connaissancedesenergies.org/ parue le 18 décembre 2018



JSW, partenaire officiel de la COP24, est le premier producteur de charbon « à coke » de l'Union européenne. Ici, la mine de Pniówek. (©JSW)

Trois jours après la clôture de la COP24, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié le 18 décembre son rapport annuel consacré au charbon. Elle y souligne le rôle central de cette énergie au niveau mondial et estime que sa consommation globale devrait rester stable dans les 5 prochaines années. Explications.

La consommation de charbon encore appelée à augmenter en Inde et en Asie du Sud-Est

Après deux années de baisse, la consommation mondiale de charbon a augmenté de près de 1% en 2017 et cette hausse devrait se poursuivre en 2018 selon les dernières estimations de l'AIE. Principalement consommé à des fins de production électrique(1), le charbon a encore compté pour 38% de la production mondiale d'électricité en 2017.

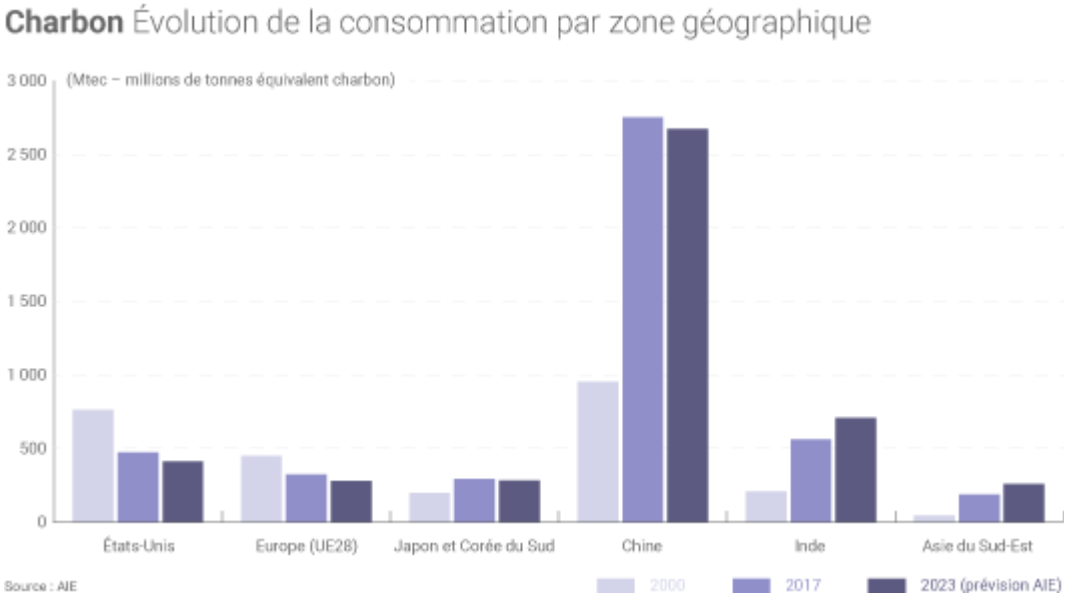
Dans son rapport *Coal 2018*, l'AIE estime que la consommation mondiale de charbon pourrait rester stable d'ici à 2023 : la baisse de la demande envisagée en Europe et en Amérique du Nord serait plus que compensée par une forte croissance de la consommation en Inde et en Asie du Sud-Est selon les prévisions de l'Agence.

En Inde, la consommation de charbon pourrait augmenter de 25,8% entre 2017 et 2023 selon l'AIE, qui envisage toutefois une croissance moins forte que lors des dernières années (ralentissement lié au développement des énergies renouvelables dans ce pays et au recours à des technologies supercritiques dans les centrales à charbon). Des hausses significatives de la consommation de charbon sont également envisagées en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan, aux Philippines ou encore au Vietnam (+ 39,2% pour la zone Asie du Sud-Est entre 2017 et 2023 selon l'AIE) en raison de la « *disponibilité peu coûteuse* » de ce combustible.

La Chine, qui compte actuellement pour près de la moitié de la consommation mondiale de charbon, restera le marché central pour cette énergie dans les années à venir, malgré une baisse de près de 3% de la demande domestique envisagée par l'AIE entre 2017 et 2023. Du fait du poids du géant chinois, chaque évolution du marché électrique dans ce pays(2) est en particulier susceptible de « *pousser la demande mondiale de charbon à la hausse ou à la baisse de manière significative* », indique l'AIE. L'Agence considère par exemple que la demande mondiale de charbon pourrait baisser de plus de 1% par an si la consommation d'électricité en Chine restait stable sur la période considérée (2017-2023). En revanche, cette consommation

mondiale de charbon pourrait significativement augmenter en cas de forte hausse de la demande d'électricité en Chine.

En définitive, la part du charbon dans la consommation mondiale d'énergie pourrait passer de 27% en 2017 (ce qui en fait la 2e énergie la plus consommée après le pétrole) à 25% en 2023 selon l'AIE, la part du charbon déclinant principalement en raison de la hausse des consommations des énergies renouvelables et de gaz naturel.



La consommation de charbon de l'Union européenne pourrait baisser de près de 13% entre 2017 et 2023. Elle resterait toutefois supérieure à la consommation de charbon de l'Asie du Sud-Est à cet horizon. (©Connaissance des Énergies, d'après AIE)

Deux mondes, deux Europes

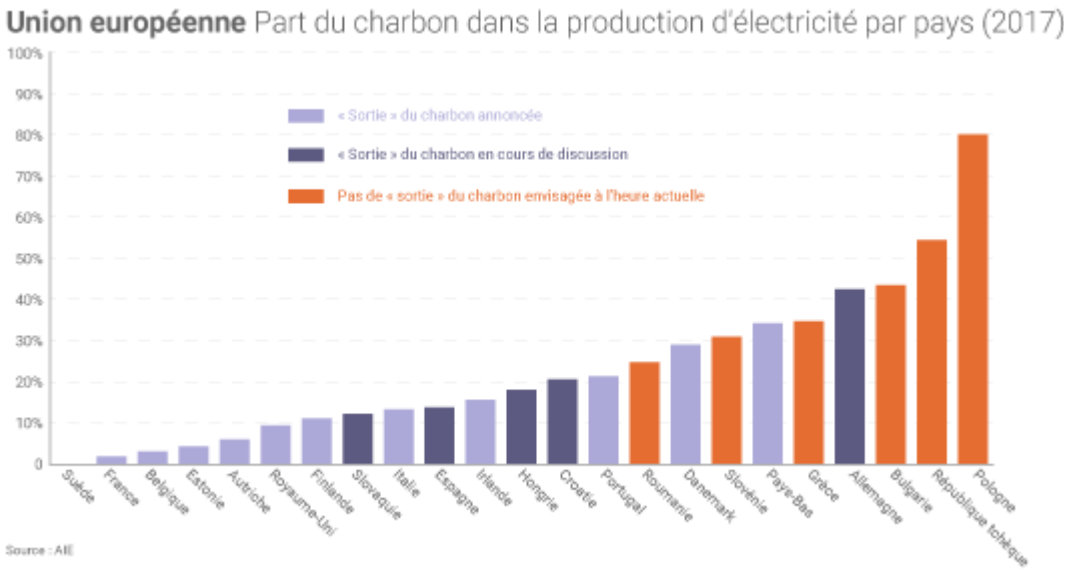
L'importance du charbon dans le mix énergétique mondial reflète « *l'histoire de deux mondes dont les politiques de lutte contre le changement climatique et les forces économiques ont conduit à la fermeture de centrales au charbon dans certains pays, tandis que le charbon continue de jouer un rôle dans la sécurisation de l'accès à une énergie abordable dans d'autres* », résume Keisuke Sadamori, directeur de la division marchés et sécurité énergétiques à l'AIE.

Au sein même de l'Union européenne, l'AIE souligne les différences entre les pays d'Europe de l'Ouest qui développent des politiques de « sortie » du charbon (en discussion dans le cas de l'Allemagne) et ceux d'Europe de l'Est où ce combustible joue encore un rôle majeur, notamment dans la production électrique (Pologne et République tchèque en tête).

Dans ce contexte et malgré les nombreuses campagnes de « désinvestissement » du charbon médiatisées lors des COP, l'AIE se résigne pour lutter contre le réchauffement climatique à encourager – plutôt que la « sortie » du charbon à tout prix(3) – toutes les « *options disponibles* », citant entre autres les technologies de capture et de stockage du CO_2, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le recours au nucléaire ou encore au vecteur hydrogène.

Pour rappel, les émissions mondiales liées à la combustion d'énergie fossile et à

l’industrie pourraient encore augmenter de 2,7% en 2018 selon les dernières estimations du Global Carbon Project. Cette organisation imputait encore 40% desdites émissions en 2017 à la consommation de charbon dans le monde.



La Pologne, qui a accueilli la COP24, a produit près de 80% de son électricité en 2017 à partir du charbon. (©Connaissance des Énergies, d'après AIE)

Sources / Notes

1. Le charbon a compté pour 40% de la production supplémentaire d'électricité dans le monde en 2017 selon l'AIE (+ 250 TWh dans le monde en 2017 par rapport à 2016). La sidérurgie est un autre secteur fortement consommateur de charbon.
2. La production électrique en Chine repose pour près des deux tiers sur le charbon.
3. L'AIE rappelle que l'âge moyen des centrales au charbon en Asie (de 1 400 GW de puissance cumulée) est de seulement 11 ans.

Aux Etats-Unis, le pétrole de schiste à l'heure des doutes

Elsa Conesa / **Correspondante à New-York Le 18/12 2018 Les Echos.fr**



Principal problème pour le secteur : les puits forés par fracturation hydraulique s'épuisent vite. La production des puits dans le bassin du Bakken, dans le Dakota (photo) diminue de plus de 85 % dans les trois ans, contre un recul de 10 % par an pour un puits conventionnel. - Robyn BECK/AFP

ANALYSE - La révolution de la fracturation hydraulique, qui a fait des Etats-Unis une superpuissance pétrolière en quelques années, nécessite des investissements gigantesques pour une rentabilité encore incertaine. Sous perfusion de Wall Street, le secteur reste très fragile.

La police a conclu à un accident, mais beaucoup continuent à croire au suicide. L'homme venait tout juste d'être inculpé par la justice américaine pour avoir tenté de manipuler le prix du gaz et du pétrole. Il est monté dans sa Chevrolet Tahoe et a appuyé sur l'accélérateur. « *On dirait qu'il s'est jeté directement contre le mur* », a lâché le capitaine de la police d'Oklahoma. Légende de l'industrie des gaz de schiste aux Etats-Unis, Aubrey McClendon était le premier à avoir cru à la fracturation hydraulique , le fondateur de Chesapeake, l'un des plus gros producteurs du pays.

C'était aussi un génie des montages financiers hasardeux permettant de lever de l'argent sans jamais en gagner. Si bien que deux ans après l'accident, les avocats et créanciers qui s'échinent à démêler ses affaires, continuent de s'interroger : est-il mort richissime ou bien ruiné ?

Difficile de ne pas voir dans ce destin flamboyant l'allégorie d'un secteur où l'argent coule néanmoins à flots depuis des années sans qu'il ait jamais prouvé sa rentabilité. Dix ans après la révolution du schiste américain, analystes et experts demeurent bien en peine d'affirmer si extraire le pétrole et le gaz par fracturation hydraulique rapporte de l'argent. Dans son dernier livre, « Saudi America » , la journaliste la plus redoutée de Wall Street, Bethany McLean, qui fut la première à dénoncer les malversations d'Enron quand tout le monde criait au génie, dresse un diagnostic cruel. Sous perfusion continue de Wall Street, le secteur est, selon elle, incapable de tenir sur ses jambes. Et c'est sous nos pieds que la prochaine crise couve.

Accueilli comme un sauveur

Lorsqu'il a fait son apparition à la fin des années 2000, le gaz de schiste a pourtant été accueilli

comme un sauveur outre-Atlantique : investisseurs et politiques étaient alors convaincus que les réserves de pétrole et de gaz allaient rapidement s'épuiser. Jusqu'à ce qu'un inconnu nommé George Mitchell prouve qu'il était possible d'en extraire de grandes quantités d'un sol que l'on pensait stérile, en y injectant horizontalement du liquide à haute pression. Un bouleversement qui a transformé en quelques années le pays en une superpuissance pétrolière et bousculé les équilibres géopolitiques mondiaux.

Les Etats-Unis sont désormais les plus gros producteurs de gaz et de pétrole au monde et sont même brièvement devenus exportateurs nets de pétrole il y a quelques jours. Au point que Donald Trump se plaît à rêver d 'indépendance énergétique . « *Tout ce qui n'est pas pérenne économiquement, qu'il s'agisse des dotcom qui perdent de l'argent ou des crédits immobiliers subprime, finit par connaître une fin malheureuse* », prévient toutefois Bethany McLean.

Car la fragilité du schiste tient précisément à son mode d'extraction. Les puits forés par fracturation hydraulique s'épuisent vite : selon la Fed régionale de Kansas City, la production des puits dans le bassin du Bakken (Dakota) diminue de près de 70 % la première année, et de plus de 85 % dans les trois ans, contre un recul de 10 % par an pour un puits conventionnel. *« Pour maintenir une production d'un million de barils par jour, il faut jusqu'à 2.500 puits de schiste*, écrit la journaliste. *En Irak, moins d'une centaine suffit. »* Les puits sont, certes, moins onéreux à construire qu'une plate-forme offshore, mais leur durée de vie est très courte. Pour continuer à croître, ou simplement maintenir la production à un niveau constant, les producteurs de schiste n'ont d'autre choix que de forer en permanence. Et pour forer, il faut du cash. L'accès au financement est donc crucial.

Des producteurs très endettés

Dans un environnement de taux nuls, cela n'a guère posé de problèmes depuis dix ans. Grâce à la politique ultra-accommodante de la Fed, le secteur s'est financé gratuitement sans jamais avoir besoin de gagner de l'argent, les remboursements d'intérêts progressant deux fois moins vite que les montants empruntés. Entre 2005 et 2015, la dette des producteurs nord-américains a donc triplé à 200 milliards de dollars. Il est probable que sans la crise de 2008 et la politique monétaire de Ben Bernanke, le schiste n'aurait jamais vu le jour.

Opérant sur des cycles très courts, le secteur est en outre démesurément sensible aux variations de prix. Lorsque le brut tombe à 30 dollars le baril comme ce fut le cas début 2016, les puits doivent fermer . Mi-2016, les producteurs américains et canadiens perdaient en moyenne 350 millions de dollars par jour, selon le cabinet AlixPartners. Et à la fin de l'année, le nombre de puits en exercice avait reculé de plus de 65 %. Ce qui n'a pas empêché l'industrie de lever plus de 110 milliards de dollars de capital et de dette cette année-là, selon Dealogic, soit davantage que l'année précédente. Non pas pour investir, mais pour refinancer la dette.

Symétriquement, la force des producteurs de schiste est de pouvoir rapidement s'adapter. Après l'effondrement du brut en 2016, l'industrie a réduit ses coûts, innové, développé de nouvelles technologies. « *Le prix de revient a été considérablement abaissé »,* insiste Brian Youngberg, analyste chez Edward Jones. Plusieurs grands producteurs comme EOG ou Continental Resources ont même commencé à gagner de l'argent en 2018, portés par la hausse du brut, qui a gagné près de 25 % au cours des neuf premiers mois de l'année. De leur propre aveu, il est difficile de rester rentable quand le brut passe sous les 50 dollars le baril.

Alors que les prix ont recommencé à baisser et sont passés lundi sous les 50 dollars pour la première fois depuis plus d'un an, la pression sur les producteurs va s'accroître à Wall Street. Certains hedge funds, comme Greenlight ou Kynikos, sont convaincus depuis longtemps que le secteur n'est pas viable. Pour eux, il n'y a guère de doute : Aubrey McClendon est mort ruiné.

La NOAA publie son rapport 2018 sur l'Arctique

Par Johan Lorck **le** décembre 14, 2018

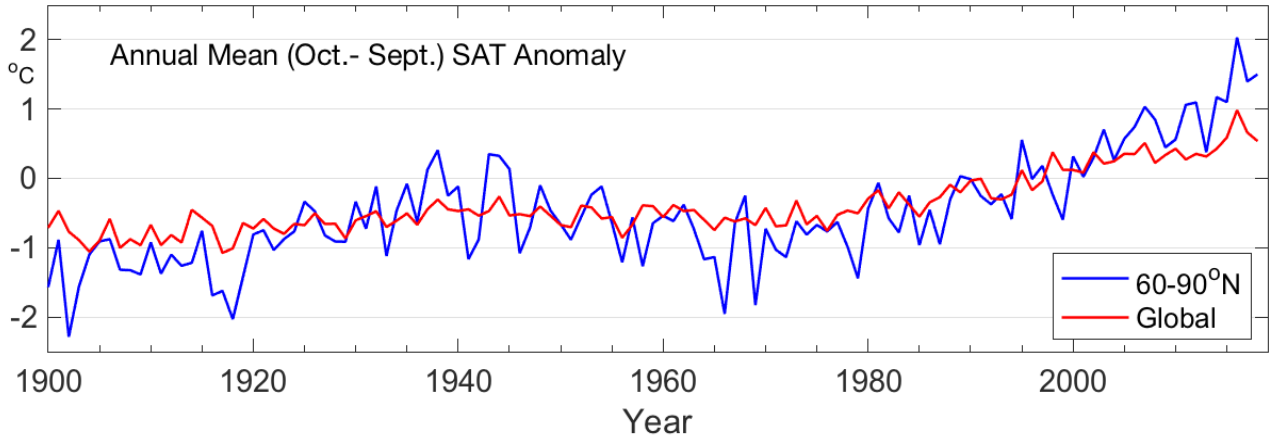
Selon le Bulletin 2018 de la NOAA, la température de l'Arctique entre octobre 2017 et septembre 2018 a été la deuxième plus élevée des annales. Les cinq années écoulées depuis 2014 ont été plus chaudes que jamais.

L'Arctic Report Card 2018 montre une fois de plus que le réchauffement climatique affecte particulièrement le grand nord. Voici quelques points importants du rapport :

Les températures de l'air

Avec + 1,7 °C, l'anomalie de température d'octobre 2017 à septembre 2018 pour les stations terrestres situées au nord de 60°N a été la deuxième plus élevée depuis le début des enregistrements. Actuellement, l'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que les températures moyennes mondiales, un phénomène connu sous le nom d'amplification arctique. Les températures annuelles moyennes enregistrées dans l'Arctique au cours des cinq dernières années (2014-18) dépassent toutes les records précédents.

On peut voir ci-dessous que depuis le début du XXIe siècle, la température de l'air dans l'Arctique augmente plus vite que la moyenne mondiale.



Anomalies de température moyenne annuelle de l'air dans l'Arctique (stations terrestres situées au nord de 60 ° N) et à la surface du globe sur la période 1900-2018 par rapport à la valeur moyenne de 1981-2010. Source : NOAA/CRUTEM4.

Les mois d'automne, d'hiver et de printemps relativement chauds ont été liés à un flux de chaleur et d'humidité provenant de la région subarctique, facilité par les ondulations nord-sud du jet stream.

Pendant l'été, des anomalies de température plutôt neutres ont été relevées dans le centre de l'océan Arctique et n'ont pas entraîné de perte rapide de glace de mer.

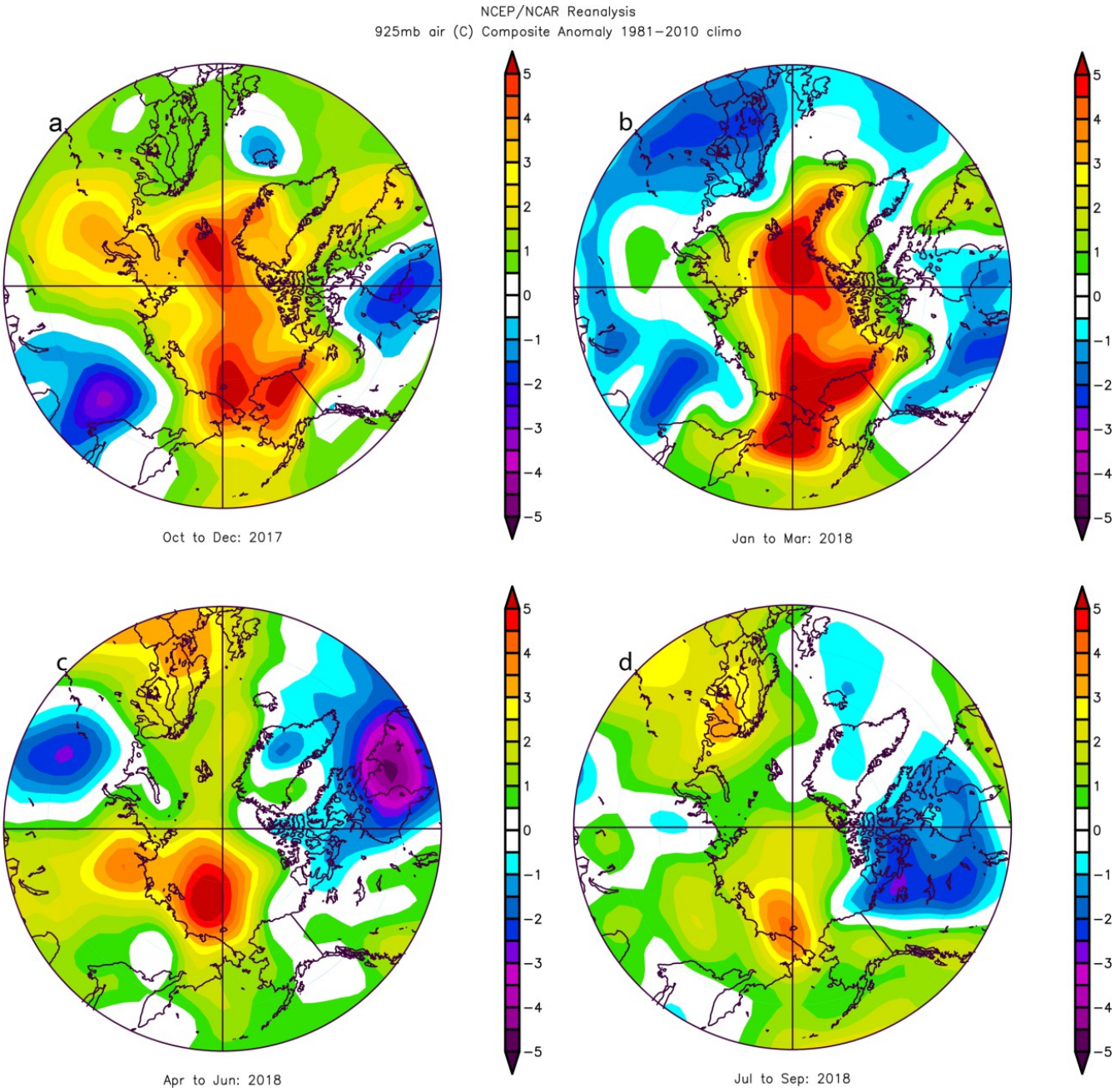
Bien qu'il y ait des différences d'une année à l'autre et selon les régions en raison de la variabilité naturelle, l'ampleur et la persistance des changements sont un indicateur majeur du changement climatique mondial et de la concentration de gaz à effet de serre atmosphériques, souligne l'Arctic Report Card.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de consensus sur les causes de l'amplification arctique. Les mécanismes proposés comprennent : une réduction de l'albédo estival due à la perte de glace de mer et de neige ; l'augmentation de la teneur totale en vapeur d'eau dans l'atmosphère arctique ; les changements relatifs à la nébulosité et à la pollution.

En automne, en hiver et au printemps, tous les mois ont affiché des températures élevées dans le centre de l'Arctique, souvent supérieures de plus de + 4°C à la moyenne (1981-2010).

Les conditions atmosphériques de grande échelle ont permis un afflux de chaleur et d'humidité vers le nord, notamment entre Groenland et Svalbard et dans la mer des Tchouktches. Les températures chaudes de l'Arctique de l'automne 2017 au printemps 2018 ont été favorisées par les vents du sud apportant un air chaud et humide dans l'Arctique en provenance de l'Atlantique et du Pacifique.

L'été 2018, semblable à ceux de 2016 et 2017, a connu des températures de l'air proches de la moyenne.



L'Arctic Report Card a dévoilé les variations saisonnières de températures :

Automne 2017 (OND). Des anomalies de températures extrêmement élevées (> + 4 ° C) ont été observées dans le centre de l'Arctique. Les extrêmes de température les plus importants, au nord du détroit de Béring et près du pôle Nord du côté de l'Atlantique, ont été dus à la présence de vastes eaux libres et à l'advection d'air chaud des océans Pacifique et Atlantique. Sur terre, les anomalies de températures sur une grande partie de la Russie orientale ont fait de l'automne 2017 la saison la plus chaude observée. Le versant nord et l'ouest de l'Alaska ont connu l'automne le plus chaud jamais enregistré (depuis 1925). À Svalbard, l'anomalie de température par rapport à la période 1981-2010 est montée à + 5 ° C. L'Asie orientale et l'Amérique du Nord orientale ont connu de longues périodes de froid en décembre.

Hiver 2018 (JFM). L'hiver a continué avec un schéma de température similaire à celui de

l'automne, mais l'anomalie de température sur la plus grande partie du territoire a basculé vers un niveau plus neutre. Le nord de la mer de Béring et Svalbard ont été particulièrement chauds avec une faible formation de glace de mer. L'anomalie de température sur Svalbard en janvier et en février a dépassé + 7 °C dans la plupart des stations ! En revanche, l'Europe a connu des conditions particulièrement froides en mars.

Printemps 2018 (AMJ). Au printemps, des anomalies chaudes ont été observées, en particulier dans la mer de Sibérie orientale, comme en 2017. Ce réchauffement régional a favorisé la perte précoce de glace de mer dans la mer des Tchouktches. L'Europe a été particulièrement chaude. En mai 2018, la température moyenne en Finlande, de + 11,6 ° C, a atteint le niveau la plus élevé de l'ère instrumentale (depuis 1900). Record également en mai pour la Norvège avec 1,7°C de plus que le record précédent (2013). En mai 2018, toutes les stations météorologiques régulières de Svalbard ont enregistré des températures record.

Été 2018 (JAS). Tout comme en 2016 et en 2017, l'été 2018 a connu des conditions moins chaudes que sur la majeure partie de la décennie précédente. Des anomalies neutres ont été relevées dans le centre de l'Arctique en été 2018, ce qui n'a pas favorisé la perte de glace de mer. La mer de Sibérie orientale et la mer de Beaufort étaient de 3°C plus froides en juillet 2018 qu'en 2017. L'été n'a pas été particulièrement chaud au Groenland. La Scandinavie et l'Asie orientale ont de leur côté connu de longues périodes de chaleur. En juillet, l'anomalie de température en Norvège a atteint à + 4°C. La Norvège et la Suède ont connu de vastes incendies de forêt.

La glace de mer

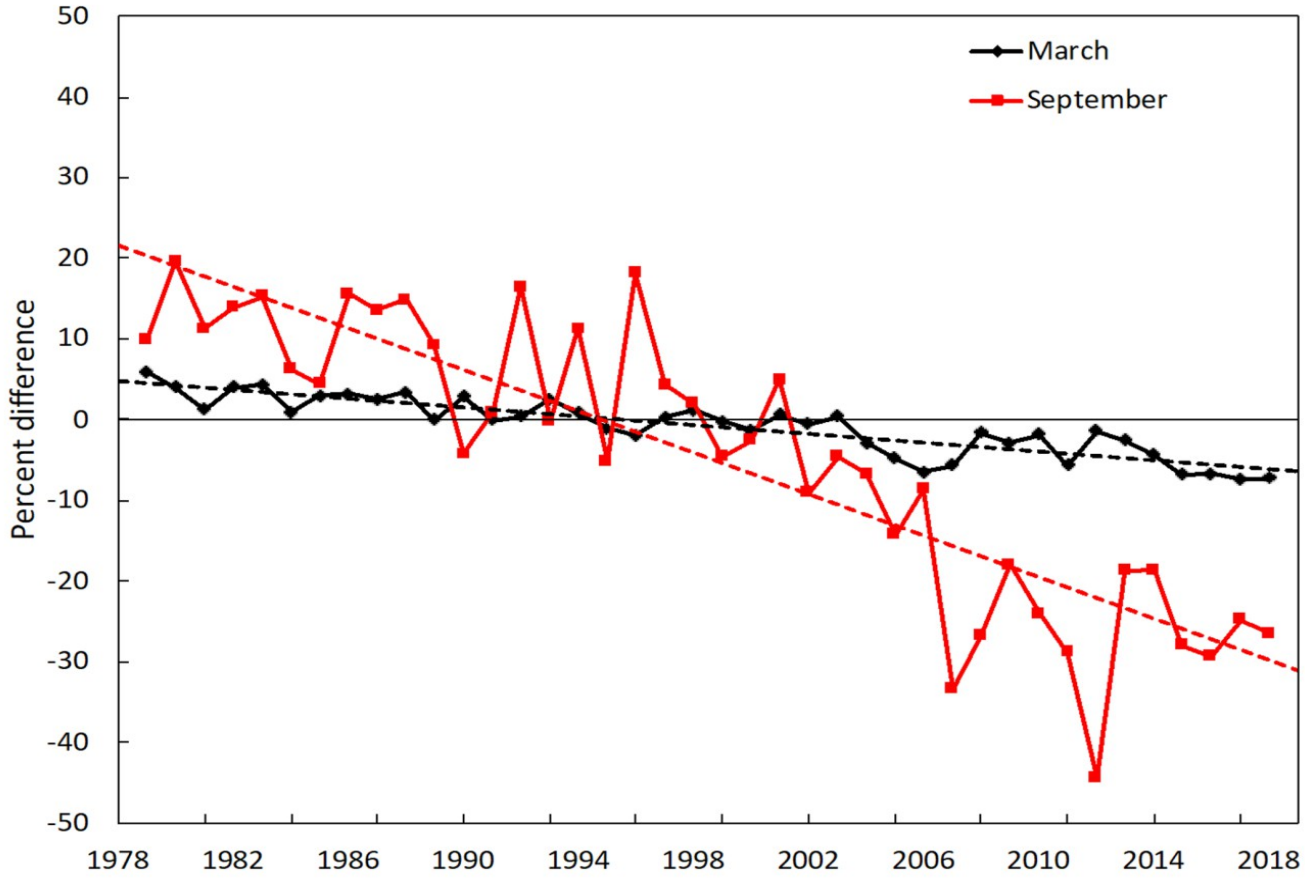
La couverture de glace de mer a poursuivi sa tendance à la baisse en 2018. L'étendue estivale est la sixième plus basse et l'étendue hivernale la deuxième plus basse des archives satellitaires (1979-2018).

La couverture de glace de mer a atteint le 17 mars 2018 une étendue de valeur maximale hivernale de 14,48 millions de km2, soit 7,3% de moins que la moyenne de 1981-2010, ce qui en faisait la deuxième étendue maximale la plus faible jamais enregistrée.

Les quatre dernières années (2015-2018) ont les quatre maximums les plus bas de l'ère des satellites.

La couverture de glace de mer a atteint une étendue annuelle minimale de 4,59 millions de km2 les 19 et 23 septembre 2018. Ce qui en fait la sixième étendue la plus basse avec 26% d'étendue en moins que sur la moyenne 1981-2010. Les 12 niveaux les plus bas de l'enregistrement satellite ont été enregistrés au cours des 12 dernières années.

Les observations de l'étendue de la glace de mer arctique ont montré des tendances à la baisse tous les mois et dans presque toutes les régions. La tendance moyenne mensuelle de septembre pour l'ensemble de l'océan Arctique est maintenant de -12,8% par décennie par rapport à la moyenne de 1981 à 2010. Les tendances sont moins marquées en mars (-2,7% par décennie), mais la diminution est statistiquement significative.

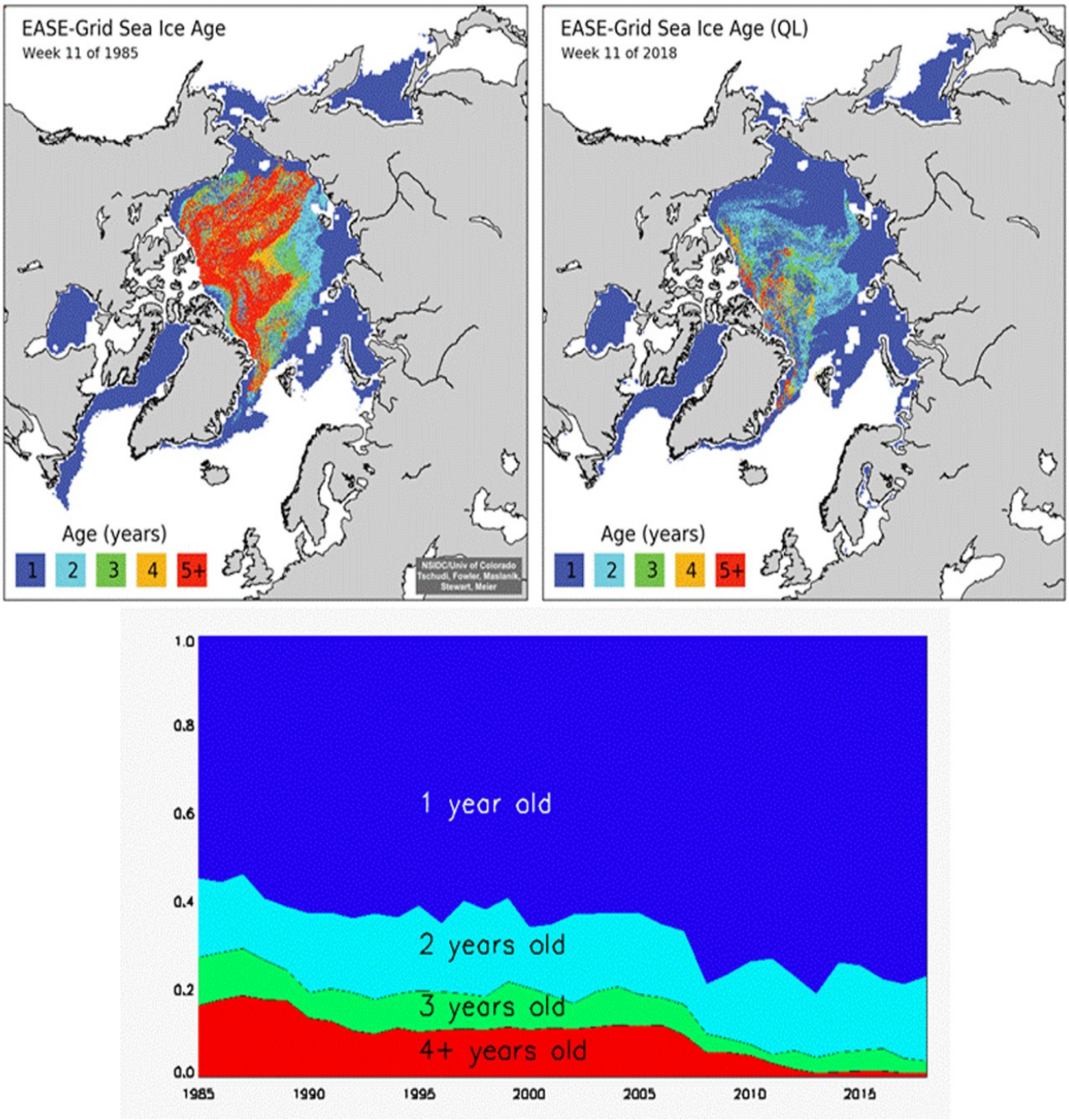


Série chronologique d'anomalies d'étendue de glace en mars (mois de l'étendue maximale de la glace) et en septembre (mois de l'étendue minimale de la glace). La valeur de l'anomalie pour chaque année est la différence (en%) de l'étendue de la glace par rapport aux valeurs moyennes pour la période 1981-2010. Les lignes noires et rouges sont les lignes de régression linéaire. Source : NOAA.

L'âge de la glace

L'âge de la glace de mer est un autre indicateur de l'état de la couverture de glace de mer qui permet d'en préciser les propriétés physiques. L'âge de la glace est déterminé à l'aide d'observations par satellite et de registres de bouées dérivantes permettant de suivre les glaces sur plusieurs années.

La glace plus ancienne a tendance à être plus épaisse et donc plus résistante aux changements de contenu calorifique atmosphérique et océanique que la glace plus jeune et plus mince. La glace la plus ancienne (> 4 ans) continue de constituer une petite fraction de la banquise arctique en mars. En 1985, la glace la plus ancienne représentait 16% de la banquise, alors qu'en mars 2018, la vieille glace ne représentait que 0,9% de la banquise. Par conséquent, l'étendue de glace la plus ancienne est passée de 2,54 millions de km2 en mars 1985 à 0,13 million de km2 en mars 2018, soit une réduction de 95%.



Carte de couverture d'âge de glace de mer pour (a) mars 1985 et b) mars 2018. (c) Couverture d'âge de glace de mer par année, 1985-2018. Source : NOAA.

La glace de première année domine maintenant la couverture de glace, représentant environ 77% de la banquise en mars 2018, comparativement à environ 55% dans les années 1980. Étant donné que la glace ancienne a tendance à être plus épaisse, la couverture de glace de mer est passée d'une couche solide et épaisse dans les années 1980 à une bande plus fragile et plus jeune. Cette glace est plus vulnérable à la fonte en été et a contribué à la tendance à la baisse de l'étendue minimale de la glace.

SECTION ÉCONOMIE



2019: nouvelle année à haut risque pour les marchés ?

Publié le 20 décembre 2018 à 09:00:49 / 9 commentaires / 368 vues

Qu'attendre sur les marchés pour 2019 ? Les facteurs de stress ne devraient malheureusement pas tous disparaître. Passage en revue des dossiers chauds du moment avec... Lire la suite



Philippe Béchade: "A la place de Jerome Powell, je ne serais pas à l'aise du tout avec 23.000 milliards $ de dette aux Etats-Unis"

Publié le 19 décembre 2018 à 19:00:43 / 0 commentaire / 895 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Serge Négrier, directeur... Lire la suite



Philippe Béchade – Séance du Mercredi 19 Décembre 2018: "Cherche acheteur sympathique désespérément ... !"

Publié le 19 décembre 2018 à 15:00:40 / 0 commentaire / 857 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du... Lire la suite

La tragédie des taux et *crise monétaire*

rédigé par Simone Wapler 20 décembre 2018

Jerome Powell continue à monter ses taux d'intérêt. Ils restent négatifs en Europe. Ce grand écart ne sera pas tenable longtemps.

La fin de l'année approche. Il est temps de prendre un peu de recul.

L'existence puis la persistance de taux négatifs dans l'Eurozone a été un électrochoc mental en ce qui me concerne.

Les explications habituellement données par les experts médiatisés étaient d'une niaiserie déconcertante.

Aucun être humain normal n'est prêt à payer pour prêter son argent, c'est-à-dire accepter de ne plus disposer de sa propriété. Un être humain normal accepte cependant de payer pour voir son argent en sécurité, avoir un service de coffre-fort.

Mais un prêt n'est pas un coffre-fort. Le risque est supérieur à celui du coffre-fort car le prêteur emploie l'argent tandis que le coffre-fort se contente de conserver sans rien faire.

Contrairement à ce que prétend toute une frange d'économistes nourris par l'argent des contribuables et n'ayant jamais produit de biens ou services que des gens seraient disposés à acheter librement et sans contrainte, il n'existe pas de rendement sans risque.

Même un prêt d'Etat comporte un risque : celui de la révolte des contribuables ! Ce risque est

d'ailleurs d'autant plus grand que la pression fiscale est forte.

Un gérant professionnel, Guillaume Nicoulaud, expliquait en début d'année 2018 pourquoi des obligations à taux négatifs sont souscrites :

> *« Il se trouve que la réglementation impose aux gérants de fonds (les OPCVM en droit français) de ne pas détenir plus de 10% de liquidités. En d'autres termes, quelles que soient les conditions du marché, nous sommes légalement tenus d'investir au minimum 90% des actifs qui nous sont confiés.*
>
> *[…] quand la Banque centrale européenne pratique des taux d'intérêts négatifs sur les avoirs que les banques détiennent auprès d'elle, ces dernières font la même chose avec nous.*
>
> *Concrètement, si le compte bancaire en euro d'un fonds est créditeur, il se verra appliquer un taux égal à celui du taux de dépôt au jour le jour de la BCE (la Overnight Deposit Facility) soit, actuellement, -0,40%. »*

Donc si les taux sont négatifs, c'est essentiellement pour des raisons réglementaires qui s'ajoutent aux manipulations de la BCE.

Cette politique monétaire force des gestionnaires et les dépositaires d'épargne à choisir un « moindre mal » pour parquer l'argent qu'ils ne souhaitent pas investir.

Cette situation contre nature est le résultat direct des agissements de nos grands planificateurs centraux omniscients. Mais pourquoi est-elle acceptée ?

Construction et déconstruction de la monnaie

Cet électrochoc que constituent les taux négatifs m'a conduit à me pencher sur l'histoire de la monnaie depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours, et à l'arrivée des cryptomonnaies, bitcoin en tête.

Ces recherches m'ont permis d'aboutir à quelques repères. Il y a eu une très lente phase de construction de la monnaie durant laquelle quelques principes empiriques se dégagent. Cette construction est le résultat du cumul de l'expérience de nos ancêtres de Sumer et Hammurabi en passant par Aristote, Platon, Oresme, Cantillon…

- Un échange mutuellement enrichissant consiste à échanger quelque chose contre autre chose.
- Les échanges ont commencé sans monnaie avec du crédit (de la dette).
- Une promesse de payer, un crédit (et donc une dette) n'est cependant pas quelque chose de tangible et comporte toujours un risque. Les échanges peuvent s'en trouver faussés.
- La « monnaie marchandise » est quelque chose, contrairement au crédit. C'est donc un moyen d'échange plus fiable que le crédit.
- L'usage de la « monnaie marchandise » permet d'étendre et de multiplier les échanges en éliminant les registres de dettes, les tiers de confiance et la barrière du langage.
- L'or et l'argent ont été empiriquement consacrés comme monnaies marchandises après de multiples essais (bétail, coquillages, céréales, jade…).

- Il existe un lien très fort entre monnaie, impôt et pouvoir politique.
- Le pouvoir politique préfère le crédit, qu'il peut mieux contrôler, à la monnaie marchandise qu'il ne contrôle pas.
- Monnaie et crédit ont coexisté pour sceller les échanges, mais l'or et l'argent restaient le refuge ultime des citoyens contre les manipulations monétaires des pouvoirs en place.

Après John Law et malgré la faillite du « système », comme l'appelait lui-même son promoteur, une lente phase de déconstruction de la monnaie s'achève. De Law à Keynes en passant par Roosevelt et Nixon.

Cette déconstruction a consisté à progressivement écarter le grand public de l'or et de l'argent pour forcer le monopole de la monnaie d'Etat uniquement disponible sous forme de crédit. Après avoir discrédité l'or et l'argent, les grands argentiers veulent même bannir le *cash*, les espèces. Ils veulent que la forme ultime de monnaie soit la dette d'Etat.

Cette phase de déconstruction de la monnaie s'achève cependant car les banquiers centraux sont acculés – Jerome Powell comme Mario Draghi. Comme nous le verrons demain, 2019 sera donc une année charnière dans la crise monétaire qui s'annonce.

La Fed contre le Grand Perturbateur

rédigé par Bill Bonner 20 décembre 2018

Contre les avis répétés de Trump, la Fed poursuit ses augmentations de taux. Mais l'erreur suivante (les baisser en catastrophe) est en vue.

Hier était le grand jour. Tous les regards étaient tournés vers la Fed. Des regards solitaires. Des regards tristes. Des regards troublés…

… et le regard perçant de Donald J. Trump.



Le choix de défier Trump et de faire chuter les marchés

Il faut dire que la Fed était confrontée à un choix difficile. Elle pouvait continuer à augmenter les taux comme prévu, défiant M. Trump… ou elle pouvait mettre son programme en pause.

Elle a choisi la première option, augmentant son taux de 25 points de base.

Elle a donc fait le choix de risquer non seulement la colère de M. Trump… mais aussi celle des marchés, qui ont toutes les chances de chuter pour le reste de l'année. Si cela se concrétise, c'est bien entendu la Fed que l'on accusera.

Ensuite, quand les choses deviendront vraiment difficiles, la Fed cèdera… revenant à l'Erreur n°3, bien connue : baisser les taux en panique pour tenter de regonfler la bulle.

Comme vous le savez, le mode opératoire du président américain est désormais bien défini. Il lance une bagarre… provoque un beau désordre en balançant des insultes et des accusations à la volée… puis annonce une victoire tandis qu'il bat discrètement en retraite.

Les médias adorent. Une escarmouche après l'autre… la boue vole… les spectateurs en restent bouche bée…

Les fans pensent qu'il se bat pour eux. Les critiques pensent qu'il se bat contre eux. Et la vie continue.

Ce combat-ci — entre la Fed et le président — est différent. Même si elle a augmenté son taux directeur hier, il est très probable que la Fed fasse une pause en 2019. Quelle que soit sa décision, les deux côtés perdent.

Des chiffres « sans signification » pourtant cités comme preuve

Dans un tweet mardi dernier, le président Trump avait pourtant clairement fait comprendre ce qu'il attendait de la Fed :

> *« J'espère que les gens de la Fed liront l'édito du* Wall Street Journal *d'aujourd'hui avant de faire une erreur de plus. Par ailleurs, ne laissez pas le marché devenir encore plus illiquide qu'il ne l'est déjà. Ressentez le marché, ne vous contentez pas de suivre des chiffres sans signification. Bonne chance ! »*

Le président américain est vraiment inénarrable. Il est la preuve vivante que le rêve américain fonctionne : quiconque hérite de 400 millions de dollars peut devenir riche.

Mais où a-t-il pêché l'idée qu'un marché boursier à 30 000 milliards de dollars est « illiquide » ? Ou que l'erreur de la Fed était d'augmenter les taux… plutôt que les avoir laissés trop bas pendant trop longtemps ?

Quant aux « chiffres sans signification », ce sont ceux-là mêmes que M. Trump cite comme preuve de son excellent travail.

Et « ressentir le marché » ? Tout ce que les investisseurs ressentent, c'est de la douleur et de la perplexité. Ils pensaient que Trump était de leur côté. Et déjà, les actions ont perdu près de 20%. Selon notre analyste Joe Withrow, près de la moitié de toutes les actions américaines sont désormais en territoire baissier.

Approximativement 6 000 milliards de dollars ont disparu des poches des investisseurs. Et si Alan Greenspan, lui-même ancien président de la Fed, a raison, quoi que fasse la banque centrale américaine, il y aura encore abondance de pertes à encaisser et abondances de blâmes à distribuer. Selon CNN :

> *« Greenspan a déclaré qu'il était peu probable que le marché actuel se stabilise puis engrange une nouvelle hausse. 'Il serait très surprenant de le voir se stabiliser plus ou moins à ces niveaux avant de redécoller,' a déclaré Greenspan. Les marchés pourraient encore grimper mais 'à la fin de cette hausse, tous aux abris'. »*

Greenspan a également déclaré sur CNN que le marché haussier était terminé, soulignant les problèmes des actions ces derniers jours. Dans l'ensemble, le S&P est en route pour son pire mois de décembre depuis 1931.

Le Grand Perturbateur ne dérange que ce qui est insignifiant

Une bonne partie du blâme sera attribuée à la Fed. Mais M. Trump aura lui aussi quelques taches sur sa cravate rouge. S'il avait su lire l'heure, il aurait poussé la Fed à normaliser plus encore l'an dernier : cela aurait provoqué une correction à un moment où il aurait été encore possible de l'attribuer à Barack Obama.

Ensuite, le président aurait pu passer à l'attaque… et se lancer dans des combats qui en valent vraiment la peine — réduire les dépenses, réformer la Fed, assainir le Marigot, remettre le *Deep State* à sa place… (évidemment, rien de tout cela n'était probable… mais il aurait été amusant de voir le Grand Perturbateur perturber des choses qui en valent la peine).

Sauf que nous avons désormais dépassé la moitié du règne de M. Trump. Le président insiste désormais que c'est Son économie… qu'Il en est responsable… et qu'il faudra Lui passer sur le corps si l'on veut y changer quoi que ce soit.

Peut-être ne saurons-nous jamais avec certitude ce qu'il se passe… ou l'heure qu'il est.

Mais au moins les gens commencent-ils à regarder leur montre.

La Fed a la tremblote

rédigé par Bill Bonner **19 décembre 2018**

La Fed renoncera probablement à une nouvelle hausse de taux. Mais cela n'empêchera pas le marché de chuter à moyen terme.

Aujourd'hui, tous les regards sont braqués sur la Fed. D'un plancher de 6 900 sur le Dow Jones en mars 2009 à un sommet de 26 650 le 20 septembre 2018, ce sont les génies de la Fed qui ont créé cette bulle. Maintenant, à eux d'assumer.

Que vont-ils faire ? Elimineront-ils encore un peu plus de richesse avec une dernière augmentation de taux en guise de cadeau de Noël ?

Les banques centrales n'ont pas de magie économique. Pas de panacée financière. Pas de miracles monétaires.

Elles ne peuvent pas vraiment faire en sorte qu'une économie tourne mieux. Elles ne peuvent pas augmenter les salaires réels ou accroître la richesse d'une société. Elles ne produisent rien de valeur. Elles ne fournissent pas de services que l'on serait prêt à payer.

Tout ce qu'elles peuvent faire, c'est manipuler la quantité d'argent et de crédit. C'est-à-dire qu'elles peuvent induire les gens en erreur sur la quantité de crédit disponible… et à quel prix.

Par exemple, elles peuvent abaisser le prix du crédit… encourager les gens à emprunter… et engendrer ainsi une expansion du crédit sur Wall Street.

Quand, durant 30 ans, la dette augmente plus vite que les revenus

Cela augmente la quantité de dette dans le système, mais cela n'augmente pas la production de l'économie réelle : or c'est avec cela que la dette est remboursée. La dette augmente bien plus rapidement que les revenus — c'est l'histoire de ces 30 dernières années.

Aujourd'hui la dette — qui a causé la crise de 2008-2009 — est plus élevée que jamais.

De la dette étudiante à la dette des entreprises en passant par la dette gouvernementale — partout, on atteint des records. Bloomberg :

« La dette étudiante en cours a atteint le chiffre record de 1 465 Mds$ le mois dernier, et une catégorie d'emprunteurs en particulier a du mal à rembourser ses prêts, selon une analyse Bloomberg des données de titrisation des prêts étudiants. Cette dette fait naître des risques budgétaires.

'Plus de 90% des prêts étudiants sont garantis par le département de l'Education, ce qui signifie que si une récession provoquait une hausse du chômage des jeunes et déclenchait des défauts de paiement en masse, ce passif éventuel pourrait se révéler encombrant pour le budget du gouvernement américain', a déclaré Paul Della Guardia, économiste à l'Institute of International Finance »…

Les intérêts de la dette présidentielle grimpent

A présent, les étudiants et ex-étudiants, les entreprises, les ménages et le gouvernement dépendent tous des taux bas de la Fed.

Il y a par ailleurs une célébrité qui dépend des taux bas — le président des Etats-Unis lui-

même.

1. Trump est, après tout, un promoteur immobilier qui s'est endetté pour faire jouer l'effet de levier, en plus d'être un politicien et une star de la téléréalité. Bloomberg rapporte que le président paie déjà le prix de la hausse des taux :

« Le président Donald Trump a critiqué à maintes reprises les augmentations de taux d'intérêt décidées par le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, déclarant qu'elles pèsent sur la croissance économique. Elles réduisent également sa propre fortune.

Chaque fois que la Fed augmente ses taux, les paiements de Trump sur quelque 340 M$ de prêts à taux variable augmentent. Depuis son investiture en janvier 2017, la hausse de taux régulière de la Fed aurait rajouté au total 5,1 M$ à la facture de ses intérêts, selon une analyse Bloomberg News portant sur les déclarations financières et les dossiers immobiliers du président ».

Il y a deux ans, la Fed a décidé d'arrêter de commettre son Erreur n°1 (maintenir les taux trop bas pendant trop longtemps) pour passer à l'erreur n°2 (augmenter les taux en anticipation de la prochaine crise… déclenchant ainsi cette même crise). Elle aurait ainsi une marge de taux à réduire lorsque la crise se produirait… et pourrait alors faire l'Erreur n°3 (réduire les taux, en panique).

Si vous suivez nos Chroniques, vous savez que nous avons fait une prédiction importante : la Fed ne laissera jamais volontairement les taux revenir à la normale.

Elle ne le peut pas, parce qu'elle a passé la dernière décennie à habituer l'économie à vivre avec des taux anormaux. L'économie est désormais comme un patient sous respirateur artificiel ; si la Fed le débranchait, son cœur cesserait de battre.

Mais, une fois encore, regardons les choses du bon côté, c'est ce qui *devrait* se passer. La Fed a créé un monstre imbibé de dette ; elle devrait avoir le courage de l'enterrer.

La Réserve fédérale est toutefois dans une position délicate. Elle ne veut pas sembler céder aux exigences de M. Trump. Mais elle ne veut pas non plus voir le Dow perdre 1 000 points.

Bloomberg explique pourquoi une autre hausse est improbable :

Même sans les admonestations de M. Trump, il est très rare que la Fed augmente les taux lorsque les actions sont en si petite forme.

En fait, si les dirigeants de la Réserve fédérale choisissaient d'annoncer ce soir la hausse largement anticipée, ce serait la première fois depuis 1994 qu'ils resserreraient dans un marché aussi brutal.

Actuellement, le S&P 500 est en baisse sur les trois, six et douze derniers mois, des circonstances qui ont accompagné seulement deux des 76 hausses de taux appliquées depuis 1980.

Accro aux données

Il est plus probable que les taux n'iront nulle part aujourd'hui. A la place, la Fed mettra son QT (*quantitative tightening*) en pause afin de « se donner le temps d'évaluer les nouvelles

données ».

Cette annonce semblera raisonnable. Elle sera accueillie avec un soulagement considérable par Donald Trump et les investisseurs. Le Dow devrait prendre le chemin de la hausse.

Mais cette histoire de « dépendance aux données » est d'une parfaite idiotie. Cela ressemble à un alcoolique qui aurait arrêté de boire… jusqu'à ce que ses nerfs commencent à lui jouer des tours. En quelques heures, il aura recommencé à écluser.

La Fed a déjà quasiment abandonné sa cure de désintoxication. Peut-être fera-t-elle une pause aujourd'hui — ou pas. Mais que ce soit aujourd'hui ou plus tard, les actions continueront de chuter. Suite à quoi la Fed se saisira de sa bouteille et prendra une nouvelle cuite de crédit.

Le Père Noël ne passera pas sur les marchés financiers

rédigé par Simone Wapler **19 décembre 2018**

Le traditionnel rally *de fin d'année n'aura pas lieu. Les marchés américains sont eux aussi rentrés en territoire baissier.*

Le Père Noël boude les marchés financiers.

Autrefois, le Père Noël était supposé ne passer que pour les enfants sages. Il faut croire que les investisseurs n'ont pas été suffisamment sages pour recevoir des cadeaux du ciel.

Jeffrey Gundlach, fondateur et dirigeant de DoubleLine Capital sur CNBC, désigné par *Barron's* en 2011 comme le nouveau « roi de l'obligataire » et qui gère 123 Mds$, pense effectivement que les autorités et les investisseurs ont fait de grosses bêtises.



« Je pense que nous voilà dans un marché baissier. […]

Je pense que cela va durer longtemps. Parce que je crois que nous sommes dans une situation qui est très inhabituelle – que nous augmentons le déficit budgétaire de façon spectaculaire, si tard dans le cycle alors que la Fed remonte les taux.

[…]

Le problème est que la Fed n'aurait pas dû laisser les taux si bas pendant si longtemps. Le problème est que nous ne devrions pas avoir de taux d'intérêt négatifs comme nous les avons encore en Europe. Nous n'aurions pas du faire du quantitative easing *qui est de la cavalerie financière ».*

Trop de bêtises, pas de cadeaux.

Pire, la punition risque d'être saignante — à la hauteur de la double erreur qui consiste à croire que :

- Accroître la quantité de monnaie augmente la richesse alors que c'est l'inverse : c'est l'augmentation de la richesse qui conduit à l'augmentation de la monnaie. Mettre la charrue avant les bœufs n'a jamais permis de récolter quoique ce soit.
- Des technocrates sont à même de piloter la quantité de monnaie et son prix quand il s'agit du crédit. Le contrôle des prix n'a jamais marché — même lorsque les incartades étaient punies de peine de mort, comme l'a tenté l'empereur Dioclétien en son temps.

Traditionnellement dans un marché baissier, il faut se tourner vers le *cash*, c'est-à-dire aujourd'hui les emprunts d'Etat. Ils sont réputé zéro risque, être l'abri du rentier.

Comment le *cash*, les liquidités, sont devenus de la dette

La monnaie est au carrefour de l'économie et de la politique, c'est pour cela que les pouvoirs en place désirent tant la contrôler. Ils aiment la contrôler pour pouvoir la multiplier et assouvir leurs ambitions démesurées.

Ces ambitions démesurées étaient des palais, des guerres, des conquêtes dans le cas de pouvoirs autoritaires. Aujourd'hui, les ambitions des social-démocraties et des Etats providence s'appellent redistribution, « justice sociale » et maintenant « justice fiscale ».

Tout ceci coûte cher (beaucoup plus que des palais) et demande beaucoup de fausse monnaie, de crédit bidon.

L'Etat-providence a abouti à ce que des gens effrayés par la liberté, la responsabilité et le moindre risque deviennent des législateurs tout puissants. Des ignares ont tout pouvoir sur des techniques et des sciences qu'ils n'ont jamais étudiées, des industries dans lesquelles ils seraient incapables de travailler. Des gens incapables de diriger leur vie personnelle prétendent diriger celle des autres.

Désormais, le pouvoir se conquiert et se conserve par des fausses promesses financées par de l'argent bidon. En dix minutes d'allocution, Macron a distribué 10 Mds€.

La chimère du rendement sans risque

Toute inégalité est-elle nécessairement injuste ? Qui décide de la redistribution, de ce qui est juste ou injuste, au nom de quoi ?

Il est d'usage d'opposer les investisseurs et les rentiers. Les premiers auraient du rendement en prenant des risques. Les seconds auraient du rendement sans risque.

Traditionnellement on range dans la première catégorie les actionnaires et dans la seconde les investisseurs en emprunts d'Etat. Mais le rendement sans risque est une autre chimère.

Tout prêt comporte un risque.

Autrefois, l'épargnant qui voulait zéro risque conservait de l'or (de la monnaie marchandise contrôlée par personne) pour stocker son pouvoir d'achat dans la durée.

Les pouvoirs ont éliminé la monnaie marchandise qu'ils ne pouvaient pas contrôler pour la remplacer par de la monnaie-crédit qu'ils contrôlent ;ils prétendent que les emprunts d'Etat sont à risque zéro car garantis par des contribuables dociles.

Sauf que l'épisode des gilets jaunes montre que les contribuables semblent de moins en moins dociles…

L'ouragan de dette arrive

rédigé par Bill Bonner 17 décembre 2018

Déficit grandissant et ralentissement économique à l'horizon : un ouragan de dette arrive. Mais après moi le déluge, pense Donald Trump.



Nous sommes en Floride, pour faire la connaissance d'un petit-enfant nouvellement arrivé.

Le monde est différent ici — différent de l'Irlande, du Maryland, de la France, de l'Argentine… nos lieux de prédilection.

La Floride est plate. Et tout juste au-dessus du niveau de la mer. Si le Pôle Nord continue de se réchauffer, une bonne partie de la Floride du sud sera bientôt sous l'eau.

Les gens aussi sont différents. Ils sont jeunes, bronzés et sveltes… musclés et souples. Ou bien ce sont des retraités, vieux et usés. Il ne semble pas y avoir beaucoup de gens au milieu… des gens ordinaires.

Par ailleurs, ils semblent tous avoir adopté un point de vue de plus court terme, comme s'ils étaient conscients qu'ils allaient bientôt être emportés par les vagues. Les gens d'ici sont plus enclins à sortir… se montrer… et dépenser.

Les voitures, par exemples, sont plus neuves et plus propres que celles qu'on voit dans les rues de Baltimore. Elles sont également plus grosses et plus tape-à-l'œil que celles qui circulent sur les routes de campagne en Irlande. Les maisons aussi — du moins ici, le long de la côte — sont plus grandes et plus sophistiquées.

Il y a aussi bien plus de boutiques et de restaurants. Partout où l'on va, on trouve des centres commerciaux, des boutiques, des chaînes et des franchises… avec des dizaines… des centaines… des milliers d'endroits où dépenser de l'argent.

Considérant la quantité de magasins qu'il faut faire vivre, il est stupéfiant que les gens aient encore de l'argent.

Et qu'arrivera-t-il lorsque les ouragans viendront et que l'argent disparaîtra ?

Les disputes continuent

En attendant, les insultes, les disputes et les bisbilles continuent. Trump a promis de punir General Motors (GM), qui souhaite fermer ses usines en perte. Le président américain a même annoncé qu'il exigerait le remboursement de précédents renflouages si GM concrétisait son plan de supprimer 14 000 emplois aux Etats-Unis.

Il a également dit aux Chinois comment mener leurs affaires — insistant pour qu'ils réduisent leurs taxes douanières sur les automobiles fabriquées à l'étranger.

Il a ensuite affirmé une fois encore que « le Mexique financerait le mur », tout comme il l'avait promis durant sa campagne électorale. Sauf que le Mexique n'a aucune intention de payer le mur en question. M. Trump a donc improvisé, affirmant qu'il pourrait être financé grâce à « de l'épargne » provenant d'ici ou là.

La vraie bataille

En coulisses de la scène politique, la vraie bataille a commencé — celle qui affectera toutes nos vies pendant de nombreuses années. Bloomberg :

« Les Etats-Unis ont annoncé le déficit budgétaire le plus profond jamais enregistré pour un mois de novembre, les dépenses représentant le double des revenus.

Les dépenses ont grimpé de 18%, à 411 Mds$, le mois dernier — tandis que les recettes restaient plus ou moins inchangées à 206 Mds$, a déclaré le département du Trésor dans un rapport mensuel publié jeudi. Cela laisse un manque à gagner de 205 Mds$, par rapport à 139 Mds$ une année auparavant ».

Vous vous rappellerez, cher lecteur, que les déficits ne sont pas censés augmenter. La réduction d'impôts de Noël dernier était censée stimuler la croissance ; les recettes fiscales supplémentaires ainsi engendrées réduiraient les déficits, nous avait-on dit.

Jusqu'à présent, la dette a grimpé… et va très probablement doubler d'ici 2018. Bloomberg à nouveau :

« La loi sur les réductions d'impôts et l'emploi signée par le président Trump il y a un an semble avoir stimulé la croissance économique en 2018. Cependant, on n'enregistre jusqu'à présent que peu de preuves qu'elle ait mis l'économie sur le chemin d'une croissance plus rapide à plus long terme, ce qu'avaient promis la Maison Blanche et les partisans de la législation au Congrès.

EN BREF — Trump et ses partisans au Congrès ont promis que les baisses d'impôts stimuleraient le potentiel de croissance à long terme de l'économie américaine. Pour l'instant, les données ne confirment pas cette affirmation. »

Déficits galopants

La dette américaine grimpe… à peu près deux fois plus vite que le PIB.

Les choses vont aller en empirant. Avec une majorité démocrate à la Chambre des représentants, il n'y a aucune chance de voir approuver un programme de réduction des dépenses ou d'augmentation des impôts. Les allocations sociales et les dépenses militaires sont donc libres de prendre le mors aux dents.

Le Comité pour un budget responsable estime que les déficits américains atteindront les 2 000 Mds$ d'ici 2027.

Mais comme nous l'avons souligné la semaine dernière, ces chiffres ne tiennent pas compte d'une récession économique. Lorsque la prochaine crise arrivera… le problème s'intensifiera. Les revenus fiscaux chuteront à pic et les appels à dépenser plus se feront plus forts. Les déficits pourraient atteindre les 2 000 Mds$ par an dès 2019 ou 2020.

Que se passera-t-il ensuite ? L'ancien directeur de la Fed (et le dernier honnête) Paul Volcker, 91 ans, prédit l'avenir :

> *« Un jour, la confiance est perdue… Elle finit par se briser…*
>
> *… Ensuite, l'ouragan frappe… et le pays fait faillite. »*

Mais au moins le président ne s'en inquiète-t-il pas. Dans le *Fiscal Times* :

« Alors qu'il était candidat, Donald Trump a annoncé qu'il pouvait éliminer la dette nationale en huit ans, principalement en se concentrant sur de meilleurs accords commerciaux. Mais depuis son arrivée au pouvoir, Trump a présidé à une augmentation considérable de la dette, les déficits annuels devant dépasser les 1 000 Mds$ dès 2019. La dette globale augmente de même, la dette nationale détenue par le public ayant dépassé les 16 000 Mds$ pour la première fois la semaine dernière. La dette totale en cours approche désormais les 22 000 Mds$.

Trump ne s'en inquiète pas beaucoup, cependant, selon The Daily Beast.

Une présentation faite début 2017 par de hauts responsables sur l'explosion projetée de la dette aurait été accueillie par une réponse brutale de Trump : 'ouais mais je serai pas là'. »

Il ne sera peut-être pas là. Il se peut que nous non plus. Dommage pour notre nouveau petit-fils, tout de même.

Jérôme Powell traverse le Rubicon

Brian Maher Directeur de la rédaction, The Daily Reckoning 19 décembre 2018

[NYOUZ2DÉS : finalement les taux d'intérêts ont été augmenté.]

M. Jérôme Powell est entré ce jour-là pendu aux crochets d'un puissant dilemme.
Devrait-il procéder à une autre hausse de taux... ou rester stable ?
Dans deux directions opposées, il a été arraché assez fort....
Ses lumières intérieures, sa belle-mère intérieure, l'ont poussé à marcher.
Le PIB a augmenté en moyenne de 3,85 % au cours des deux derniers trimestres, lui ont-ils rappelé.
Le taux de chômage - à 3,7 % - a atteint des niveaux jamais vus depuis un demi-siècle. Les

salaires sont en hausse.
Le consommateur américain, avide de sensations fortes, chargea la balance en faveur d'une randonnée.
Les ventes au détail de novembre ont bondi de 0,9 % - un sondage Reuters auprès des économistes n'avait prévu que 0,4 %.
Au total, une économie en accélération justifiant un pied sur le frein.

Bloomberg en résumé :
"Ces conditions parlent d'une économie à pleine capacité et ne correspondent pas au taux d'intérêt de référence actuel de seulement 2,25 %."
Michael Hartnett, DSI de Bank of America, a poussé l'entreprise plus loin.
Si Powell n'augmente pas aujourd'hui, a-t-il conseillé, une débâcle boursière s'ensuivrait.
"Que sait la Fed ?" serait la réponse du marché.

Une récession serait la solution.
Ainsi, M. Hartnett craignait qu'un non ne "incite les actions américaines à se joindre au marché baissier mondial".
Là, dans une coquille de noix, le cas agrégé d'une hausse de taux aujourd'hui.
Mais de l'autre côté, Wall Street - et le président - ont violemment tiré Powell.
En l'état actuel des choses, le marché boursier repose de façon précaire sur une balançoire à bascule. Une autre hausse de taux pourrait la faire basculer, préviennent-ils.
Et une autre hausse des taux pourrait mettre un frein à l'économie.
Il y a de la justice dans leur argument...
Le Dow Jones a perdu quelque 3 000 points depuis début octobre. Le S&P et le Nasdaq ont été trouvés de la même façon.
Et la moitié de l'indice S&P se négocie dans un pays où le marché est baissier.
Ces conditions justifient-elles une hausse de taux ?

Non, dit Bloomberg - pas si l'histoire est un guide :
Il est extrêmement rare que la Réserve fédérale augmente les taux d'intérêt lorsque les actions se comportent aussi mal.
En fait, si les décideurs politiques poursuivaient leur hausse largement attendue mercredi, ce serait la première fois depuis 1994 qu'ils se resserreraient dans ce marché brutal. À l'heure actuelle, le S&P 500 a reculé au cours des trois, six et douze derniers mois, un contexte qui n'a accompagné que deux des 76 hausses de taux depuis 1980.

Et l'économie américaine ?
Le PIB a augmenté, oui, mais la tendance est à la baisse : 4,2% pour le deuxième trimestre, 3,5% pour les troisième et quatrième trimestres, les estimations du PIB s'établissent à environ 2,4%.
Et la plupart des projections pour 2019 se situent entre 2 et 2,7 %.
Entre-temps, l'investissement des entreprises a progressé au premier trimestre, avec un bond de 11,5 %. Au troisième trimestre... il a été réduit à 2,5 %.
De plus, les marchés du crédit se sont immobilisés... comme un moteur de saisie.
Et où - exactement - est l'inflation ? demande la foule antitaux. La Réserve Fédérale ne peut

même pas osciller autour de 2%, se plaignent ils.
Et il veut augmenter les taux ?
Au sommet, l'économie mondiale a attrapé une grippe - une grippe contagieuse.

Explique le célèbre gestionnaire de fonds de couverture Stanley Druckenmiller dans TheWall Street Journal :

> *La croissance du commerce mondial s'est également nettement ralentie, reculant d'environ un tiers par rapport au début de l'année. Dans certaines économies importantes, comme la Chine, la croissance est nettement plus faible. Aucun océan n'est assez grand pour isoler l'économie américaine des ralentissements à l'étranger. De plus, aucun modèle de prévision ne rend compte adéquatement des retombées et des retombés entre l'économie américaine et le reste du monde.*

Donc, si vous pensez que les conditions actuelles justifient une autre hausse des taux, les critiques concluent que vous êtes loin des faits.

Au chœur de doomie s'ajoutait une voix à l'accent du Queens, provenant de sa résidence située au 1600 Pennsylvania Ave.. :

Il est incroyable qu'avec un dollar très fort et pratiquement pas d'inflation, que le monde extérieur explose autour de nous, que Paris brûle et que la Chine soit en baisse, la Fed envisage même une nouvelle hausse des taux d'intérêt.

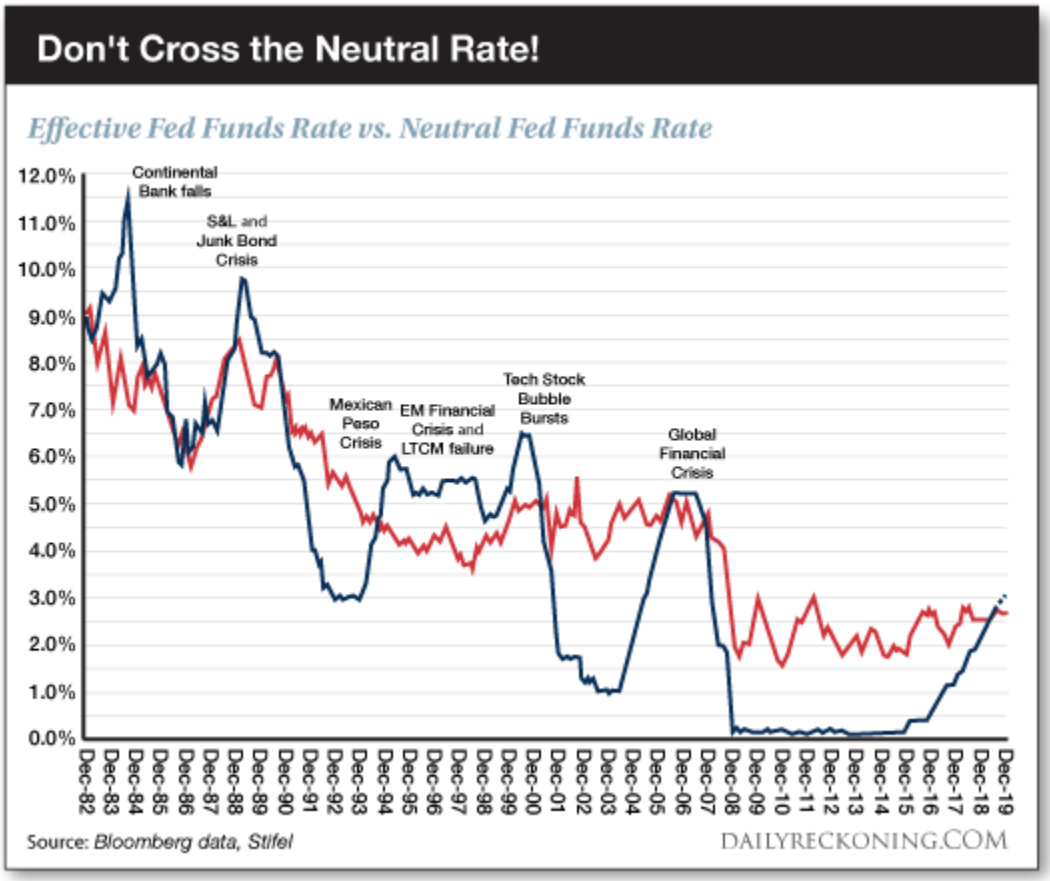
Mais Powell écouterait-il l'homme qui l'a nommé ?
Curieusement, le marché boursier était d'humeur joyeuse avant l'annonce d'aujourd'hui.
Le Dow Jones avait gagné 300 points à midi. Le S&P et le Nasdaq ont été également ravis.
Ils s'attendaient à de bonnes nouvelles ?
Puis à 14 heures, tous les yeux centrés, la fumée blanche de la cheminée du Vatican s'éleva... et le mot tomba....
Il s'agit d'une hausse de taux de 2,50 %.
Powell a écouté les gémissements et mis de côté tous les appels à la clémence - y compris ceux du président.
Le marché boursier a pris un sérieux coup de fouet lorsque l'annonce a franchi la ligne de démarcation. Elle s'est rapidement renversée... et est restée à plat sur le dos pour le reste de la journée.
Après avoir gagné 300 points à midi, le Dow Jones a clôturé la journée avec une baisse de 352 points - un coup de fouet de 652 points.
Le S&P a terminé 39 points en rouge ; le Nasdaq, 147.

"Je pense que la réaction du marché à tout cela est que la Fed va en faire trop ", ajoute James Paulsen, stratège en chef des marchés chez Leuthold Group :

"Comment peux-tu voir ça autrement qu'avec l'odeur, au minimum, d'un gros ralentissement de l'économie, peut-être même pire."

M. Powell a tenu une audience à 14 h 30 pour expliquer sa décision.
Sa déclaration comportait une révision notable concernant le "taux neutre".
Comme nous l'avons expliqué précédemment, le taux neutre ne stimule ni ne déprime.
Il est donc neutre.
Les taux ont été stimulés pendant une décennie. Mais plus maintenant.

"Il n'est pas nécessaire pour l'instant de faire preuve d'accommodement dans l'élaboration des politiques ", a déclaré M. Powell aujourd'hui. "Il peut passer au point mort."
La Fed a conclu en septembre que le taux neutre se situait entre 2,8 % et 3,0 %.
Mais aujourd'hui, il affirme que le taux neutre pourrait être aussi bas que 2,5 %.
Ainsi, de son propre aveu, la Fed admet qu'elle est difficile contre la ligne neutre.
Mais comme nous l'avons mentionné récemment, la hausse des taux d'intérêt d'aujourd'hui a peut-être en fait franchi le taux neutre.
Vous pouvez voir que le problème est sur le robinet une fois que le taux des fonds fédéraux (en bleu) franchit le taux neutre (en rouge) - au moins depuis le début des années 1980 :



Vous pouvez aussi voir que la ligne bleue est en train de dépasser la ligne rouge.
Le dossier montre que quelque chose s'écroule habituellement six à douze mois après que la Fed a franchi la ligne neutre.
L'arithmétique met donc juin 2019 sous surveillance - si la théorie tient la route.
Mais la déclaration faite aujourd'hui par M. Powell contenait un message peut-être encore plus pénible pour les marchés.

Réponse demain....

David Tepper insiste pour passer à l'argent comptant : "Powell vient de vous dire que le Fed Put est mort"

par Tyler Durden jeu, 12/20/20/2018

Dans une série de notes discutées sur CNBC par Joe Kernen, le gestionnaire de fonds de couverture milliardaire David Tepper a exposé sa position actuelle sur le marché.

Et ce n'est pas haussier :

1. Powell vous a dit que la Fed est morte.

2. Tout le monde est proche. La croissance de la monnaie chinoise s'effondre. La BCE coupe

le dernier de QE. Et la Fed est toujours en mode de resserrement.

3. La plus importante émission nette de bons du Trésor et de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale aura lieu l'an prochain. Quelque chose va s'évanouir. Obligations actions etc.

4. Oh et il y a cette question de guerre commerciale. Je pense que nous devrions nous disputer avec la Chine sur différents sujets. Mais elle n'est pas propice à la confiance. Gelant de l'activité dans le monde entier.

5. L'argent n'est pas si mal.

et enfin, de façon plus inquiétante :

6. La Fed n'acceptera pas 400 points S&P de plus.

Quelqu'un est prêt pour ça ?



Caché au milieu de la fureur : Avertissements synchronisés de la BRI et du FMI

Publié par Tyler Durden jeu, 20/12/2018

Auteur : Steven Guinness,

Il est devenu une tendance déconcertante qu'à mesure que les événements géopolitiques s'intensifient et maintiennent une majorité de personnes engagées dans la dernière vague de théâtre politique, les paroles des banquiers centraux tombent dans des oreilles de plus en plus sourdes.



Lors d'un séminaire du Mécanisme européen de stabilité ce mois-ci, le directeur général de la Banque des règlements internationaux, Agustin Carstens, a prononcé un discours intitulé " Un abri contre la tempête ".

Le discours peut être résumé comme suit :

Le FMI pourrait ne pas disposer de ressources suffisantes pour gérer une future crise financière.

La " reprise " de l'après 2008 a été entretenue par les banques centrales

L'intervention des banques centrales a coïncidé avec l'accumulation accrue de la

dette dans les grandes économies et les économies émergentes.

Le défi pour les banques centrales est d'atteindre leur cible d'inflation

Les gouvernements doivent rapidement mettre en œuvre des " réformes structurelles favorables à la croissance " alors que la politique monétaire est " normalisée ".

Ce dernier point fait référence à Bâle III, les réformes réglementaires qui ont été conçues par la BRI en réponse à la crise financière déclenchée en 2008. Dans des communications récentes, la BRI a insisté sur le fait que si ces réformes ne sont pas pleinement mises en œuvre par les administrations nationales, le système financier restera vulnérable à une nouvelle récession. L'adoption complète des réformes ne devrait intervenir qu'en 2022.

En discutant de la voie de la " normalisation " de la politique monétaire, Carstens affirme que les banques centrales ont " mis en œuvre les mesures de normalisation avec beaucoup de prudence " :

Elles ont été très graduelles et très prévisibles. Les banques centrales ont accordé une grande importance à la télégraphie de leurs mesures de politique monétaire grâce à l'utilisation généralisée d'orientations prospectives.

En raison de la nature graduelle du passage de l'assouplissement monétaire au resserrement monétaire, les banques centrales ont évité un examen excessif. Lorsqu'il y a des turbulences sur les marchés, comme nous l'avons vu tout au long de 2018, le désordre géopolitique a été considéré comme la cause principale. Les banques centrales, comme l'a dit récemment le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, sont " un spectacle parallèle ".

Comme le souligne M. Carstens, les fortes ventes sur les marchés boursiers sont " généralement attribuées à la fois à l'accumulation des tensions commerciales et aux risques géopolitiques ". C'est précisément là que les banques centrales veulent concentrer l'esprit des gens.

Outre la hausse des taux d'intérêt, la politique de la Réserve fédérale visant à retirer des actifs de son bilan a commencé il y a un an. Jusqu'à présent, ils ont dénoué près de 400 milliards de dollars en titres du Trésor et en titres adossés à des créances hypothécaires combinés. Dans son discours, M. Carstens mentionne comment les "programmes d'achat d'actifs peuvent avoir contribué à l'illusion de liquidité", qui peut inciter les investisseurs à retirer de l'argent des "obligations plus risquées" et à le réinvestir dans des obligations d'État.

Lire entre les lignes ici et là indique clairement que lorsque la Fed retirera de la liquidité, cela servira à la volatilité de l'intensité sur les marchés. Les banques centrales ont en fin de compte - selon M. Carstens - "contribué à soutenir la reprise". Ils ont fait plus que la cultiver. Ils ont soutenu l'ensemble du système financier et sont parvenus à cultiver le récit d'une " reprise ".

Nous commençons maintenant à voir ce qui se passe lorsque les outils qui ont permis la "

reprise " sont progressivement supprimés. La vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu de rétablissement, seulement une fausse impression.

Une symbiose entre la BRI et le Fonds monétaire international se retrouve dans la conclusion du discours de M. Carstens, où il parle de " gestion de crise " et de " solide filet de sécurité " en cas de futures turbulences. Il fait référence aux réserves d'argent détenues au niveau international et à l'existence d'un " fort besoin pour le filet de sécurité mondial qui doit être fourni par le FMI, en plus des accords nationaux et régionaux ".

Le " filet de sécurité mondial " auquel M. Carstens fait référence est le droit de tirage spécial (DTS) du FMI, que le FMI décrit comme suit :

> ***un actif de réserve internationale, créé en 1969 pour compléter les réserves officielles de ses pays membres.***
>
> ***La valeur du DTS est basée sur un panier de cinq monnaies : le dollar américain, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling.***

Les pays membres du FMI (actuellement 189) se voient attribuer une quote-part qui sert à financer le DTS. En 2017-2018, les avoirs en DTS de la Grande-Bretagne s'élevaient à 9,9 milliards de livres sterling, fonds qui sont stockés dans le Exchange Equalisation Account du Royaume-Uni. Ce compte contient également les réserves d'or et les avoirs en devises du Royaume-Uni.

Selon M. Carstens, le FMI a accès à un total de 975 milliards de DTS. Ce chiffre représente les quotas de tous les membres réunis. La moitié de la capacité de prêt du FMI (480 milliards de DTS) provient d'"accords d'emprunt" qui arrivent à échéance dans les deux prochaines années. Sans le renouvellement de ces accords et l'augmentation des quotes-parts nationales, " la puissance de feu du FMI pourrait être fortement réduite ".

Carstens conclut par cet avertissement :

> ***Nous avons besoin d'un prêteur de dernier recours efficace et de portée mondiale. Les progrès ont été limités en ce qui concerne l'augmentation des ressources de base du FMI. Sans cela, le filet de sécurité mondial reste incomplet.***

Quelques jours après l'intervention de M. Carstens, David Lipton du FMI (qui occupe le poste de premier directeur général adjoint) a fait ses propres remarques au Bloomberg Global Regulatory Forum. Le thème principal du discours, selon M. Lipton, était " la prochaine crise financière ". Il a commencé par cette franche évaluation :

> ***Comme beaucoup d'entre vous, je vois des nuages orageux s'accumuler et la crainte que le travail de prévention des crises soit incomplet.***

"Abris de la tempête". Des nuages orageux se forment. La similitude de langage entre deux

institutions apparemment distinctes (du moins en apparence) est fréquente. C'est parce que leurs objectifs pour l'économie mondiale vont de pair. En janvier dernier, la BRI et le FMI ont participé à une conférence conjointe organisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris. Elle a marqué l'une des nombreuses occasions où ces deux puissances économiques ont fusionné. Il n'est donc pas surprenant que le directeur général de la BRI, M. Carstens, ait été directeur général adjoint du FMI de 2003 à 2006, puis président du Comité monétaire et financier international (CMFI) en 2015 avant de se retirer pour assumer ses fonctions à la BRI.

Pour en revenir à David Lipton, il a commencé par décrire les options stratégiques qui s'offriraient aux banques centrales lorsque la prochaine récession arriverait. En 2008, les banques sont intervenues pour empêcher l'effondrement massif du système financier. Le message d'aujourd'hui est cependant très différent :

L'affaiblissement des principaux marchés financiers américains pendant la crise financière mondiale, qui a pu avoir des répercussions dévastatrices dans le monde entier, a été fortement endigué par des mesures peu orthodoxes de la Fed appuyées par des fonds de soutien du Trésor. Il est peu probable que cette capacité soit à nouveau facilement disponible.

Comme Carstens, Lipton cite les " efforts de réforme incomplets " et la " montée des tensions géopolitiques " comme deux des principaux risques pour l'économie mondiale. Pour en venir aux détails, Lipton a mentionné que les politiques émanant de l'administration Trump - comme l'augmentation des dépenses et les réductions d'impôts - pourraient " accroître le besoin potentiel de resserrement de la Fed ".

L'intention véritable du discours de Lipton est révélée plus en détail lorsqu'il parle de " réponse à la crise ". Rappelons que Carstens a parlé de " gestion de crise " dans son discours. Ni lui ni Lipton ne se concentrent sur la résolution des crises, peut-être parce qu'un état perpétuel de conflit et de chaos est plus avantageux pour la BRI et le FMI lorsqu'il s'agit de consolider le pouvoir.

M. Lipton estime que la capacité du FMI à répondre à la crise est compromise parce que " trop de pouvoir reste dévolu aux régulateurs et aux superviseurs nationaux au détriment d'une approche intégrée à travers le continent ". En d'autres termes, il n'y a pas assez de pouvoir économique au niveau international.

La nécessité d'une réforme est un fil conducteur qui traverse les dirigeants et les institutions du monde d'aujourd'hui. Comme le souligne Lipton, en 75 ans d'existence du FMI :

> ***Nous avons été appelés à évoluer et même à nous transformer. Tout comme pour le FMI, il est juste que la communauté internationale demande la modernisation de ses institutions et de ses organisations, qu'elle cherche des réformes pour s'assurer que les institutions servent efficacement leurs objectifs fondamentaux.***

Cela se produit dans un contexte de troubles géopolitiques croissants grâce aux véhicules de

Brexit, Donald Trump et à la résurgence d'un " populisme " qui imprègne maintenant la politique mondiale.

Alors, si le FMI doit se réformer, comment s'y prendrait-il pour le faire ? Tout comme M. Carstens a terminé son discours sur le thème d'un " filet de sécurité mondial " - fourni par le biais des droits de tirage spéciaux du FMI - Lipton renforce lui aussi le message :

> ***La capacité de prêt du FMI a été portée à environ un billion de dollars pendant la crise financière mondiale - une réponse énergique de la part des pays membres au moment où les besoins étaient criants.***
>
> ***L'une des leçons que nous avons tirées de cette crise est que le FMI n'a pas suffisamment de ressources ; nous devrions essayer d'éviter cela la prochaine fois.***

Pour y parvenir, M. Lipton a appelé à " un engagement continu à renforcer le filet de sécurité, avec en son centre un FMI fort et adéquatement financé ". Il s'agit du renouvellement des quotas dont Carstens a parlé.

Travailler ensemble, a déclaré M. Lipton, signifierait une plus grande capacité à " prévenir une récession dommageable dans les années à venir et un avenir dystopique dans les décennies à venir ".

Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'entrer dans le détail de l'histoire et du rôle du DTS dans le système financier. Mais ce que nous pouvons faire, c'est discerner comment les mondialistes s'efforcent ouvertement de réformer la RRL dans le contexte de la montée de la lutte géopolitique.

En 2009, l'ancien gouverneur de la Banque populaire de Chine, Zhou Xiaochuan, a rédigé un essai intitulé " Réformer le système monétaire international ". C'est dans cet essai que Xiaochuan a insisté pour la création d'une monnaie de réserve " déconnectée des nations individuelles ". Le DTS, selon Xiaochuan, " a les caractéristiques et le potentiel pour agir comme une monnaie super souveraine ".

Mohamed El - Erian, ancien directeur adjoint du FMI et actuel conseiller économique en chef d'Allianz, a écrit un article d'opinion dans le UK Guardian en avril 2017 pour demander que le DTS joue un rôle plus large. Erian a fait le lien entre la montée du " populisme " et du " nationalisme " et le système financier, a dit M. Erian :

> *Les vents antimondialisation d'aujourd'hui - causés en partie par une mauvaise coordination des politiques mondiales dans le contexte d'un trop grand nombre d'années de croissance faible et insuffisamment inclusive - permettent-ils de renforcer le rôle du DTS et ses contributions potentielles ?*

Plus récemment, en mars 2018, le FMI a publié un document intitulé " Considérations sur le rôle du DTS ". Ici, entre autres volets, l'institution a lié le développement de la technologie du

grand livre distribué à la réforme du DTS.

Parlant d'une nouvelle crise économique, le FMI a déclaré qu'il pourrait y avoir une incertitude " quant à l'existence d'une source privilégiée de liquidités mondiales ". Cette incertitude pourrait être exacerbée par l'évolution géopolitique".

Selon leurs propres termes, un DTS " radicalement réformé " pourrait " servir de monnaie mondiale ".

Alors que 2018 touche à sa fin, la perspective d'une réforme du DTS occupe une place importante dans l'esprit des banquiers centraux. Étant donné que les quotes-parts sont sur le point d'être renouvelées, on crée graduellement la possibilité pour le FMI d'utiliser les événements géopolitiques - à savoir les boucs émissaires du nationalisme et du populisme - comme couverture pour tenter de rapprocher le système financier de la mise en place d'une monnaie mondiale.

Même s'ils n'y parviennent pas, cela ne les empêchera pas d'essayer.

Bill Blain : C'est la chose qui me fait le plus peur.

par Tyler Durden jeu, 12/20/2018

Blain's Morning Porridge présenté par Bill Blain

"Hommes chrétiens, tant que les dons de Dieu seront en votre possession, vous qui bénissez les pauvres, vous trouverez vous-mêmes la bénédiction..."

La Fed ne nous a pas livré d'or, d'encens ou de myrrhe. L'humeur d'angoisse de 2018 à l'égard de la croissance ne s'est pas améliorée puisque la Fed a clôturé une mauvaise année avec une hausse de 25 points de base. Powell ignorait Trump et marmonnait : "une grande incertitude quant à la destination finale de toute nouvelle augmentation des tarifs..." La façon dont il l'a dit ; 2 randonnées l'année prochaine sonnait moins Hawkish plutôt que plus dovish. Les marchés ont réagi de manière prévisible : Méchamment ! Le plus grand plongeon après le FOMC depuis des années.

Ce sera ma dernière bouillie de 2018. Joyeux Noël ! Alors que nous disons adieu aux derniers jours de la "pire année de mémoire" ! 2019 sera-t-elle aussi mauvaise ? Bien sûr que non... mais... les choses sont rarement aussi mauvaises que vous le craignez... elles peuvent être... bien pire.

A la même époque l'année dernière, j'appelais à une correction boursière (plutôt qu'à un krach complet) au premier trimestre. Ce n'est arrivé qu'en novembre. J'étais une Cassandre assez solitaire sur les conséquences involontaires probables de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement de l'assouplissement quantitatif

dans toutes les catégories d'actifs. C'est à moitié arrivé.

Ce n'est que maintenant que les effets de la réduction progressive de l'assouplissement quantitatif se font pleinement sentir et deviennent apparents. C'est une menace permanente. Le fait que tant d'investisseurs ne comprennent toujours pas pourquoi je reste un taureau massif sur les alternatives hors marché, les actifs réels divergents et non corrélés produisant de vrais cash-flows. J'ai mis en garde contre le danger que les réductions d'impôts américaines soient un stimulant à court terme pour résoudre quelques problèmes à long terme comme l'équilibre entre la consommation et l'économie de production.

D'un point de vue plus positif, 2019 s'annonce plus susceptible d'être une année de " récupération " du marché car les derniers mois de douleur que nous traversons sont " les yeux ouverts ". On a l'impression que les marchés commencent à se réveiller des années de somnambulisme QE, qu'ils sont plus conscients des risques et qu'ils s'y préparent. Une grande partie de la correction boursière nécessaire a eu lieu. D'autres baisses sont possibles, de même qu'une reprise en cas de creux perçus. L'agonie sélective des actions et des obligations peut être à l'ordre du jour. Nous savons tous à quel point les secteurs des obligations de sociétés sont surendettés.

D'un autre côté, éliminez le bruit du ralentissement de la Chine, des guerres commerciales, de l'Europe et autres, et les chiffres de l'économie mondiale semblent corrects, malgré les craintes d'une récession. L'une des transactions les plus performantes en 2018 a été le dollar en position acheteur. C'est apparemment le dernier "commerce le plus fréquenté de Wall Street..." et vous devez vous demander pour combien de temps encore. Plus tôt cette semaine, quelqu'un d'autre a écrit : "Le fait que le dollar est considéré comme l'un des principaux échanges commerciaux à un moment où l'économie américaine ralentit et la Fed pourrait être mis en pause"... Ce que la Fed a dit hier soir est qu'elle attendait davantage de signes de direction. La croissance n'est pas encore terminée. Quoi qu'il en soit... qu'est-ce que tu achèterais d'autre à part des dollars ? Sterling ? Euro ? Yen ? Rien ne se détache.

Qu'en est-il des prévisions pour l'année prochaine ?

Encore la même chose, j'en ai peur. Au fur et à mesure que le dénouement se poursuit, les actifs financiers gonflés par les effets de l'assouplissement monétaire libre de l'assouplissement quantitatif continuent de trouver de nouvelles évaluations d'équilibres. Les marchés demeureront volatils. Le changement technologique et les fondamentaux de l'offre vont continuer à nous choquer - regardez les prix du pétrole par exemple ; transformer une bonne année pour le pétrole et l'énergie en un marché en question. Ou regardez comment les ventes d'iPhone en Inde ont chuté d'une falaise alors que les gens achètent des téléphones moins chers qui font la même chose - commoditisation !

Ce qui me fait le plus peur, c'est la liquidité - le manque de liquidité.

Tout ce que je peux promettre, c'est de m'amuser sur le plan politique. Le populisme est ma principale préoccupation, car une mauvaise politique conduit à des erreurs politiques. Les

échecs de Trump, Brexit et Europe, et al, augmentent l'incertitude populiste, alimentée par les pauvres pauvres malheureux qui n'apprécient pas l'inégalité des revenus et la perception qu'ils font pire parce que c'est la faute de quelqu'un, les autres font mieux. (Il en a toujours été ainsi...)

Donc, pour faire face à 2019, ce serait peut-être le moment de rappeler aux lecteurs certains des importants "Mantras du marché de Blain" à considérer tout au long de l'année : (Ce ne sont pas tous mes mantras de négociation, mais ceux qui, je pense, méritent d'être gravés sur vos bureaux avant le 1er janvier.)

1- Le marché n'a qu'un seul objectif : D'infliger le maximum de douleur au maximum de participants.
2- Le marché réagit toujours de façon excessive.
3- Le marché n'a pas de mémoire - et les acheteurs non plus.
4- Le moment d'acheter ou de vendre un actif est un moment avant que vous n'y pensiez pour la première fois.
5- Il vaut mieux sortir en premier que de ramper en dernier / La première coupe est la moins chère
6- Une enchère est une enchère est une enchère ! Et tu devrais frapper plus fort et plus vite que le proverbial beau-fils roux.
7- Les règles de placement doivent être strictement respectées car elles sont toujours bonnes - jusqu'à ce qu'elles ne le soient plus !
8- Ce qui est incroyable à propos de l'Euro, c'est le nombre de personnes qui y croient vraiment...
9- Les règles d'investissement et la réglementation du capital conduisent à des allocations d'investissement paresseuses et à une optimisation peu judicieuse des actifs.
10- Acheter des entreprises et des pays ayant une politique positive et des programmes de réforme. Vendre des comtés en utilisant la devise de quelqu'un d'autre, ou des entreprises où la direction porte des chaussures neuves.
11- [**If a Country looks, feels, and smells bust.. it probably is.]**
12- Les évaluations sont juste l'opinion coûteuse de quelqu'un d'autre.
13- Les opinions sont comme des bas. Tout le monde en a un.

Armé de cette liste de choses à faire et ne vous êtes pas encore prêt pour 2019. Que Dieu nous aide tous....

Passez de bonnes fêtes de fin d'année... Meilleurs voeux à vous et aux vôtres....

Powell aux Marchés : "Vous vous trompez !"

par Tyler Durden jeu, 12/20/2018

Via DataTrekResearch.com,

"Les prix d'aujourd'hui sont erronés " est le principe central de la gestion active de portefeuille.

Sans cette conviction, aucun gestionnaire ne pourrait justifier son rôle sur les marchés financiers. La première ligne de la description de travail d'un GP consiste à identifier systématiquement les biens dont le prix est erroné.

Dans le même temps, les investisseurs se sont habitués à remettre en question l'existence d'inefficiences endémiques des prix des actifs. C'est ce qui a favorisé la croissance de la gestion passive, bien sûr. Mais elle a aussi fait de " quel est votre avantage en matière d'investissement " la seule question qui compte lorsque vous interrogez tout le monde, qu'il s'agisse d'un analyste de fonds de couverture junior ou du gestionnaire de fonds à long terme le plus haut placé.

Les marchés ont fait aujourd'hui une évaluation sévère : Le président de la Fed, Jay Powell, n'a pas d'avantage et, pour être juste, ce jugement a commencé au début du mois d'octobre, lorsque Powell a offert son commentaire " loin d'être neutre " sur les taux. Le S&P 500 est en baisse de 14 % depuis lors. La baisse de 1,5 % enregistrée aujourd'hui n'était qu'une façon pour le marché boursier de dire "il vous manque des informations importantes".

Six brèves réflexions à ce sujet, toutes basées sur les réponses du président Powell aux diverses questions posées lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion :
@

#1. Non seulement le président a ignoré les marchés, mais il n'a pas tenu compte des commentaires des propres contacts d'affaires de la Fed. M. Powell a mentionné qu'il y a un " climat d'angoisse " lorsqu'il s'adresse aux entreprises tout à l'heure. Mais il a écarté ces sentiments, notant qu'ils peuvent ne pas durer. Il a également mentionné la difficulté de mesurer la confiance des entreprises avec suffisamment de précision pour l'intégrer de façon plus robuste dans les discussions sur les taux de la Fed.

#2. Lorsqu'on l'interrogeait sur l'inflation toujours au repos et sur la surestimation constante de la Fed de cette moitié de son double mandat, Powell ne pouvait que dire (essentiellement) "Eh bien, nous sommes assez près de 2%". Dans le dernier Résumé des projections économiques de la Fed publié aujourd'hui, le FOMC a abaissé ses attentes d'inflation pour l'année prochaine de 2,0 % à 1,9 %. En dépit de cette baisse de la rémunération, la présidence s'est efforcée d'expliquer pourquoi le comité estimait toujours que deux hausses de taux l'an prochain étaient appropriées.

#3. Alors que le président Powell a souligné que la Fed examine une variété d'indicateurs de marché, il ne semblait pas convaincu que les récents mouvements simultanés des actions américaines et des rendements des bons du Trésor étaient révélateurs des probabilités de récession. La volatilité des marchés peut être passagère, c'est certain. Le président a déclaré que le seul signal valable viendra si les taux d'intérêt à long terme restent bas, indiquant un changement dans les attentes du marché obligataire en matière de croissance et d'inflation futures. Mais comme les investisseurs savent que la politique monétaire ne fonctionne qu'avec un certain décalage, ils craignent à juste titre qu'il soit trop tard d'ici là.

#4. La principale préoccupation du marché, à savoir que la Fed est trop dépendante d'une perspective spécifique (haussière), a été stimulée par les commentaires du président sur le bilan de la Fed. La réduction actuelle de 50 milliards de dollars par mois sera maintenue. Selon lui, cette cohérence aide le marché obligataire à digérer le ruissellement. Mais c'était un autre signe que la Fed pense que les prix des actifs sont trop négatifs pour l'économie américaine.

#5. Le PMVS du comité a contribué à semer la confusion quant à la trajectoire future des taux de la Fed. C'est un problème que nous avons souligné dans la note de dimanche : comment la Fed réduit-elle ses prévisions concernant les hausses de taux futures sans causer de préoccupations indues quant à la croissance économique en 2019 ?

Leur réponse a été de ramener les prévisions de croissance du PIB de 2,5 % à 2,3 % et l'inflation à cette estimation de 1,9 % (contre 2,0 %). Mais ces changements ont amené plusieurs journalistes à se demander pourquoi la Fed avait besoin d'augmenter les taux, et le président n'a pas eu une grande réponse, si ce n'est d'offrir la couverture " dépendante des données " et de dire qu'il y avait un " juste degré d'incertitude " en ce moment.

#6. Il y avait plus de questions sur le taux d'intérêt "neutre" (ni stimulant ni restrictif) que sur tout autre sujet, un bourbier intellectuel sans réponse claire. Tout ce que la présidence a pu dire, c'est qu'après aujourd'hui, le taux des fonds fédéraux se situe à l'extrémité inférieure de l'estimation à long terme du comité. Les marchés ont trouvé que c'était peu réconfortant puisque la Fed a deux autres hausses de taux pour l'an prochain.

Pour résumer avec un point charitable (et important) sur la performance du président Powell aujourd'hui : aucun président de la Fed ne peut jamais dire "L'hiver approche".

Il doit prendre l'autre côté du commerce baissier actuel des actions et des obligations. Agir autrement ne ferait qu'accélérer le ralentissement économique, car les entreprises et les particuliers suivraient l'exemple de la Fed. Quoi qu'il en soit, les marchés attendaient d'autres signaux de la part du président Powell qu'il entende leurs préoccupations. Il est maintenant dans une situation difficile. La façon dont les investisseurs perçoivent son leadership est maintenant aussi dépendante des données que la politique future de la Fed en matière de taux d'intérêt. Il possède l'affaire Bullish maintenant. Il doit avoir raison.

L'un des éléments les plus clairs du commentaire du président Powell aujourd'hui est le bilan mitigé de la " placette à points " de la Fed - les meilleures suppositions du Comité fédéral de l'open market sur la politique future des taux. Si l'on considère les attentes de fin d'année au cours des trois dernières années, l'idée qu'il se fait de prendre les "points" avec un grain de sel est un bon conseil :

Fin 2015, le " point " médian prévoyait un taux des fonds fédéraux de 1,375 % à la fin de l'année 2016.

Le taux réel à la fin de 2016 : 0.66%. Au lieu de relever les taux de 100 points de base

en 2016, la Fed n'a réussi qu'à 25 points de base.

Fin 2016, le "point" médian à fin 2017 était de 1,375%.

Le taux réel à la fin de l'année 2017 était de 1,42 %, essentiellement le même que le taux médian du FOMC à la fin de l'année précédente.

Fin 2017, le "point" médian était de 2,125 %.

Les fonds fédéraux termineront l'année à 2,25 % - 2,50 %, reflétant une hausse de taux supérieure à celle que le FOMC jugeait prudente à la fin de 2017.

La mention par Powell de ce record - surestimation en 2016, correction en 2017 et sous-estimation en 2018 - visait à montrer que la dépendance de la Fed à l'égard des données sur la politique tarifaire est réelle. L'année 2016 n'a connu qu'une croissance du PIB de 1,5 %, la Fed est donc restée à l'écart et a ignoré leurs "points". L'année suivante a été plus conforme à leurs attentes et la politique de la Fed s'est déroulée comme prévu. Cette année, la Fed a réagi à une meilleure croissance en augmentant les taux plus que prévu à la fin de 2017.

Cela nous a amenés à nous interroger sur un point connexe : dans l'ensemble, comment le FOMC était-il " sûr " de ses attentes pour les années à venir de ces années, et qu'est-ce que cela dit de son niveau de conviction à l'heure actuelle ? Nous avons tiré les "points" de la fin de l'année 2015, 2016 et 2017, avons analysé les écarts-types pour les estimations et avons trouvé ceci :

Leur plus grande incertitude date d'il y a 12 mois. L'écart-type de l'écart-type des "points" à la fin de l'année 2017 pour 2018 était de 0,39, soit près de 2 hausses de taux de 25 pb chacune. D'accord, étant donné que le FOMC tentait d'anticiper l'effet économique des réductions d'impôt qui allaient bientôt être adoptées.

En 2015 et 2016, les niveaux de confiance des prévisions collectives du FOMC étaient plus élevés qu'en 2017, avec des écarts-types de 0,33 et 0,32 respectivement, soit plus près d'une seule décision de taux de 25 pb. Toutefois, lorsqu'on le compare à ce qui s'est réellement passé, on constate qu'une plus grande certitude du FOMC n'est pas une garantie d'exactitude.

L'écart-type de l'écart-type des "points" d'aujourd'hui pour la fin de l'année 2019 est de 0,26, soit le niveau d'incertitude collective le plus bas des quatre dernières années en ce qui concerne les attentes du FOMC en matière de politique tarifaire pour les années à venir.

En fin de compte, le FOMC voit le monde de la même façon que le président Powell et son estimation médiane de 2 hausses de taux en 2019 est un point de vue très convaincant. L'écart entre les différents "points" de l'année prévisionnelle est plus étroit qu'à tout autre point similaire au cours des trois années précédentes. Les marchés pensent qu'ils ont tort, mais le comité ne fait guère de doute. Il faudra probablement plus que quelques points de données

négatives supplémentaires ou des marchés en déclin jusqu'à la fin de l'année pour qu'ils changent d'avis.

Bourse : le pire mois de décembre depuis la Grande dépression

Par Or-Argent - Déc 20, 2018



La correction des marchés actions commence tout doucement à inquiéter les investisseurs et les analystes. De plus en plus de grandes figures de la finance avertissent des dangers posés par la Bourse.

Comme le rapporte Zero Hedge, « *les marchés actions américains n'ont jamais autant baissé durant le mois de décembre depuis la Grande dépression des années 30. Lundi dernier, le Dow Jones a perdu 507 points supplémentaires. Désormais, cet indice et le S&P 500 sont clairement dans une phase de correction, alors que le Russell 2000 est, quant à lui, officiellement en marché baissier.*

La férocité de ce krach boursier étonne plus d'un expert. De nombreux investisseurs commencent à paniquer. Au début du mois d'octobre, le Dow Jones a atteint un nouveau record historique de 23.592,98 points. Depuis, il a chuté de plus de 3.300 points. Certains pensent que ce n'est que le début. »

Le pire mois de décembre depuis la Grande dépression des années 30, en voilà une affirmation tapageuse. Mais c'est pourtant bien là où nous en sommes, les chiffres de CNBC ne mentent pas. Et le pire, c'est que le mois de décembre n'est pas encore terminé. Si la tendance devait se poursuivre, on pourrait même obtenir une glissade historique durant un mois traditionnellement positif pour les marchés.

Mais comment en est-on arrivé là, alors qu'aucune mauvaise nouvelle majeure ne peut justifier une telle baisse ? La raison est simple : il s'agit d'une baisse d'appétit pour le risque alors que nous sommes en fin de cycle économique et que la probabilité d'une récession augmente chaque jour qui passe.

Des poids lourds de la finance avertissent

Certains affirment que nous sommes déjà dans un marché baissier sur les grands indices

américains. Jeffrey Gundlach a notamment créé pas mal de remous lorsqu'il a déclaré en début de semaine qu'il est « *fermement convaincu que le S&P 500 ira au-delà des plus bas enregistrés en 2018, et qu'il est convaincu que nous sommes dans un marché baissier* ». Cette impression peut être corroborée par le fait que certains titres phares sont déjà en marché baissier. À titre d'exemple, Goldman Sachs a reculé de 40 % par rapport à son plus haut des 12 derniers mois. À vrai dire, ce sont toutes les banques qui sont malmenées en ce moment. Du côté des hedge funds, c'est le massacre. Les liquidations forcées permettent d'expliquer en partie les mouvements que nous avons connus.

L'ancien président de la FED Alan Greenspan a également donné son avis sur la question. Il a déclaré à CNN qu'il serait très surpris de voir les marchés actions se stabiliser pour ensuite repartir à la hausse. Et s'il n'exclut pas un redressement, il pense qu'une correction significative s'ensuivra. Comme il l'a dit à CNN, « *après cette éventuelle hausse, courez aux abris* ».

Tandis que les tensions grimpent entre la Maison-Blanche et la FED, Greenspan a averti que les États-Unis pourraient connaître une période de stagflation, comme ce fut le cas durant les années 70 au début des années 80.

Sources : ici et ici

Alan Greenspan : Les investisseurs doivent se préparer au pire

Donna Borak, Affaires CNN 18 décembre 2018



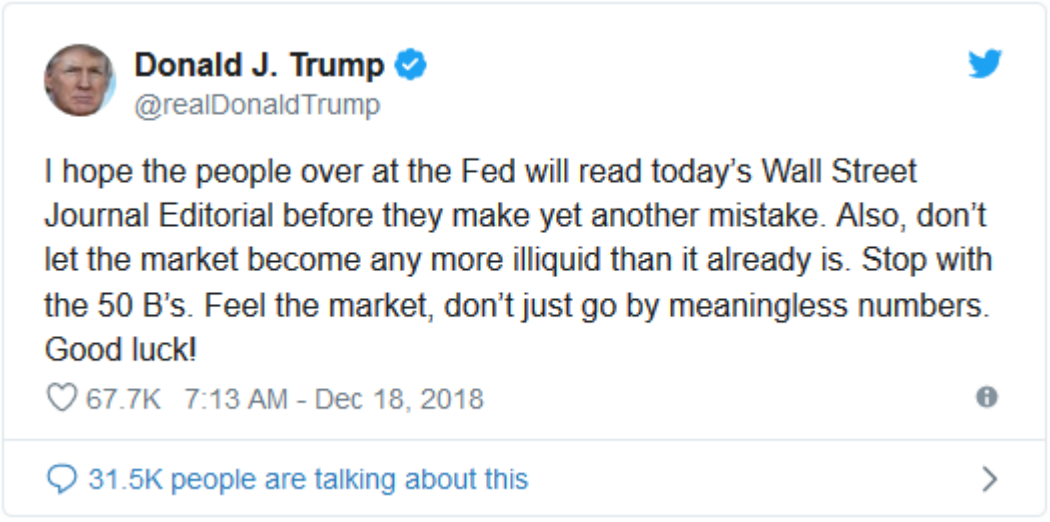
Washington (CNN Business) Alan Greenspan dit que la fête est terminée à Wall Street.

L'ancien président de la Réserve fédérale, qui a mis en garde il y a plus de deux décennies contre une "exubérance irrationnelle" sur le marché boursier, ne voit pas les cours des actions monter plus haut qu'ils ne le font actuellement.
"Il serait très surprenant de le voir se stabiliser ici, puis s'envoler ", a déclaré Mme Greenspan dans une interview avec Julia Chatterley, présentatrice à CNN.

Il a ajouté que les marchés pourraient encore augmenter, mais a averti les investisseurs que la correction serait douloureuse : "A la fin de cette course, courez vous mettre à couvert."

C'est pourquoi les présidents ne devraient pas jouer avec la Fed
C'est pourquoi les présidents ne devraient pas s'en prendre à la Fed.
Ces dernières semaines, les marchés se sont effrayés et les investisseurs ont vendu les messages contradictoires de la Maison-Blanche concernant l'état des négociations commerciales avec la

Chine et les craintes croissantes d'un ralentissement de l'économie mondiale.
La nervosité s'installe alors que le comité de fixation des taux d'intérêt de la Réserve fédérale se prépare à se réunir mardi et mercredi. On s'attend à ce qu'ils augmentent les taux pour la quatrième fois cette année - bien que les investisseurs chercheront aussi des indices sur leurs plans pour 2019. Le procès-verbal de la dernière réunion de la Fed en novembre dernier a indiqué que les décideurs publics souhaitent adopter une approche plus souple l'année prochaine, ce qui accroît l'inquiétude des investisseurs.
Lundi, le S&P 500 a clôturé la journée de négociation à son plus bas niveau depuis octobre 2017, tandis que l'indice Dow Jones Industrial Average a chuté de plus de 600 points à un moment donné de la journée.
"La volatilité est fonction de la façon dont nous parlons, pensons et ressentons - et c'est variable ", a-t-il dit. "À moins que vous ne puissiez changer radicalement la nature humaine et la façon dont nous réagissons, c'est ce que vous obtiendrez toujours et ce que vous avez toujours obtenu. Il faut compter là-dessus, si vous voulez comprendre le fonctionnement du marché."
Ces dernières semaines, le président Donald Trump a pris pour cible à plusieurs reprises l'actuel président de la Fed, Jerome Powell, un ancien banquier d'affaires nommé l'an dernier par Trump lui-même. Le président, un observateur de marché proche qui a parié sa présidence sur l'état de l'économie, a accusé Powell d'essayer de le miner politiquement en ralentissant l'économie.
En octobre, il a blâmé la Fed pour la déroute du marché, qualifiant la Fed de " hors de contrôle " et suggérant que Powell semblait apprécier la hausse des taux. Plus tard, il a également qualifié la Fed de " problème beaucoup plus grave que la Chine ", faisant référence à une guerre commerciale entre les deux pays.
Avant l'ouverture des marchés mardi, M. Trump a tweeté un nouvel avertissement aux responsables de la Fed de ralentir leurs plans de hausse des taux, tout en encourageant les décideurs à lire un éditorial du Wall Street Journal " avant de commettre une nouvelle erreur ".



"Ne laissez pas le marché devenir plus illiquide qu'il ne l'est déjà", a tweeté Trump. "Arrête avec les 50 B. Sentez le marché, ne vous contentez pas de chiffres insignifiants. Bonne chance !"
C'était le deuxième jour de suite que Trump tweettait sur la prochaine réunion de la Fed. Lundi,

Trump a tweeté sur Twitter qu'il était "incroyable" que la Fed envisage une hausse des taux malgré une inflation faible et un dollar fort.
Mais M. Greenspan, qui a d'abord été nommé à la Fed par le président Ronald Reagan et est devenu le président qui a occupé le poste le plus longtemps, restant dans son rôle au sein de l'administration George W. Bush, a déclaré que l'un des principaux facteurs de la volatilité du marché a été "la hausse prononcée des taux réels à long terme".

L'ancien président a également averti que les États-Unis pourraient être prêts pour une période de stagflation, " un mélange toxique " lorsque l'économie souffre d'une inflation élevée et d'un chômage élevé. La dernière fois que le pays a connu un tel épisode, c'était dans les années 1970 et au début des années 1980.

"Il est trop tôt pour savoir combien de temps ça va durer ou quelle sera sa taille ", a déclaré M. Greenspan. "On le saura quand on sera au sommet."
Les critiques, y compris de nombreux économistes, blâment maintenant l'ancien président de la Fed pour la crise financière de 2008 d'avoir encouragé la bulle immobilière en maintenant les taux d'intérêt trop bas pendant trop longtemps et de ne pas avoir réussi à contenir la croissance explosive des prêts hypothécaires risqués et autres prêts frauduleux.
"L'effet de levier est un désastre pour les marchés - et nous essayons de l'éviter, mais nous échouons à chaque fois ", a déclaré M. Greenspan, qui a précisé qu'une crise peut être déclenchée par un actif qui est toxique.
"Il y a toujours des actifs toxiques, mais on ne sait jamais lesquels sont viables. Pour l'instant... c'est difficile de dire quel est l'actif toxique."
D'autres économistes, cependant, se sont inquiétés du risque d'augmenter les taux aujourd'hui, au risque de donner l'impression que le président avait intimidé ses propres décideurs politiques - dont l'indépendance vis-à-vis des pressions politiques vise à rassurer les marchés sur le fait que leurs décisions sont sans préoccupations politiques.
"Je suis dans la position particulière de penser que la Fed ne devrait pas augmenter les taux, mais qu'elle ne devrait pas écouter le président, ce qui est une position difficile ", a déclaré l'économiste Paul Krugman, lauréat du prix Nobel d'économie, à l'émission Quest Means Business de CNN. "Il y a de bonnes raisons de ne pas augmenter les tarifs maintenant. Mais ne pas augmenter les taux à cette réunion donnerait l'impression qu'ils se laissent intimider."
Greenspan, cependant, a rejeté l'idée que la Fed pourrait céder à la pression politique du président.
"Je n'en ai vu aucune preuve ", a déclaré M. Greenspan, qui a déclaré qu'au cours de son mandat, il portait au sens figuré des " coquilles d'oreilles moi-même ". Ajoutant qu'il ne s'est jamais souvenu d'une époque où quelqu'un aurait souhaité qu'il augmente les taux.

"Nous écoutons - parfois avec respect, parfois non, dit-il. "Mais changeons-nous de politique ? "Non."
Correction : Une version antérieure de cet article citait incorrectement les commentaires de Paul Krugman sur Quest Means Business.

Kevin Liptak de CNN a contribué à cet article.

Les marchés au plus bas, y compris au Japon. Le tour de David Powell ou Jay Copperfield.

Bruno Bertez 20 décembre 2018

Le petit jeu à la mode, c'est de blamer la Fed pour la chute des marchés.

Elle aurait, selon les titres des journaux commis une erreur, une faute en poursuivant le resserrement monétaire.

Nous sommes au coeur du problème.

Les soi disant spécialistes nous disent que c'est le resserrement inopportun des conditions monétaires qui est la cause de la crise de 1929. Bernanke est l'un des chefs de file de cette école idiote. « Plus jamais cela » a t il dit solennellement lors d'une commémoration de Milton Friedman.

Plus jamais cela , cela voulait dire que plus jamais la Fed ne laisserait les conditions monétaires se resserrer. Toujours, quand il le faudrait, elle ouvrirait les robinets pour éviter la deflation.

C'est le fameux « helicopter money », que Bernanke a exposé aux japonais, , lequel Bernanke à cette époque croyait que l'on pouvait toujours inflater les prix et qu'il suffisait de créer des digits. Depuis il a déchanté le pôvre et il a compris que les digits étaient de la monnaie morte et que l'inflation des prix des actifs ne se transmettait pas automatiquement à léconomie réelle. La printing press ne suffit pas, il faut y ajouter la croyance en les pouvoirs magiques de la printing press. Et quand elle devient alchimiquement efficace, alors c'est difficile à gérer!

L'autre école dont je fais plus ou moins partie mais plutôt moins que plus, dit que ce sont les excès qui ont précédé qui sont la cause de la crise. Que celle ci était inéluctable et que le resserrement n'a été qu'une causa proxima , une opportunité.

Ici la baisse boursière s'analyse comme un éclatement partiel de la bulle des prix des actifs. On a inflaté tous les prix, on les inflate un peu moins, l'air commence à s'échapper des bulles. Et bien sur cela est douloureux, la communauté spéculative pleurniche.

L'inflationnisme monétaire, la débauche de crédit, les taux nuls, les fausses comptabilités, les assurances gratuites, tout cela a contribué à créer un monde faux, un monde bullaire, un monde imaginaire et dès que la dose de stupéfiant vient à se réduire, alors les symptômes douloureux du sevrage se multiplient. Les mirages se dissipent.

La cause c'est le dopage antérieur, le dopage qui a précédé, surtout pas le sevrage.

J'ai expliqué que les politiques monétaires mises en place pour reporter la crise n'avaient rien résolu, que le coût de ces politiques était devant et non pas derrière nous, eh bien ce qui se passe n'est que le début de la prise de conscience de tout cela: on voit se profiler le prix à payer.

Profiler seulement. Car le vrai prix à payer que l'on a refusé en 2008 va être multiplié au centuple… un jour. Un jour il va falloir accepter la destruction des monnaies telles que nous les connaissons, il va falloir laisser se réaliser une opération vérité.

Il y a beaucoup plus de monnaie et de quasi monnaie et de money like dans le système qu'il

n’est nécessaire , une grande partie de la monnaie ne vaut que parce qu’elle n’est pas utilisée, elle est piégée dans les Bourses ; et un jour elle sortira, elle partira à la recherche de sa contre valeur et ce sera la Grande Réunification, la Grande Reconcialisation entre le monde et les signes qui le reflètent. Ce sera le dénouement du Pacte Faustien qui a séparé les ombres des corps.

Par exemple la monnaie financière a été considérablement dépréciée depuis 2009, puisque son pouvoir d’achat boursier a été amputé en raison et à proportion de la hausse des Bourses, et cette monnaie financière se trouve surévaluée par rapport à la monnaie des biens et services. Les prix des biens et services ne sont pas assez élevés pour supporter les prix financiers. Un jour il y aura réunification entre la monnaie financière et la monnaie des prix des biens et des services, un jour il y aura mise en convergence des prix financiers, surévalués et des prix des biens et services, sousévalués.

Un jour il y aura convergence enrte la valeur du dollar intérieur , domestique et la valeur du dollar extérieur, international, mais c’est une autre histoire.

Nos monnaies sont des promesses , des promesses qui reposent sur des bluffs, mais un jour le Réel se chargera d’ en appeler de ce bluff. La statue du Commandeur est deja dressée.

Un jour sur la voie suivie, on reconciliera toutes les monnaies , alors que nous vivons dans la coexistence de plusieurs systèmes monétaires parallèles.

Powell n’est pas différent des autres, le serait-il qu’il ne pourrait pas gérer autrement, le vin est tiré il faut le boire. Powell ne peut être autre chose que gradualiste mais inflationniste. Il peut et doit essayer de retirer un peu le bol de punch pour faire durer, pour essayer de refaire un tour de manège, il ne peut ni le retirer vraiment ni le remplir.

Il doit chercher un équilibre dans un dosage plus bas, moins nocif, moins euphorisant afin de rendre les risques gérables et c ‘est ce qu’il fait. En d’autres termes il peut tenter de faire en sorte que l’on tombe de moins haut, que les structures vitales et systémiques soient moins endommagées, et que l’atterrissage de l’économie réelle se fasse en douceur, il ne peut empêcher ni la gravitation, ni le maintien d’une dose d’air chaud dans le gigantesque ballon bullaire du mode.

On a joué avec le feu de la monnaie et il en va de ce feu comme de celui qui nous chauffe, il nous sauve la vie mais il peut nous la prendre quand le contrôle est perdu.

Et ici la vérité que personne n’accepte de voir c’est nous avons perdu le controle de la chose monétaire, les politiques dites monétaires sont des simulacres: elles ne jouent qu’à la marge sur des dixièmes de points de base, les marges sont quasi nulles.

Dit encore autrement c’est la politique monétaire passée qui produit, qui détermine la politique monétaire future et réduit le champ des décisions possibles à des ajustements marginaux. La Fed comme toutes les autres banques centrales a perdu le contrôle, le controle ce sont les marchés qui le détiennent, les banquiers centraux sont otages.

Mais chut il ne faut pas que ce soit su car le système politique repose sur l’alliance entre les gouvernements et les banquiers centraux: l’un sert de béquilles à l’autre et l’aveugle et le paralytique ont besoin de s’appuyer, de s’épauler pour donner l’impression qu’ils marchent, qu’ils gèrent.

Il y a deux trillions de trop dans le bilan de la Fed et le défi c'est de faire croire que l'on peut les faire disparaitre tout en ne le faisant pas, le défi c'est de réussir un tour à la David Copperfield, un gigantesque numéro d'illusion.

Le mythe du capitalisme démasqué…

Par Michael Snyder – Le 5 décembre 2018 – Source infowar.com

« … la concurrence meurt lorsque les multinationales avalent tout. Nous pouvons faire tellement mieux que cela, mais pour ce faire, nous devons revenir aux valeurs et aux principes sur lesquels cette nation a été fondée »

Une concurrence dynamique est absolument essentielle au fonctionnement efficace d'un système économique capitaliste. Malheureusement, aux États-Unis, nous assistons aujourd'hui à la disparition de la concurrence, industrie après industrie, alors que les grandes entreprises engloutissent de plus en plus tous leurs concurrents. John D. Rockefeller a déclaré à une époque célèbre que « la concurrence était un péché » et qu'il était l'un des tout premiers oligarques américains.



Selon Google, un oligopole est « un état de concurrence limitée, dans lequel un marché est partagé par un petit nombre de producteurs ou de vendeurs », ce qui constitue une description parfaite de la situation actuelle dans de nombreux grands secteurs. Au début de l'histoire des États-Unis, la portée des sociétés était très limitée et, dans la plupart des cas, elles n'étaient supposées exister que temporairement. Mais aujourd'hui, les plus grandes entreprises sont devenues si gigantesques qu'elles dominent littéralement toute notre société, ce qui n'est bon pour aucun d'entre nous.

Il suffit de regarder ce qui se passe dans l'industrie du transport aérien. Quand je grandissais, il y avait des dizaines de compagnies aériennes, mais maintenant quatre grandes sociétés contrôlent tout et réalisent des profits gigantesques selon The Economist :

> « Les compagnies aériennes américaines étaient célèbres pour deux choses : un service épouvantable et des finances encore pires. De nos jours, les voyageurs supportent toujours des frais cachés, des vols tardifs, des genoux meurtris, des accessoires mal ajustés et de la nourriture médiocre. Pourtant, les compagnies aériennes réalisent maintenant des profits juteux. Les compagnies aériennes

> régulières ont annoncé un bénéfice net après impôts de 15,5 milliards de dollars en 2017, contre 14 milliards de dollars en 2016.
>
> Ce qui est vrai de l'industrie du transport aérien est de plus en plus vrai de l'économie américaine. Les bénéfices ont augmenté dans la plupart des pays riches au cours des dix dernières années, mais l'augmentation a été plus importante pour les entreprises américaines. Couplé à une concentration croissante de la propriété, cela signifie que les fruits de la croissance économique sont monopolisés. »

Si vous n'aimez pas la façon dont une compagnie aérienne vous traite, dans certains cas, vous pourrez choisir de voler avec une autre la prochaine fois.

Mais comme l'a récemment souligné un article de Bloomberg, cela devient de plus en plus difficile à faire…

> United, par exemple, domine bon nombre des plus grands aéroports du pays. À Houston, United détient environ 60% du marché, à Newark 51%, à Washington Dulles 43%, à San Francisco 38% et à Chicago 31%. Cette situation est encore plus biaisée pour les autres compagnies aériennes. Par exemple, Delta détient une part de marché de 80% à Atlanta. Pour de nombreux itinéraires, vous n'avez tout simplement pas le choix.

Et bien sûr, l'industrie du transport aérien est loin d'être la seule. Secteur après secteur, le pouvoir économique se concentre entre quelques mains.

J'aimerais un instant que vous considériez ces chiffres…

- Deux entreprises contrôlent 90% de la bière que boivent les Américains ;
- Cinq banques contrôlent environ la moitié des actifs bancaires du pays ;
- De nombreux États ont des marchés d'assurance maladie où les deux principaux assureurs détiennent une part de marché de 80% à 90%. Par exemple, en Alabama, une société, Blue Cross Blue Shield, a une part de marché de 84% et à Hawaii, une part de marché de 65% ;
- S'agissant de l'accès Internet à haut débit, presque tous les marchés sont des monopoles locaux plus de 75% des ménages n'ont que le choix d'un seul fournisseur ;
- Quatre acteurs contrôlent l'ensemble du marché de la viande de bœuf aux États-Unis et ont divisé le pays ;
- Après deux fusions cette année, trois sociétés contrôleront 70% du marché mondial des pesticides et 80% du marché américain des semences de maïs.

Je savais que les choses allaient mal, mais je ne savais pas que c'était à ce point.

Le capitalisme fonctionne mieux lorsque la concurrence est maximisée. Dans les systèmes socialistes, le gouvernement lui-même devient un acteur majeur du jeu et ce n'est jamais un résultat souhaitable. Au lieu de cela, nous voulons que le gouvernement serve d'arbitre qui applique des règles qui encouragent une concurrence libre et équitable. Jonathan Tepper, auteur de The Myth of Capitalism : Monopolies and the Death of Competition, a très bien expliqué ce point dans un extrait de son nouveau livre…

> Le capitalisme est un jeu où les concurrents jouent selon des règles sur lesquelles tout le monde est d'accord. Le gouvernement est l'arbitre, et tout comme vous avez besoin d'un arbitre et d'un ensemble de règles convenues pour un bon match de basket, vous avez besoin de règles visant à promouvoir la concurrence dans l'économie.
>
> Laissées à elles-mêmes, les entreprises utiliseront tous les moyens disponibles pour écraser leurs rivales. Aujourd'hui, l'État, en tant qu'arbitre, n'a pas appliqué de règles susceptibles d'accroître la concurrence et a, au contraire, créé des règles pour la limiter.

Nos fondateurs étaient très méfiants face aux fortes concentrations de pouvoir. C'est pourquoi ils voulaient un gouvernement fédéral très limité, et c'est pourquoi ils imposaient des restrictions substantielles aux personnes morales.

Lorsque le pouvoir est fortement concentré, la plupart des récompenses vont au sommet de la pyramide, et c'est précisément ce à quoi nous assistons. Ce qui suit provient du New York Times…

> « Même lorsque la croissance économique a été décente, comme c'est le cas maintenant, la plus grande partie de la prime a été versée au sommet. Le revenu hebdomadaire médian a augmenté d'un misérable 0,1% par an depuis 1979. La famille américaine typique a aujourd'hui une valeur nette inférieure à celle de la famille typique il y a 20 ans. L'espérance de vie, de manière choquante, a diminué durant cette décennie. »

Donc, quelle est la solution ?

Eh bien, l'une des choses les plus importantes à faire est de cesser d'écraser les petites entreprises.

Aux États-Unis, le taux de création de petites entreprises et le pourcentage d'Américains qui travaillent pour leur compte ont presque atteint leur point le plus bas.

Pour qu'il y ait plus de concurrence, nous avons besoin de plus de concurrents pour entrer sur le marché, mais au lieu de cela, nous avons écrasé « le petit bonhomme » avec des montagnes de réglementations et des taxes extrêmement oppressives.

Et vous savez quoi ? En fait, beaucoup de grandes entreprises aiment les formalités administratives, car elles savent qu'elles peuvent le faire beaucoup plus facilement que leurs concurrents beaucoup plus petits. Cela leur donne un avantage concurrentiel et crée une barrière à l'entrée difficile à surmonter.

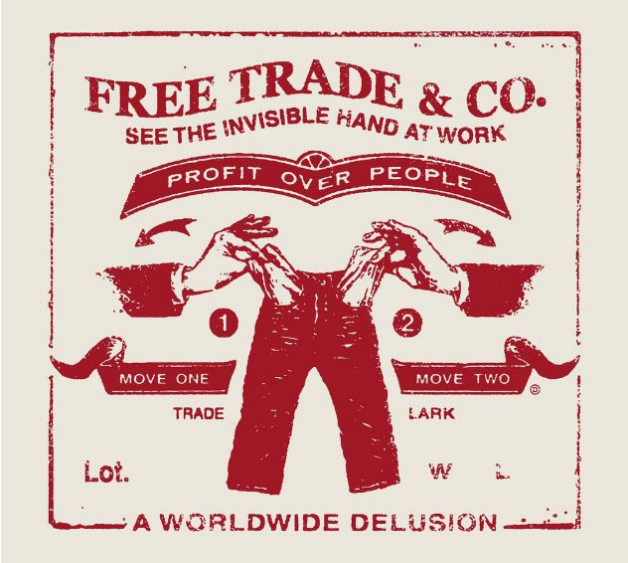
Quand j'étais à l'école, on m'a appris qu'une des raisons pour lesquelles le système américain était bien meilleur que le système communiste était parce que nous avions beaucoup plus de choix.

Mais aujourd'hui, nos choix sont très limités, secteur après secteur, et les gigantesques entités corporatives qui dominent tout ne se soucient pas vraiment de savoir si cela nous plaît ou non.

Nous pouvons faire beaucoup mieux que cela, mais pour se faire, nous devons revenir aux valeurs et aux principes sur lesquels cette nation a été fondée.

« Le protectionnisme c'est sale en France, pas en Allemagne qui protège ses entreprises de la Chine ! »

par Charles Sannat | 20 Déc 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Mon dieu… le protectionnisme, quelle horreur. C'est immonde, c'est à la fois le retour de la peste brune et des « zeureslesplussombres » sans oublier ce populisme à vomir.

Laissez-moi cracher de dégoût par terre à de telles évocations. Cela me donne envie de vomir.

Mais non, je plaisante.

Enfin, je plaisante, mais pas autant que l'Allemagne de Merkel, Merkel qui, au moment de l'élection de Trump et avant que Macron ne soit hissé au pinacle, avait été bombardée par la bien-pensance mondialiste « leader du monde libre ».

Eh bien cette même Merkel, vous savez quoi ?

Elle fait du protectionnisme… Sans doute parce qu'elle est un peu moins débile que la moyenne et un tantinet plus pragmatique, sans oublier que la mondialisation, comme prévu, et je l'ai écrit 1 000 fois, c'est très amusant tant que les industries allemandes dominent l'Europe et le monde, mais nettement moins sympathique quand les Chinois rachètent massivement les entreprises… allemandes, pillant ainsi littéralement le savoir-faire et les ressources germaniques.

La Chine a d'abord détruit les activités bas de gamme…

Puis moyen de gamme, et des pays comme la France et les États-Unis ont été laminés par les délocalisations.

Puis dernière étape de la montée en gamme de la Chine, qui se rêve en puissance mondiale aussi bien politique que militaire et évidemment économique, c'est le haut de gamme, et le fait d'aller tailler des croupières à l'industrie de Merkel et des Nippons !

Les Nippons n'aimant pas les Chinois qui n'aiment pas plus les Japonais, vu qu'il s'agit de deux peuples à la mémoire longue et qui se sont entre-tués pendant la Seconde Guerre mondiale, les Chinois préfèrent s'attaquer à l'Allemagne, c'est plus facile.

L'œil sur la Chine, Berlin renforce son contrôle des investissements étrangers

Du coup, Berlin met en place des mécanismes de blocage aux achats chinois.
Pour du protectionnisme, c'est du sacré protectionnisme.

« Le gouvernement allemand a durci mercredi son contrôle sur les investissements non européens dans les secteurs stratégiques, au moment où la Chine fait montre d'un appétit croissant pour les fleurons de la première économie d'Europe.
Le décret adopté par le gouvernement d'Angela Merkel ramène à 10 % du capital, contre 25 % depuis 2004, le seuil permettant à Berlin de bloquer des acquisitions étrangères dans certaines entreprises.

Le projet, délicat dans une Allemagne soucieuse de son attractivité et qui ne se prive pas d'investir à l'étranger, vise à surveiller de près « les infrastructures sensibles », pour voir « qui les achète et avec quelles conséquences », a expliqué le ministre conservateur de l'Économie, Peter Altmaier. »

Inquiétude du patronat allemand !

« Le nouveau serrage de vis soulève des critiques dans les milieux d'affaires du pays. La Fédération allemande de l'industrie (BDI) « s'oppose au durcissement à un rythme annuel de l'ordonnance sur les affaires économiques extérieures », et appelle l'Allemagne à « rester ouverte aux investisseurs étrangers », selon un communiqué diffusé mercredi. »

Pékin pas content !

« Tout en soulignant que l'Allemagne ne visait pas « une entreprise ni un pays en particulier », une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a mis en garde mercredi contre les « signaux erronés envoyés au monde » avec l'annonce de certaines politiques, « dans un contexte où le protectionnisme et l'unilatéralisme s'exacerbent ».

« Nous espérons que l'Allemagne créera un accès au marché juste et ouvert pour les entreprises internationales qui investissent en Allemagne, entreprises chinoises comprises », a ajouté Hua Chunying. »

Revoir les règles du jeu de la mondialisation !

Ne nous leurrons pas.

Le pays qui domine l'Europe c'est l'Allemagne.

Rien ne peut être fait sans l'Allemagne.

Tant que l'Allemagne gagne dans la compétition internationale et que la mondialisation lui est profitable, l'Allemagne n'a aucune raison de vouloir du protectionnisme dont elle a été la grande pourfendeuse ces 20 dernières années.

Maintenant que la Chine devient un concurrent sérieux, et que les ambitions chinoises de domination rentrent en opposition avec les intérêts économiques allemands, le protectionnisme redevient une vertu.

L'Allemagne n'a eu aucune pitié à l'égard des autres pays européens. En refusant une juste dose de protectionnisme, ce sont des pays comme la France qui ont payé le plus lourd tribut à une mondialisation mal goupillée.

Mais, enfin, les intérêts de l'Allemagne vont commencer à converger avec ceux de ses autres partenaires, dont la France.

Progressivement, la démondialisation va gagner l'Europe, cela se fera sur 10 ans, mais le monde change considérablement.

C'est donc une excellente nouvelle pour la France et pour l'Europe. Personne n'est contre l'Europe. Beaucoup sont contre cette Europe-là, à savoir libérale, totalitaire et sans protection de ses populations.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Pourquoi la Chine laisse-t-elle certaines de ses entreprises faire faillite ?

Pourquoi la Chine laisse-t-elle certaines de ses entreprises faire faillite, se demande le service économique de l'agence Sputnik.

C'est assez simple. En fait non, c'est compliqué, mais l'on peut simplifier ce sujet en se concentrant sur les grands principes.

La Chine reste avant tout un pays communiste avec une économie profondément administrée. C'est le gouvernement qui décide de la quantité de monnaie créée, c'est le gouvernement qui décide de la manière dont sont octroyés les prêts. C'est le gouvernement qui choisit de couper les vivres ou pas à une entreprise ou de la laisser tourner.

Progressivement, un secteur privé s'est créé en Chine. Il prend petit à petit plus d'ampleur. Mais l'économie chinoise reste surtout très fermée. Les partenaires économiques, à commencer par les États-Unis, demandent à Pékin une ouverture plus grande, sinon, eux, ils ferment l'accès à leur marché s'il n'y a pas de réciprocité.

Les dirigeants chinois doivent donc « internationaliser » leur économie. Pour pouvoir le faire, il faut commencer à intégrer la notion de risque auprès des acteurs financiers et des banques chinoises, toute une culture qu'elles n'ont pas en réalité.

Alors, quel est le meilleur moyen d'apprendre que de laisser les entreprises en difficultés faire faillite ? C'est un peu ce qu'il se passe. La Chine permet à tous ses agents économiques d'apprendre les risques de marché. La Chine en profite aussi pour assainir certains pans de son industrie.

C'est, comme souvent en Chine, de très bonnes stratégies avec une vision de très long terme.

Charles SANNAT

Dramatique. Vers la fin des lois anti-monopole en Europe

« 19 États membres partants pour créer des champions européens. » On ne peut être que favorable à la création de champions européens n'est-ce pas ?

Quel est l'imbécile qui va dire « non je veux pas de champions européens » ?!

Eh bien moi je le dis, je le revendique et je vais expliquer qu'encore une fois, nous devons tous avoir le courage de sortir des pièges sémantiques que l'on nous tend.

Modifier les règles anti-monopole !

« Les gouvernements de 19 États membres proposent de modifier les règles anti-monopole de l'UE. Objectif : favoriser l'émergence de géants industriels européens capables de faire face aux mastodontes chinois et américains. »

L'une de leurs idées principales est « l'identification d'évolutions possibles des règles antitrust, afin de mieux tenir compte de la concurrence et des marchés internationaux dans l'examen des fusions », selon leur déclaration.

Ces derniers mois, la France et l'Allemagne ont défendu des fusions transfrontalières entre de grandes entreprises nationales, afin de faciliter l'émergence de «champions» européens. La Commission européenne est en général réticente face à ces opérations, qui peuvent aussi étouffer la concurrence sur le marché de l'UE. »

Soit on modifie les règles antitrust, soit on protège nos entreprises !

Le « too big » est un énorme problème. Il est évident que lorsqu'on laisse se développer des entreprises qui deviennent trop grosses, nous cumulons les problèmes. Trop grosses pour faire faillite, trop grosses pour être régulées, trop grosses pour ne pas corrompre, etc., etc.

Il y a donc deux façons de voir la compétition internationale. Soit nous considérons que nous devons créer des « champions » avec tous les problèmes que cela va engendrer, et c'est la raison pour laquelle il y avait des lois antitrust, soit nous considérons qu'il ne faut pas de trop grosses entreprises, et c'est mon cas, car cela représente un danger, y compris même pour la démocratie déjà bien mal en point et dans ce cas, si nos entreprises sont plus petites, il faut évidemment les protéger.

L'Europe, comme à chaque fois, prendra la plus mauvaise des décisions pour les plus mauvaises et inavouables raisons.

Il y aurait une troisième solution : que ces géants appartiennent aux pays et leurs dividendes aux peuples européens… mais je doute fort, quand je vois le programme de privatisation de nos derniers trésors, que l'Europe opte pour cette voie.

Les gilets jaunes et leur combat ont encore de grandes heures devant eux.

Charles SANNAT

Source Euractiv.fr ici